



TCHAD

CONSULTATIONS DE 2013 AU TITRE DE L'ARTICLE IV ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS ENREGISTRÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE — RAPPORT DES SERVICES; COMMUNIQUÉ DE PRESSE; ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE TCHAD

avril 2014

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre des consultations de 2013 au titre de l'article IV avec le Tchad - Rapport des services du FMI sur les consultations de 2013 au titre de l'article IV et évaluation des résultats enregistrés dans le cadre du programme de référence, les documents ci-après ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 19 décembre 2013 avec les autorités du Tchad sur l'évolution et les politiques économiques du pays. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 7 février 2014, afin de soumettre le document à l'examen du Conseil d'administration le 21 février 2014.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **annexe d'information** préparée par le FMI.
- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration de la Présidence du Conseil d'administration et résumant les avis du Conseil d'administration formulés le 21 février 2014 lors de l'examen du rapport des services du FMI sur les questions relatives aux consultations visées à l'article IV et au programme de référence.
- Une **déclaration de l'Administrateur et de l'Administrateur suppléant** pour le Tchad.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>
Prix unitaire de la version imprimée : 18,00 dollars

Fonds monétaire international
Washington, D.C.



TCHAD

7 février 2014

RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2013 AU TITRE DE L'ARTICLE IV ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS ENREGISTRÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE

PRINCIPALES QUESTIONS

Contexte. Le Tchad est un pays fragile dont les institutions et la capacité d'action sont faibles. Ses recettes pétrolières sont appelées à diminuer (à moins que de nouveaux gisements ne soient découverts) et il est vulnérable aux chocs liés aux cours du pétrole et à une dégradation de la sécurité régionale. Le pays connaît sa plus longue période de stabilité politique intérieure depuis son indépendance. Il est devenu un repère de stabilité dans une région très instable, et il contribue activement aux efforts déployés par la communauté internationale pour rétablir l'ordre au Mali et en RCA. La politique macroéconomique menée ces dernières années a permis de durcir progressivement l'orientation fondamentale de la politique budgétaire, malgré une forte augmentation de l'investissement public. Un programme de référence a été approuvé en juillet, avec pour but de poursuivre les progrès accomplis récemment sur le plan macroéconomique et d'accompagner la mise en œuvre des réformes budgétaires structurelles.

Teneur des discussions. Les discussions ont porté sur deux grands défis : i) assurer la viabilité des finances publiques et de la dette tout en mettant en œuvre les plans de développement, et ii) diversifier l'économie et rendre la croissance plus inclusive.

Perspectives et risques. Les perspectives économiques sont relativement positives, soutenues par l'anticipation d'une augmentation temporaire de la production de pétrole, avec toutefois un risque élevé de surendettement. Les risques tiennent principalement à la volatilité des recettes budgétaires provenant du pétrole et à la situation difficile sur le plan de la sécurité régionale. Une diminution des prix et de la production de pétrole imposerait un ajustement à la baisse des plans d'investissements publics et réduirait le niveau de devises disponibles. L'instabilité régionale pourrait nécessiter durablement des dépenses de sécurité élevées et risque de mettre à mal la confiance des investisseurs.

Recommandations. La politique budgétaire devrait rester ancrée sur une réduction soutenue du déficit primaire hors pétrole, appuyée par des réformes de la gestion des finances publiques (pour améliorer le contrôle budgétaire et la qualité des dépenses) et une augmentation sensible des recettes hors pétrole pour compenser l'épuisement prévu des recettes pétrolières (augmentation rendue possible par une politique fiscale mieux conçue et par l'amélioration des administrations fiscale et douanière). Afin de diversifier l'économie et de la rendre plus compétitive à moyen et long terme, il sera nécessaire de redoubler d'efforts pour améliorer le climat des affaires pour le secteur privé, promouvoir les activités agricoles et développer l'accès aux services de base et aux services financiers.

Approuvé par
David Robinson et
Mark Flanagan

Les entretiens ont eu lieu à N'Djamena du 9 au 19 décembre 2013. L'équipe des services du FMI était composée de MM. Villafuerte (chef), Nachega et Kwalingana (tous AFR), M^{me} Zhang (AFR) et M. Ghilardi (RES). M. Yambaye (Administrateur suppléant) et M. N'Sonde (Conseiller principal de l'Administrateur) ont participé à certaines discussions. M. Topeur (économiste local au bureau du FMI à N'Djamena) a apporté son concours à la mission. L'équipe a rencontré M. Kalzeube Payimi Deubet (Premier Ministre); M. Haroun Kabadi (Président de l'Assemblée nationale); M. Bedoumra Kordje (Ministre des Finances et du Budget); M^{me} Mariam Mahamat Nour (Ministre de l'Économie, de la Planification et de la Coopération internationale); M. Djerassem Bemadjiel (Ministre de l'Énergie et du Pétrole); M. Adoum Younousmi (Ministre des Infrastructures et des Transports); M. Allamine Bourma Treye (Directeur national de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) pour le Tchad); des hauts fonctionnaires; des partenaires au développement; et des représentants du secteur privé.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE	5
PERSPECTIVES ET RISQUES A MOYEN TERME	10
EXÉCUTER DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT TOUT EN ASSURANT LA VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES ET DE LA DETTE	13
A. Le défi du développement à long terme	13
B. Viabilité et gestion de la dette	15
C. Accroître la marge de manœuvre budgétaire	16
D. Renforcer la gestion des finances publiques	18
PROMOUVOIR LA DIVERSIFICATION ET LA CROISSANCE INCLUSIVE	19
A. Compétitivité et climat des affaires	20
B. Inclusion financière	22
PROGRAMME DE RÉFÉRENCE	23
ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI	24

ENCADRÉS

1. Mise en œuvre des recommandations de 2012 au titre de l'article IV _____	8
2. Évaluation du taux de change et de la compétitivité extérieure _____	12
3. Contraintes de ressources et plans d'investissements publics à long terme _____	14
4. Estimation de la capacité contributive effective et potentielle du secteur non pétrolier _____	17

GRAPHIQUE

1. Évolution récente de l'économie, 2008–2014 _____	9
---	---

TABLEAUX

1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2009–2018 _____	28
2. PIB réel par secteur, 2009–2018 _____	29
3a. Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018 _____	30
3b. Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018 _____	31
4a. Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018 _____	32
4b. Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018 _____	33
5. Balance des paiements, 2009–2018 _____	34
6. Situation monétaire, 2009–2014 _____	35
7. Indicateurs de solidité financière, 2007–2012 _____	36
8. Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990–2011 _____	37
9. Matrice d'évaluation des risques _____	38
10. Principales réformes et objectifs à réaliser avant le point d'achèvement _____	39
11. Indicateurs quantitatifs pour la période du 1er avril au 31 décembre 2013 _____	40
12. Conditionnalité structurelle du programme de référence _____	41

APPENDICES

I. Investissement public, ressources naturelles et viabilité de la dette _____	42
II. Recettes non pétrolières effectives et potentielles du Tchad _____	49
III. Croissance partagée au Tchad _____	57

INTRODUCTION

1. Le revenu par habitant a plus que doublé depuis le début de la production de pétrole en 2002-03, mais le Tchad a accompli des progrès limités dans la réduction globale de la pauvreté et l'amélioration de l'accès aux services financiers (tableau 8). Le Tchad est un pays fragile dont les institutions et la capacité d'action sont faibles. Ses recettes pétrolières sont appelées à diminuer et il est vulnérable aux chocs liés aux cours du pétrole et à une dégradation de la sécurité régionale. En 2013, le Tchad était classé 184^e sur 186 pays selon l'indice de développement humain des Nations Unies. La lenteur des progrès accomplis selon les indicateurs de développement humain, malgré une décennie marquée par d'abondantes recettes pétrolières, s'explique par plusieurs facteurs, en particulier les conflits armés intérieurs qui ont affligé le pays jusqu'en 2009, une politique budgétaire procyclique qui a transmis la volatilité des recettes pétrolières aux dépenses publiques, une mauvaise gouvernance et des dépenses improductives/inefficientes (en dépit d'investissements publics considérables, la qualité des infrastructures reste parmi les plus faibles de la région). En outre, les relations avec la communauté internationale ont été mises à mal jusqu'à une date très récente, et le Tchad n'a pas réussi à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE malgré l'atteinte du point de décision en 2001.

2. Le Tchad est devenu un repère de stabilité dans une région très instable. Le Tchad continue de connaître sa plus longue période de stabilité politique intérieure depuis son indépendance. Des élections régionales sont prévues pour 2015 et des élections législatives et présidentielles d'ici à 2016. Alors que la situation politique était relativement calme à l'intérieur du pays, le Tchad a dû mobiliser des ressources pour faire face au regain d'insécurité dans les pays voisins. Le Tchad a activement contribué aux efforts déployés par la communauté internationale pour rétablir l'ordre au Mali et a dû renforcer la sécurité le long de ses frontières avec la plupart des pays voisins (Soudan, Libye, Niger, Nigéria et RCA). L'intervention au Mali a entraîné des dépenses budgétaires supplémentaires au premier semestre 2013, mais les Nations Unies ont maintenant pris en charge le financement des opérations internationales de sécurité dans ce pays. Les autorités tchadiennes ont demandé à la communauté internationale d'assumer le coût de la reconstitution du matériel militaire déployé au Mali (estimé à 160 milliards de francs CFA, soit 3,3 pour cent du PIB non pétrolier). Le Tchad fait face à des pressions récurrentes sur ses dépenses pour assurer la sécurité aux frontières et aider les réfugiés affluant du Niger, du Nigéria, du Soudan et, en particulier, de la RCA, d'où un grand nombre de citoyens tchadiens ont dû être rapatriés.

3. Un programme de référence a été approuvé par la direction du FMI en juillet 2013¹. Le programme de référence a pour but de poursuivre les progrès accomplis récemment sur le plan

¹ Le document EBS/13/103 définissait le programme de référence comme couvrant la période d'avril à décembre 2013, c'est-à-dire la période pendant laquelle devait être mis en œuvre le programme présenté par les autorités dans leur lettre à la Directrice générale. Or, conformément à la pratique du FMI, le suivi prévu par le programme ne peut commencer avant la date à laquelle les discussions de fond ont commencé avec les autorités (en l'occurrence, début juin 2013).

macroéconomique en faisant avancer les réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques et en soutenant la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté du Tchad. Dans ce contexte, les autorités ont annulé la convention-cadre de crédit non concessionnel de 2 milliards de dollars signée avec Eximbank China, qui pesait sur les perspectives de viabilité de la dette, comme cela est expliqué dans le rapport sur les consultations de 2012 au titre de l'article IV (encadré 1). Le programme de référence prévoit une nouvelle réduction du déficit primaire hors pétrole (DPHP) ainsi que la mise en œuvre des principales réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques (GFP) afin d'améliorer le contrôle budgétaire et la gestion de la dette et du trésor. L'application du programme de référence a été appuyée par une assistance technique renforcée de la part du FMI.

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

4. Sur le plan macroéconomique, les résultats sont restés stables en 2013, avec une certaine décélération de la croissance économique et de l'inflation (graphique 1). Selon les projections, le PIB réel a augmenté de 3,6 pour cent en 2013, contre 8,9 pour cent en 2012. La croissance du PIB non pétrolier serait passée de 11,6 pour cent en 2012 à 5 pour cent en 2013, principalement sous l'effet du retour à la normale de la production agricole après la récolte exceptionnelle de 2012. En revanche, le PIB pétrolier se contractera vraisemblablement de 4 pour cent en 2013 en raison d'une diminution plus prononcée que prévu de la production de pétrole dans les gisements arrivés à maturité qui sont exploités par le consortium dirigé par Esso. L'inflation a fortement baissé en 2013, le taux moyen annuel d'inflation s'étant établi autour de 0,4 pour cent, contre 7,7 pour cent en 2012. Cette décélération s'explique essentiellement par la forte chute des prix alimentaires à la suite de l'abondante production agricole de 2012 et s'est produite malgré le fait que certains prix (par exemple ceux du ciment et des produits pétroliers) ont été libéralisés et/ou relevés pour accroître la récupération des coûts.

5. La politique budgétaire a été progressivement durcie ces dernières années. Le déficit primaire hors pétrole (DPHP)² a diminué de 1 pour cent du PIB non pétrolier entre 2011 et 2012, et le budget 2013 se fondait sur une réduction supplémentaire de ce déficit de 1 pour cent du PIB non pétrolier, le déficit primaire hors pétrole passant ainsi à 18,2 pour cent du PIB non pétrolier grâce à une augmentation prononcée des recettes non pétrolières et une diminution des dépenses de sécurité. Le budget 2013 révisé, approuvé en juillet, maintient l'objectif initial de DPHP malgré des dépenses de sécurité supplémentaires imprévues de l'ordre de 0,6 pour cent du PIB non pétrolier (dépenses liées à la participation du Tchad à la campagne militaire internationale au Mali, à la

² Les discussions sur la politique économique et l'exécution de la politique budgétaire au Tchad s'appuient sur le DPHP (concept qui renseigne sur mieux l'orientation fondamentale de la politique budgétaire) et un plafonnement du ratio dette/PIB (pour limiter le financement extérieur). Le concept de DPHP utilisé au Tchad correspond au solde budgétaire de base hors pétrole (c'est-à-dire, hors recettes pétrolières, dons et investissement financés sur ressources extérieures).

fourniture d'aide humanitaire aux réfugiés provenant de la RCA, au renforcement de la sécurité aux frontières)³ et la révision à la baisse des projections de recettes pétrolières et non pétrolières (d'environ 2¼ pour cent et 1 pour cent du PIB non pétrolier, respectivement). Les besoins de financement ainsi créés (de près de 7 pour cent du PIB non pétrolier) devaient être couverts par d'importants volumes d'émissions d'obligations sur les marchés régionaux, le retrait de dépôts du Trésor et une légère réduction des dépenses primaires (1,4 pour cent du PIB non pétrolier).

6. Les autorités étaient en voie d'atteindre l'objectif de DPHP, mais une baisse plus prononcée que prévu des recettes pétrolières va sans doute se traduire par un déficit budgétaire global élevé en 2013. Pour les neuf premiers mois de 2013, le DPHP s'est établi à 13,6 pour cent du PIB non pétrolier, ce qui correspond à l'objectif annuel du budget. Les recettes pétrolières devaient être inférieures d'environ 120 milliards de francs CFA (2,4 pour cent du PIB non pétrolier) à l'objectif inscrit dans le budget, d'où un déficit budgétaire global d'environ 6 pour cent du PIB non pétrolier (contre un excédent de 1,7 pour cent en 2012). Ce manque à gagner pétrolier tient à plusieurs facteurs, dont la plupart sont temporaires : i) les difficultés rencontrées par le système de production d'électricité à partir du gaz ont obligé le consortium dirigé par Esso à réduire sa production et à supporter un surcoût de production en se reliant sur le gazole et le mazout; ii) les retards intervenus dans la mise en exploitation des nouveaux gisements ainsi que les problèmes techniques connexes concernant le fonctionnement de l'oléoduc; et iii) la décision de recevoir les redevances dues par CNPC sous forme de gazole pour la production d'électricité. Dans cette situation, rendue d'autant plus précaire par l'incertitude liée au calendrier de l'émission obligataire sur les marchés régionaux, le gouvernement a signé des accords d'avances sur ventes de pétrole avec un partenaire commercial (Glencore Energy) portant sur un montant total de 600 millions de dollars (4,5 pour cent du PIB), assortis de conditions non concessionnelles et remboursables en livraisons de pétrole brut sur les deux années à venir⁴. Les avances sur ventes de pétrole sont la principale cause de l'augmentation de la dette publique totale et de la dette publique extérieure, qui ont atteint, respectivement, 30,2 pour cent et 23,2 pour cent du PIB.

7. Le budget 2014 prévoit une nouvelle réduction du DPHP, mais avec la contrainte d'importants besoins de financement. Le budget 2014 a été adopté par l'Assemblée nationale fin décembre et promulgué par le Chef de l'État début janvier. Conformément au programme de référence, le budget 2014 vise un DPHP de 16,1 pour cent du PIB non pétrolier (contre 18,1 pour cent visé en 2013), cet objectif devant être atteint par la mobilisation de recettes non pétrolières (0,4 pour cent du PIB non pétrolier) ainsi que la rationalisation des investissements intérieurs (1 pour cent du PIB non pétrolier) et des transferts (0,7 pour cent du PIB non pétrolier). Avec le remboursement prévu des avances sur ventes de pétrole (environ 2,4 pour cent du PIB non

³ Ce montant ne comprend pas le coût de la reconstitution de l'équipement militaire déployé au Mali (voir 12).

⁴ Fin 2013, le solde des avances sur ventes de pétrole était d'environ 470 millions de dollars. Le manque à gagner pétrolier a atteint environ 240 millions de dollars et le déficit de financement dû aux retards d'emprunt intérieur s'est chiffré à environ 180 millions de dollars.

pétrolier), non pris en compte dans le budget initial, les besoins de financement montent à environ 4,9 pour cent du PIB non pétrolier (260 milliards de francs CFA).

8. La révision récente des données de balance des paiements du Tchad fait apparaître des déficits extérieurs courants bien plus prononcés. Entre 2009 et 2012, le déficit courant a été en moyenne de 8 pour cent et, d'après les projections, a continué de se creuser et s'est établi à 8,8 pour cent du PIB en 2013, en raison de la baisse des exportations de pétrole. Ces déficits ont été financés essentiellement par l'investissement direct étranger et en partie, certaines années, par des transferts de capitaux. La balance des paiements globale a été déficitaire en 2013, pour la première fois depuis 2009, ce qui a fait tomber le ratio de couverture par les réserves internationales à 1,7 mois d'importations de biens et de services (contre 2,4 mois en 2012).

9. La masse monétaire au sens large et le crédit bancaire à l'économie ont continué de s'accroître à un rythme soutenu. En moyenne, la masse monétaire au sens large a augmenté, en taux annualisé, de 10 pour cent sur les neuf premiers mois de l'année, et le crédit à l'économie a enregistré un taux de croissance annualisé de 29 pour cent pendant la même période. Selon les projections, la masse monétaire au sens large augmentera de 8 pour cent en 2013 et le crédit à l'économie d'environ 20 pour cent. L'intermédiation financière progresse mais reste peu développée (fin septembre 2013, les ratios monnaie au sens large/PIB non pétrolier et crédit à l'économie (composée essentiellement des fournisseurs et des agents de l'État)/PIB non pétrolier s'établissaient respectivement à environ 17 pour cent et 10 pour cent (contre 14 pour cent et 6 pour cent au début de 2012). Les indicateurs de solidité financière ont continué de s'améliorer après la recapitalisation des banques publiques en 2011 : le ratio fonds propres/actifs pondérés par les risques est passé de 6,7 pour cent en 2010 à 18,1 pour cent en 2012, tandis que les créances improductives diminuaient, que la liquidité augmentait et que les indicateurs de rentabilité s'amélioraient légèrement (en particulier pour les grandes banques) (tableau 7).

Encadré 1. Tchad : Mise en œuvre des recommandations de 2012 au titre de l'article IV

Politique budgétaire et viabilité des finances publiques : les services du FMI préconisaient une diminution progressive à moyen terme du DPHP pour permettre la constitution de marges de manœuvre face à la volatilité et au caractère incertain des recettes pétrolières. Les services du FMI encourageaient aussi les autorités à s'efforcer de résoudre l'incompatibilité entre la convention-cadre de crédit et les objectifs de viabilité de la dette. Les résultats budgétaires de 2012, le budget révisé de 2013 et le budget de 2014 (tel que pris en compte dans le programme de référence) font apparaître une diminution régulière du DPHP. Les autorités ont décidé d'annuler la convention-cadre de crédit non concessionnel de 2 milliards de dollars signée avec Eximbank China. Cependant, un accord de prêt de 600 millions de dollars sous forme d'avances sur ventes de pétrole a été contracté aux conditions du marché en 2013, laissant le risque de surendettement à un niveau élevé.

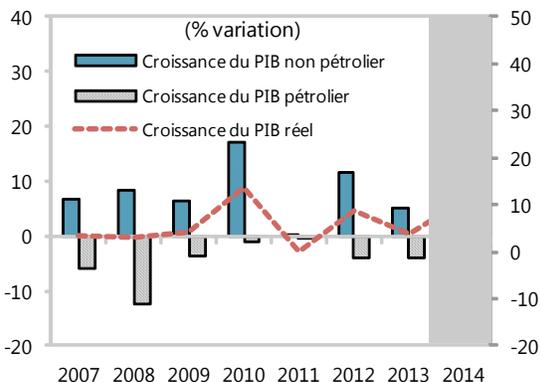
Gestion des finances publiques : les services du FMI ont insisté sur la nécessité de préserver le rôle central du budget et d'éviter les dépassements de dépenses, notamment en limitant les dépenses avant ordonnancement (DAO), en adoptant un plan de trésorerie, en respectant le code des marchés publics et en renforçant les capacités institutionnelles. Ces questions ont été intégrées au programme de référence. Le programme de réforme de la gestion des finances publiques, qui comprend certaines des recommandations formulées par une récente mission d'assistance technique du Département des finances publiques du FMI, a avancé. Le recours aux DAO a connu des fluctuations mais les autorités s'emploient à adopter des mesures pour à la fois limiter le recours à ce type de dépenses et les régulariser systématiquement dans le cadre du processus budgétaire. La mise en place de plans de trésorerie mensuels est en cours, mais a été retardée en partie à cause des difficultés rencontrées lors de l'intégration des plans de marchés publics. Une forte proportion des contrats continuent d'être adjugés sans mise en concurrence.

Climat des affaires : les autorités ont été encouragées à travailler en étroite coopération avec les chefs d'entreprises pour faire avancer la mise en œuvre du programme décrit dans le Livre blanc du Conseil national du patronat Tchadien (CNPT). Concernant les entreprises publiques, il a été recommandé de réduire les transferts publics et de laisser une plus grande latitude à ces entreprises pour fixer leurs prix. La mise en œuvre du Livre blanc n'a guère progressé, hormis la tenue de réunions plus régulières entre les autorités fiscales et le secteur privé pour examiner les questions d'intérêt commun. Pour ce qui est de la fixation des prix, il convient de noter que les prix du ciment ont été libéralisés et que les prix des carburants sont désormais fixés à des niveaux permettant la récupération des coûts.

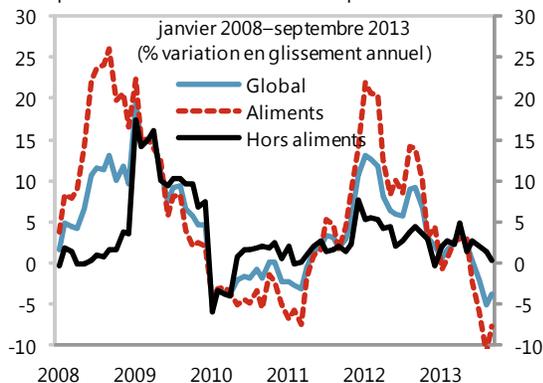
Stabilité et développement du secteur financier : il convient d'encourager l'octroi de crédit aux entreprises privées, et les banques devraient continuer à maintenir leurs volants de fonds propres au dessus du minimum requis de 8 pour cent. Le renforcement de la centrale des risques aiderait à maîtriser le risque de crédit, et la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux permettrait d'améliorer la gouvernance. Aucun progrès notable n'a été réalisé dans ce domaine, mais les indicateurs du système financier se sont améliorés.

Graphique 1. Tchad : Évolution récente de l'économie, 2008–2014¹

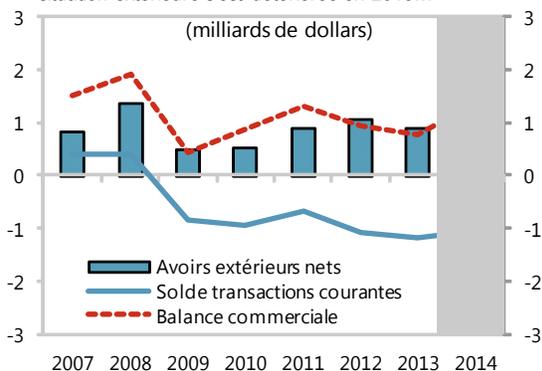
La croissance du PIB réel a fléchi en 2013, en raison d'une baisse de la production agricole après l'excellente récolte de 2012...



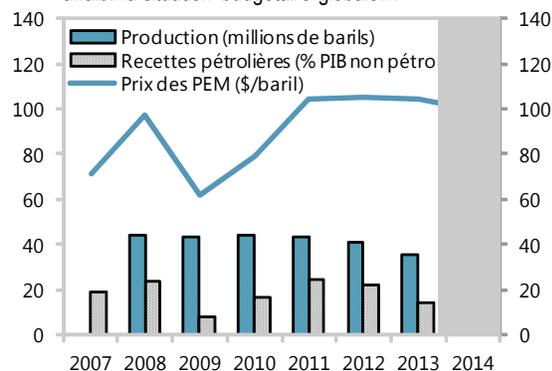
L'inflation de l'IPC a reculé en 2013, en raison de l'impact décalé de la croissance exceptionnelle de 2012.



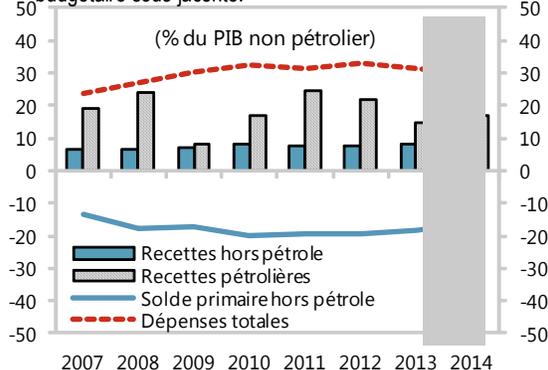
En raison de la diminution de la production pétrolière la situation extérieure s'est détériorée en 2013...



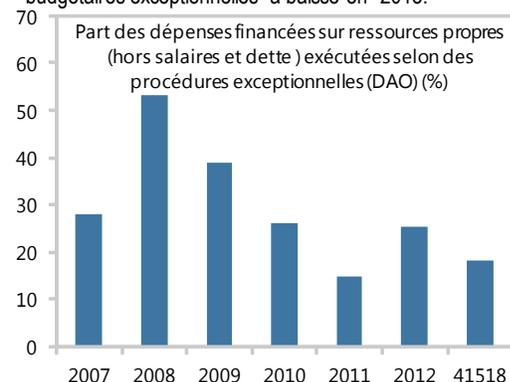
... et les recettes pétrolières ont baissé, ce qui a affaibli la situation budgétaire globale...



...d'où la nécessité de durcir davantage l'orientation budgétaire sous-jacente.



Après avoir augmenté en 2012, le recours aux procédures budgétaires exceptionnelles a baissé en 2013.



¹ Sauf indication contraire. Les parties ombrées correspondent aux projections pour 2014

Source : autorités tchadiennes, estimations des services du FMI.

PERSPECTIVES ET RISQUES A MOYEN TERME

10. Les perspectives économiques à moyen terme sont déterminées par les fluctuations prévues de la production de pétrole et des recettes budgétaires qui en découlent. Le PIB réel devrait progresser d'environ 9 pour cent par an en 2014-15 grâce à la mise en exploitation complète de nouveaux gisements pétroliers. Le raccordement des nouveaux gisements à l'oléoduc Tchad-Cameroun avance à un bon rythme et un tarif révisé d'utilisation de l'oléoduc a été négocié, prévoyant des frais de transport réduits. Selon les projections, le PIB pétrolier devrait culminer en 2016 puis diminuer régulièrement par la suite, à moins que de nouveaux gisements de pétrole ne soient découverts.

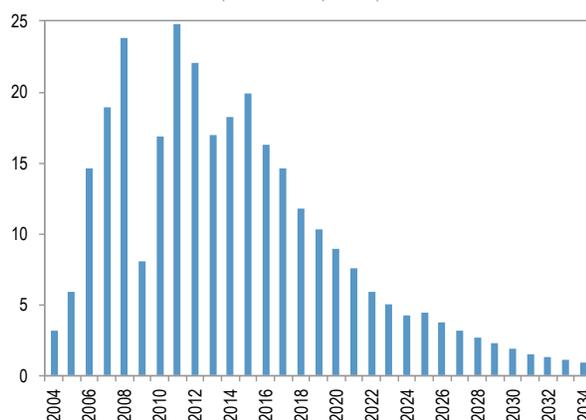
Le consortium dirigé par Esso oriente ses investissements dans le but de lisser la baisse de la production, tandis que le développement des activités d'exploration des nouveaux opérateurs dépendra de la disponibilité de ressources financières, de la stabilité du régime fiscal et de la faisabilité de l'extension de l'oléoduc. Le PIB non pétrolier devrait s'accroître d'environ 5 pour cent par an à moyen terme, ce qui est conforme à la croissance moyenne de ces dernières années, avec pour principaux moteurs l'agriculture, le commerce et les transports. La production agricole devrait bénéficier des investissements réalisés dans le cadre des programmes de sécurité alimentaire pour développer la mécanisation, et de la restructuration récente de CotonTchad, qui devrait entraîner une augmentation soutenue de la production de coton à moyen terme.

Tableau texte. Tchad : Projections à moyen terme

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB réel (pourcentage annuel)	3,6	10,8	7,3	4,7	3,6	3,3
Pétrolier	-4,0	37,0	17,6	3,2	-3,1	-5,3
Non pétrolier	5,0	6,5	5,1	5,1	5,1	5,2
Inflation des prix à la consommation (pourcentage annuel)	0,4	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0
Solde des transactions courantes (pourcentage du PIB)	-8,8	-6,5	-6,8	-6,0	-6,5	-6,2
	(en pourcentage du PIB non pétrolier)					
Recettes publiques et dons	25,6	28,7	30,4	28,3	26,6	24,5
dont : recettes pétrolières	14,6	17,2	18,7	16,1	14,0	11,5
dont : dons	2,5	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6
Dépenses publiques (base engagements)	31,5	29,5	30,0	29,4	28,3	28,3
Solde budgétaire global (dons compris, base caisse)	-6,0	-1,9	0,6	-1,0	-1,7	-3,7
Solde budg. primaire hors pétrole (hors dons, base engagements)	-18,2	-16,1	-15,0	-14,0	-12,5	-12,0
<i>Pour mémoire :</i>						
Prix du brut tchadien (\$/baril)	103,4	98,2	93,5	87,8	84,9	82,3

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

Tchad : Recettes pétrolières, 2004 - 2034
(% du PIB non pétrolier)



Source : autorités tchadiennes; FMI.

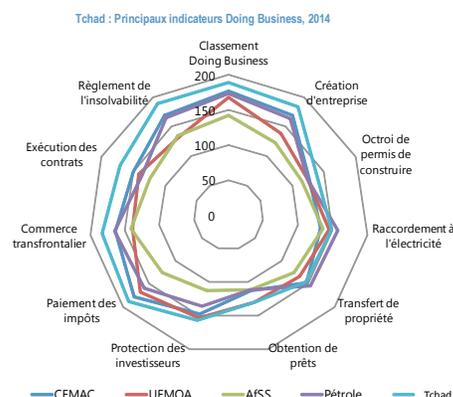
11. Les principaux risques par rapport à ces perspectives tiennent à la volatilité des recettes budgétaires provenant du pétrole et à la situation difficile sur le plan de la sécurité régionale (voir matrice d'évaluation des risques, tableau 9). L'économie étant fortement tributaire du pétrole, qui assure plus de 70 pour cent des recettes budgétaires, 90 pour cent du total des exportations de biens et 30 pour cent du PIB nominal, les perspectives économiques du pays sont

très vulnérables à une baisse de la production et des prix pétroliers, qui imposerait un ajustement à la baisse des plans d'investissement public et réduirait le niveau de devises disponibles. En outre, la sécurité précaire au plan régional pourrait nécessiter durablement des dépenses de sécurité élevées et mettre à mal la confiance des investisseurs, ce qui entraînerait une baisse des investissements publics et privés et limiterait d'autant la capacité du gouvernement de répondre aux besoins sociaux urgents.

12. Le Tchad fait face à des défis pour la stabilité de ses comptes externes. Les flux de devises dépendent fondamentalement des exportations de pétrole, tandis que les flux d'investissements directs étrangers sont étroitement liés aux activités du secteur pétrolier et l'aide des bailleurs de fonds est relativement stable mais faible, en partie à cause des doutes relatifs à la gestion des finances publiques. En ce qui concerne la viabilité de la dette extérieure, les perspectives se sont améliorées à la suite de la décision d'annuler la convention-cadre de crédit signée avec Eximbank China, mais la signature de l'accord de prêt sous forme d'avances sur les ventes de pétrole a eu un effet négatif. La couverture par les réserves reste faible, à environ 1,7 mois d'importations de biens et de services fin 2013. Une analyse de la compétitivité extérieure suggère une certaine surévaluation (encadré 2). Selon les calculs empiriques standard, le taux de change effectif réel (TCER) hors pétrole du Tchad pourrait être surévalué, d'environ 15 pour cent à 22 pour cent, c'est-à-dire plus que le TCER estimé pour l'ensemble de la CEMAC (SM/13/322). Le Tchad faisant partie d'une union monétaire, la viabilité extérieure suppose un ajustement budgétaire soutenu et des réformes structurelles de nature à améliorer la compétitivité. Ces dernières sont cruciales au regard des performances médiocres du Tchad concernant les indicateurs du climat des affaires.

Encadré 2. Tchad : Évaluation du taux de change et de la compétitivité extérieure

Deux méthodes empiriques ont été utilisées pour évaluer la compétitivité extérieure du Tchad : i) la méthode Bems/Carvalho (2009), qui consiste à estimer la norme du compte courant sur la base d'une méthode du CGER adaptée aux conditions particulières des pays riches en ressources naturelles en appliquant l'hypothèse du revenu permanent, et ii) la méthode de la viabilité extérieure, qui calcule la norme du solde courant compatible avec une évolution à long terme des avoirs extérieurs nets prenant en compte l'évolution tendancielle des recettes pétrolières. Ces estimations tiennent compte de la révision récente des données historiques de balance des paiements du Tchad, mettant en exergue des déficits courants bien plus prononcés que ceux qui ressortaient des consultations de 2012 au titre de l'article IV.



Ces deux méthodes mettent en évidence une nette surévaluation du taux de change réel (tableau). Selon la méthode de l'annuité réelle constante de Bems/Carvalho, le TCER du Tchad se trouve à 22 pour cent de l'équilibre, soit un écart nettement plus prononcé que pour le TCER de la CEMAC dans son ensemble (surévaluation de 9 pour cent à 13 pour cent, SM/13/322). Selon la méthode de la viabilité extérieure, la surévaluation est légèrement moins marquée et s'établit à 15 pour cent. Les deux normes estimées font abstraction de l'effet des dépenses d'investissements sur la croissance, ce qui accentue la surévaluation estimée lorsque le compte courant à moyen terme dépend dans une large mesure des investissements publics (comme c'est le cas au Tchad), pour autant que ces dépenses soient productives.

Chad: Model-based current account equilibrium, 2018

	Bems/Carvalho Constant real annuity	External sustainability
Medium-term CA Norm	3.6	0.3
Underlying current account	-6.2	-6.2
Current account elasticity ²	0.4	0.4
Overvaluation	22.2	14.8

Source: IMF staff estimates.

² Elasticities are based on total exports and imports.

Des indicateurs plus larges font aussi apparaître des contraintes pesant sur la compétitivité. Si les exportations autres que le pétrole ont fortement augmenté, elles restent limitées à un petit nombre de produits (tels que coton et bétail). Le climat général des affaires est moins propice que dans la plupart des pays du monde et des pays comparables de la région au regard de tous les critères (graphique).

13. Les entretiens qui ont eu lieu dans le cadre des consultations de 2013 au titre de l'article IV ont donc porté sur les besoins considérables du Tchad en matière de développement compte tenu des contraintes de ressources et de moyens, ainsi que des risques externes. Le Tchad doit remédier aux goulets d'étranglement qui restreignent ses capacités, mettre en œuvre des réformes budgétaires et structurelles afin de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour les dépenses sociales prioritaires, et améliorer les services publics tout en gérant les déséquilibres et les risques extérieurs. Cela nécessitera avant tout une gestion prudente des recettes pétrolières et de la dette. La prévisible réduction régulière à moyen et long

terme des recettes budgétaires provenant du pétrole devra être compensée par une amélioration sensible des recettes non pétrolières et de la gestion des finances publiques. Elle nécessitera aussi une diversification de l'économie et une croissance plus inclusive.

EXÉCUTER DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT TOUT EN ASSURANT LA VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES ET DE LA DETTE;

A. Le défi du développement à long terme

14. La trajectoire anticipée des recettes pétrolières limite considérablement la capacité du Tchad à répondre à ses besoins de développement et atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté (¶11). Deux problèmes fondamentaux doivent aussi être pris en compte : les recettes non pétrolières sont faibles, même par rapport aux autres pays exportateurs de pétrole de la région; et le processus d'investissement public au Tchad est assez déficient, même par rapport aux autres pays à faible revenu. À cause de ces deux contraintes, les projets ambitieux d'investissement public prévus dans le Plan national de développement ne conduiraient probablement pas à une croissance significativement supérieure, alors qu'ils compromettraient la viabilité de la dette et rendraient le Tchad très vulnérable à une évolution défavorable des recettes pétrolières. L'encadré 3 et l'appendice I examinent plus en détail l'effet d'une augmentation des investissements sur la croissance, en soulignant la nécessité d'améliorer la capacité de mobilisation de recettes (voir Section C) et l'efficacité des investissements (Section D) afin de créer un espace budgétaire plus large et de donner une impulsion économique favorable.

15. Le scénario de référence des services du FMI, basé sur une diminution des recettes pétrolières et une amélioration progressive de la capacité d'absorption, prévoit la nécessité d'un rééquilibrage budgétaire progressif. La baisse du DPHP à 12 pour cent du PIB non pétrolier à l'horizon 2018 et à 6 pour cent à l'horizon 2023 devrait permettre d'assurer la viabilité de la dette (Section B). Cela permettrait aussi de dégager des marges de manœuvre budgétaires — d'environ 3 pour cent du PIB non pétrolier à l'horizon 2018 — pour se protéger contre la volatilité des recettes pétrolières à moyen et long terme et pour assurer des dépenses régulières (facteur important pour lutter efficacement contre la pauvreté). Dans ces conditions, l'obtention à terme d'un allègement de dette au titre de l'initiative PPTTE fournirait un espace budgétaire supplémentaire permettant une hausse des dépenses sociales et la poursuite des objectifs de lutte contre la pauvreté.

16. En même temps, les autorités doivent combler l'écart de financement pour 2014 (¶17). Les services du FMI ont recommandé d'identifier les sources de financement intérieures et extérieures concessionnelles, mais un ajustement supplémentaire — notamment des mesures visant à développer les recettes non pétrolières et la diminution des dépenses (en particulier l'investissement public domestique, les transferts et subventions) — pourrait s'imposer s'il s'avère impossible de trouver des ressources. Tout changement devrait être officialisé par une révision du budget 2014. Il est important d'éviter toute coupe budgétaire dans les dépenses sociales (les

dépenses sociales financées sur ressources intérieures dans le budget représentent 7,6 pour cent du PIB non pétrolier).

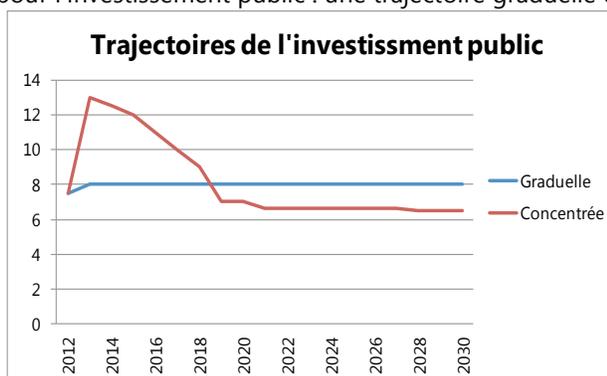
Point de vue des autorités

17. Les autorités considèrent que les prévisions de recettes pétrolières des services du FMI sont trop pessimistes. Elles anticipent une production pétrolière plus régulière grâce aux activités d'exploration en cours sur de nouveaux gisements et à la possible ouverture de nouvelles campagnes d'exploration après l'étude géologique prévue sous peu. Dans ce contexte, elles considèrent que l'ajustement budgétaire recommandé à moyen et long terme est trop sévère et estiment qu'elles auront un espace additionnel pour l'investissement public.

Encadré 3. Tchad : Contraintes de ressources et plans d'investissements publics à long terme

La baisse prévue des recettes pétrolières complique l'élaboration de plans d'investissements publics viables qui puissent être convenablement financés et maximiser la croissance hors pétrole. Pour analyser ces questions de façon globale, nous avons appliqué le modèle DIGNAR (*Debt, Investment, Growth and Natural Resources*) élaboré par le Département des études du FMI. Ce modèle tient explicitement compte de l'effet de l'augmentation des investissements sur la croissance — notamment l'effet indirect lié aux sources de financement (par exemple l'effet de contraction de la fiscalité intérieure) — et des contraintes de capacité, représentées par un paramètre d'efficacité de l'investissement public relativement faible. Les simulations ont été réalisées autour de deux trajectoires possibles pour l'investissement public : une trajectoire graduelle et une trajectoire concentrée en début de période.

Nous avons considéré trois scénarios d'action (ou de financement) différents, en fonction de la possibilité de remplacer les recettes pétrolières par une fiscalité intérieure non pétrolière (sous forme de taxes sur la consommation et sur la main-d'œuvre) : i) un scénario de taxation sans restrictions; ii) un scénario de taxation soumise à de fortes restrictions; et iii) un scénario de taxation soumise à des restrictions modérées. Par hypothèse, la dette extérieure est la source résiduelle de financement.



Le modèle et les simulations produisent les principaux résultats suivants :

- Il est indispensable d'accroître les recettes non pétrolières pour assurer la viabilité de la dette publique.
- La stratégie consistant à concentrer les investissements en début de période permet une accumulation de capital plus rapide, mais les contraintes de capacité d'absorption réduisent l'efficacité de ces investissements. La trajectoire graduelle aboutit à une création de capital plus lente mais plus efficace qui réduit les risques pour la viabilité de la dette.

Il ressort aussi du modèle qu'une plus grande efficacité des investissements publics (mesurée par l'indice de gestion de l'investissement public (PIMI)) grâce à des réformes de gestion des finances publiques et à une amélioration du processus de passation de marché, amplifierait l'effet positif des projets d'investissements publics sur la croissance et réduirait l'endettement.

B. Viabilité et gestion de la dette

18. Dans le scénario de référence, le Tchad reste confronté à un risque élevé de surendettement. En fonction des hypothèses concernant l'élimination de l'écart de financement du budget 2014, la dette publique globale descendrait dans un premier temps à 23-26 pour cent du PIB à l'horizon 2018, avant de remonter et de se stabiliser autour de 33 pour cent du PIB dans les années 2030, la réduction progressive des dépenses sociales non prioritaires et l'augmentation régulière des recettes non pétrolières ne compensant que partiellement la diminution rapide des recettes pétrolières. Hormis le ratio VA de la dette/exportations, les autres indicateurs d'endettement externe resteraient en deçà des seuils prudentiels de l'AVD pendant la période de projection. Le risque de surendettement resterait élevé à cause du dépassement du seuil prudentiel de l'AVD (dette/exportations) dans le scénario de référence. En outre, les indicateurs d'endettement extérieur du Tchad sont très sensibles à une évolution défavorable des exportations (par exemple, une baisse de deux écarts types des prix du pétrole sur la période 2014–15), reflétant le manque de diversification des exportations. Cependant, le développement de nouvelles sources de croissance à long terme et l'obtention d'un allègement de dette au titre de l'initiative PPTE (voir tableau 10 récapitulant les principales réformes à accomplir et les principaux objectifs à atteindre avant le point d'achèvement) contribueraient à améliorer la dynamique de la dette et à réduire les facteurs de vulnérabilité qui y sont liés.

19. La fragmentation des responsabilités pour l'approbation et la signature des opérations sur la dette ainsi que les déficiences institutionnelles engendrent des risques pour la viabilité de la dette et le contrôle budgétaire. La signature en 2013 d'un accord de prêt sous forme d'avances sur ventes de pétrole est un nouvel exemple d'emprunt important qui n'a pas fait l'objet d'une coordination institutionnelle satisfaisante et qui n'a pas été correctement enregistré dans les statistiques de la dette. L'absence de responsabilités claires pour la signature d'emprunts est contraire à la réglementation de la CEMAC relative à la gestion de la dette publique. À cet égard, il y a lieu de se féliciter que les autorités aient annoncé leur intention de remettre en place et de rendre pleinement opérationnelles la commission interministérielle chargée de l'approbation et du suivi des opérations sur la dette (Commission nationale d'analyse de la dette ou CONAD), ainsi que l'unité technique chargée de contrôler la viabilité de la dette (Équipe technique d'analyse de viabilité de la dette ou ETAVID). Il demeure toutefois essentiel de centraliser les opérations de gestion de la dette au sein de l'unité de la dette du Ministère des Finances, afin de contrôler rigoureusement l'émission ou la garantie par l'Etat de nouvelles dettes externes. Il faut aussi renforcer les ressources humaines de cette unité, la stabilité institutionnelle et les capacités d'enregistrement et de déclaration des données sur la dette.

Point de vue des autorités

20. Les autorités sont déterminées à préserver la viabilité de la dette et à en renforcer la gestion. Elles notent que leur décision d'annuler la convention-cadre de crédit signée avec Eximbank China témoigne de l'importance qu'elles attachent à la viabilité de la dette. En même temps, elles soulignent que, compte tenu des besoins considérables du Tchad en matière de développement, le pays doit avoir accès aux sources extérieures de financement. Cela étant, il est

essentiel de poursuivre les efforts en cours pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE afin d'obtenir un allègement de dette et de mobiliser ainsi plus de financements des partenaires internationaux. Les autorités reconnaissent que l'opération d'emprunt avec Glencore Energy a donné lieu à des problèmes de coordination, mais elles rappellent les circonstances extraordinaires (à savoir les baisses temporaires des recettes pétrolières, la nécessité urgente de financer les dépenses de sécurité exceptionnelles et les retards survenus dans le financement domestique) qui les ont obligées à recourir à l'emprunt non concessionnel pour financer les dépenses budgétisées. Concernant la gestion de la dette, les autorités sont déterminées à renforcer les moyens de la CONAD et de l'ETAVID, et elles travaillent actuellement à une loi relative à la gestion de la dette publique, qui devrait, entre autres, clarifier les responsabilités d'analyse, d'approbation, de signature et de suivi. La Banque mondiale fournira une assistance technique dans ce domaine.

C. Accroître la marge de manœuvre budgétaire

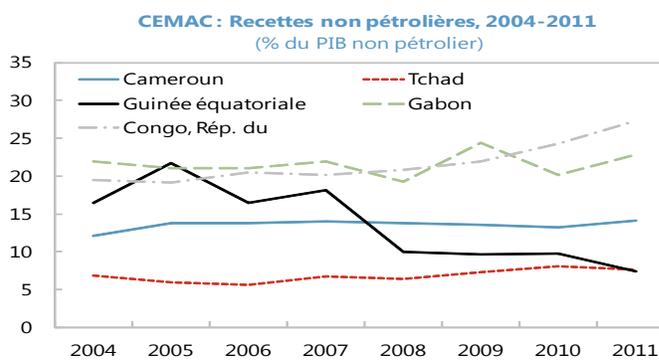
21. Le déficit de mobilisation de recettes fiscales non pétrolières atteint pas moins de 16 pour cent du PIB non pétrolier au Tchad (encadré 4 et appendice II). D'après l'analyse des services du FMI, le Tchad, compte tenu de ses caractéristiques économiques et sociales, aurait pu porter ses recettes fiscales hors pétrole à 24 pour cent du PIB hors pétrole en 2011, à comparer au niveau de recouvrement actuel de 7,6 pour cent. Il ressort de l'analyse que l'effort fiscal du pays n'est que de 32 pour cent, soit la moitié de celui des autres pays de la CEMAC. Le Tchad peut améliorer sa capacité contributive hors pétrole; pour ce faire, il pourrait procéder à des réformes de la politique fiscale et de l'administration fiscale, en s'inspirant des recommandations du FMI. En ce qui concerne la politique fiscale, les réformes pourraient viser à élargir l'assiette de l'impôt, à réduire autant que possible les mesures discrétionnaires, et à simplifier la structure de la fiscalité. De même, en ce qui concerne l'administration fiscale, les réformes pourraient viser à renforcer les opérations du service chargé des gros contribuables, à améliorer les critères de sélection et la qualité des audits, à simplifier et automatiser les procédures douanières, et à accroître les moyens humains et financiers du fisc.

Encadré 4. Tchad : Estimation de la capacité contributive effective et potentielle du secteur non pétrolier

Les recettes fiscales non pétrolières du Tchad sont plus faibles que celles des autres pays de la CEMAC.

Entre 2004 et 2011, les recettes non pétrolières du Tchad ont été systématiquement inférieures à celle de ses pairs, et ont représenté moins de 8 pour cent du PIB non pétrolier, en moyenne sur cette période, contre plus de 13 pour cent dans les autres pays producteurs de pétrole de

la CEMAC. Le pays a aussi le plus faible taux d'efficacité en matière de recouvrement des recettes fiscales de la région, comme en témoignent le très faible niveau du coefficient d'efficacité (C-efficiency) et le mauvais classement attribué par la Banque mondiale au titre de la «facilité de payer les impôts», ou encore la note peu élevée de la CPIA au titre de «l'efficacité de la mobilisation des recettes».



D'après les estimations, le système fiscal actuel du Tchad mobilise seulement 32 pour cent du potentiel de recettes non pétrolières. En réalisant une analyse de frontière stochastique, nous estimons le niveau maximum de recettes non

pétrolières qu'un pays peut recouvrer, compte tenu de ses caractéristiques.

L'effort fiscal du pays est ensuite calculé en divisant les recettes effectives par la capacité fiscale estimative. Plus le coefficient fiscal est faible, plus le pays est éloigné de son potentiel maximal. À 32 pour cent, l'effort fiscal hors pétrole du Tchad est

le plus faible de la CEMAC, dont la moyenne régionale est de 67 pour cent. Par conséquent, si le Tchad portait son effort fiscal au niveau moyen de la CEMAC, ses recettes non pétrolières augmenteraient d'un montant équivalant à 8,5 pour cent du PIB non pétrolier.

CEMAC : Effort fiscal non pétrolier, 2011

	Total recettes non pétrolières ¹	PIB par habitant en PPA 2005	Capacité fiscale	Effort fiscal
Cameroon	12,8	2.251,9	23,2	0,6
République centrafricaine	10,8	715,6	14,5	0,7
Tchad	7,6	2.313,3	24,0	0,3
Congo, République du	27,2	3.884,9	36,0	0,8
Gabon	22,9	17.051,5	36,2	0,6
Moyenne non pondérée de la CEMAC	16,3	5.243,4	26,8	0,6
Moyenne CEMAC hors Tchad	18,4	5.976,0	27,5	0,7

Source : base de données du Département Afrique; estimations des services du FMI.

¹ En pourcentage du PIB non pétrolier.

Point de vue des autorités

22. Les autorités s'associent à l'analyse des services du FMI et notent qu'elles ont entrepris des mesures pour améliorer la mobilisation de recettes non pétrolières durant les deux dernières années. Depuis 2012, elles ont pris des mesures pour réduire les exonérations fiscales; celles qui sont actuellement en vigueur concernent essentiellement des concessions accordées avant 2012. Elles ont également entrepris d'harmoniser le code des impôts, y compris concernant les exonérations, avec les dispositions adoptées au niveau de la CEMAC. S'agissant de l'administration fiscale, les autorités sont en train d'informatiser les principaux bureaux de douane — y compris à la

frontière avec le Cameroun — après avoir informatisé le bureau de N'Djamena. De manière plus générale, le Ministre des Finances et du Budget a mis en place une équipe chargée de formuler des recommandations d'ici au début de 2014 sur la mobilisation de recettes non pétrolières. Les autorités sont en outre déterminées à mettre en application les recommandations de l'assistance technique du FMI sur le renforcement des recettes fiscales.

D. Renforcer la gestion des finances publiques

23. Les systèmes de GFP restent faibles et doivent être renforcés afin d'améliorer les contrôles et d'accroître l'efficacité de la dépense publique :

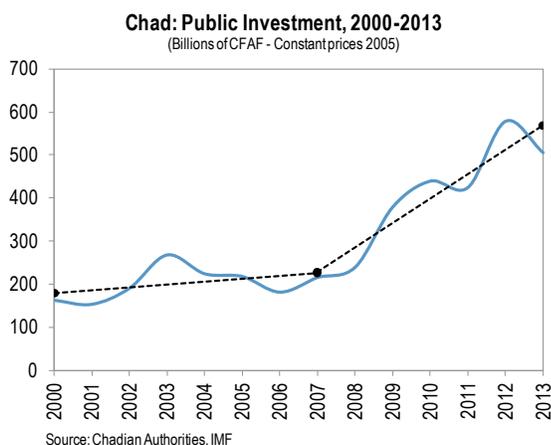
- L'exécution budgétaire a été perturbée par des problèmes tels que le recours fréquent à des procédures de dépenses d'urgence (DAO, voir graphique 1) et les difficultés de gestion de trésorerie imputables à la volatilité des recettes pétrolières et à la saisonnalité irrégulière des dépenses. De plus, en dépit de récents progrès, les procédures comptables sont toujours manuelles et l'information budgétaire est limitée (par exemple, il n'y a pas de procédure formelle d'information régulière sur l'exécution budgétaire). Une récente mission d'AT du Département des finances publiques (FAD) a proposé aux autorités de se concentrer sur certaines interventions à court terme pour améliorer : i) les procédures de dépense (y compris par l'élimination progressive de la période budgétaire complémentaire et la régularisation systématique des DAO); ii) la fiabilité des procédures comptables grâce à leur informatisation; iii) la qualité et la fréquence des instruments d'information budgétaire; et iv) la gestion et la prévision de trésorerie.
- En outre, l'efficacité de la dépense est menacée par les faiblesses de capacité dans l'évaluation et la sélection des projets d'investissement, le recours limité à l'appel à la concurrence dans les marchés publics (46 pour cent seulement des contrats représentant 18 pour cent de la valeur totale des marchés publics en 2012), et la faible allocation de ressources d'exploitation et d'entretien. Comme signalé plus haut, la résolution de ces problèmes pourrait insuffler une nouvelle vigueur aux perspectives de croissance hors pétrole.

Point de vue des autorités

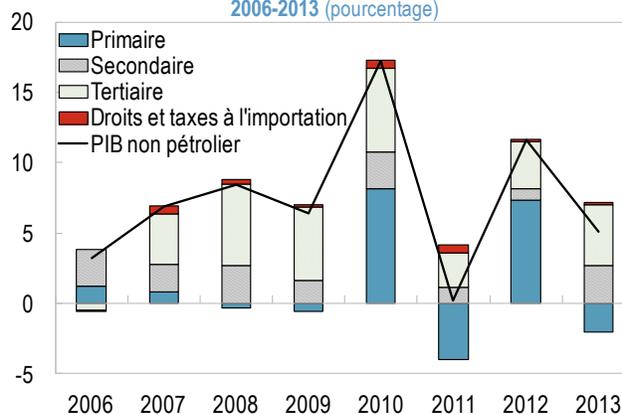
24. Les autorités reconnaissent les faiblesses de leurs systèmes de GFP et ont engagé la mise en œuvre d'un plan de réformes s'inspirant des recommandations d'assistance technique du FMI. S'agissant des DAO, un travail a été engagé à la fois pour limiter leur utilisation aux véritables cas d'urgence et pour les régulariser de manière systématique. Pour améliorer la gestion de trésorerie, le Ministère des Finances a procédé à la clôture des comptes non essentiels de l'État auprès des banques commerciales. L'automatisation des paiements a été mise en œuvre avec succès et un système comptable informatisé devrait être déployé en 2014. S'agissant des marchés publics, le gouvernement est déterminé à recourir davantage à l'appel à la concurrence et à relancer la publication des bulletins des marchés publics.

PROMOUVOIR LA DIVERSIFICATION ET LA CROISSANCE INCLUSIVE

Tchad : Investissement public. 2000-2013
(milliards FCFA – prix constants 2005)



Tchad : Contribution sectorielle à la croissance du PIB non pétrolier, 2006-2013 (pourcentage)



Les efforts à déployer pour diversifier l'économie et la rendre plus inclusive doivent s'appuyer sur un environnement des affaires plus favorable, une plus grande efficacité de l'action des pouvoirs publics et une expansion des services financiers à l'ensemble de la population.

25. Durant la dernière décennie, la croissance hors pétrole a été relativement forte, mais elle a été volatile et n'a pas été très inclusive (Appendice III). La volatilité des activités en dehors du secteur pétrolier peut s'expliquer en partie par une politique fiscale procyclique sous l'effet des recettes pétrolières, par la vulnérabilité de la production agricole aux conditions climatiques, par les conflits armés dont le pays a souffert entre 2004 et 2010 et par les difficultés de la filière coton. Il ressort de la dernière enquête auprès des ménages que le taux de pauvreté a été modérément réduit (de 55 pour cent en 2003 à 47 pour cent en 2011), mais le nombre total de pauvres a augmenté, le Tchad ayant l'un des taux de croissance démographique les plus élevés de la planète (3,5 pour cent par an sur 2000-10). La pauvreté a reculé plus vite dans les régions urbaines que dans les régions rurales, et elle est toujours deux fois plus répandue dans les régions rurales⁵. En outre, les inégalités se sont légèrement accentuées (le coefficient de Gini est passé de 0,39 à 0,42). Le gouvernement s'est récemment centré sur la construction d'infrastructures (à un coût relativement élevé selon la revue de dépenses publiques de la Banque mondiale de 2010) et il manque de

⁵ Les résultats de l'enquête de 2011 traduisent vraisemblablement l'impact de la sécheresse sur la production agricole.

dispositifs spécifiques de protection sociale pour aider les couches les plus vulnérables (moins de 1 pour cent des dépenses dans le cadre du PND sont consacrées à la protection sociale).

26. La stratégie économique des autorités s'appuie sur le PND 2013-2015⁶. Elle vise à entretenir la croissance économique et à améliorer la qualité de vie, notamment dans les régions rurales, et spécialement pour les femmes et les jeunes. Pour que la croissance soit plus durable et diversifiée, le PND accorde la priorité à la modernisation, mécanisation et distribution des intrants afin d'accroître la productivité dans le secteur agricole. Le PND continue de s'appuyer sur d'ambitieux plans d'investissement public dans l'infrastructure, notamment dans des domaines essentiels tels que les transports, l'énergie, le logement et les interconnexions propices à l'intégration régionale. Dans le même ordre d'idées, pour rendre la croissance plus inclusive, le PND vise à promouvoir l'emploi décent en organisant le secteur informel, en atténuant les tensions liées à l'exode rural et en encourageant le développement des compétences. Il vise en outre à promouvoir le développement social et la réalisation des OMD grâce à l'accès universel à des services de santé de base de qualité, à l'accès universel à l'éducation élémentaire et à l'approvisionnement en eau et aux services d'assainissement pour l'ensemble de la population. Le PND comprend un plan d'action prioritaire (PAP) qui définit une liste d'actions et de coûts d'exécution pour chaque domaine d'intervention. Le coût estimé de la mise en œuvre du PAP (à l'exclusion des salaires, biens et services) est d'environ 7,4 milliards de dollars. Les autorités entendent organiser une table ronde de bailleurs de fonds dans le courant de 2014 pour aider à couvrir un écart de financement estimé à quelque 3,5 milliards de dollars. Cela pourrait aider à inclure de nouvelles initiatives dans le budget et à actualiser le dispositif macroéconomique et l'AVD. Cependant, une augmentation du soutien des bailleurs de fonds par rapport aux niveaux actuels relativement faibles⁷ et l'impact de ces initiatives sur la croissance et sur la réduction de la pauvreté dépendra en dernière analyse de la réussite du travail des autorités visant à améliorer la GFP et l'efficacité de la dépense.

A. Compétitivité et climat des affaires

27. Des progrès limités ont été enregistrés dans l'amélioration du climat des affaires du Tchad. Les indicateurs *Doing Business* de la Banque mondiale (encadré 2) font apparaître que le Tchad est devancé par les pays comparables sur presque tous les fronts, notamment la création d'entreprises, l'application des contrats, le paiement de l'impôt et le commerce transfrontalier⁸. En outre, des goulets d'étranglement existent en termes d'infrastructure, de qualité de l'emploi et d'accès au système financier. Les progrès ont été limités durant l'année écoulée dans la mise en œuvre des initiatives proposées par le Conseil national des employeurs du Tchad (livre blanc signalé dans le rapport des consultations de 2012 au titre de l'article IV). Cependant le dialogue s'est renforcé entre le gouvernement et le secteur privé, conformément aux objectifs du PND pour la

⁶ Chad — *Poverty Reduction Strategy Paper—Joint Staff Advisory Note* (EBD/13/50).

⁷ Les dons au budget ont été en moyenne de 2,5 pour cent du PIB non pétrolier en 2010-12.

⁸ Ces indicateurs doivent être interprétés avec prudence en raison du nombre limité de réponses, de la couverture géographique restreinte et des hypothèses normalisées sur les contraintes à la pratique des affaires et la disponibilité d'informations.

correction des grands goulets d'étranglement à la croissance, comme le caractère insuffisant des infrastructures et les coûts de transaction élevés. L'investissement public dans le réseau routier a eu un impact très positif sur la connectivité du Tchad, tant interne qu'avec les pays frontaliers, mais le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité et les longs délais de transit par le port de Douala, au Cameroun augmentent les prix intérieurs et portent atteinte à la compétitivité des entreprises tchadiennes.

28. Une plus grande efficacité dans le fonctionnement des administrations publiques contribuerait à accroître la compétitivité du Tchad sur divers fronts. Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, le Tchad est moins bien classé que les pays comparables, notamment en ce qui a trait à l'État de droit et à l'efficacité des administrations publiques. En partie à cause de ses contraintes de capacité institutionnelle, le Tchad doit définir des domaines d'amélioration prioritaires. À cet égard :

- L'investissement public a contribué à réduire les déficits d'infrastructure, notamment routière. Mais ce travail reste prioritaire. Il est nécessaire d'accorder une attention grandissante aux services d'infrastructure de base (par exemple, accès à de l'eau salubre et à l'assainissement). Comme noté plus haut, une meilleure affectation des crédits budgétaires pour l'exploitation et l'entretien du stock de capital public serait de nature à accroître son rendement.
- L'agriculture et l'élevage étant considérés comme des secteurs porteurs et offrant un gros potentiel d'exportation, l'amélioration des services aux collectivités rurales et la sécurité alimentaire contribueraient à insuffler une nouvelle vigueur au secteur agricole et à rendre la croissance plus inclusive.
- La réforme des entreprises publiques de distribution d'eau et d'électricité devrait renforcer globalement la compétitivité en augmentant l'offre et l'accès et en les rendant plus fiables.

29. Il est également vital d'accroître la transparence des opérations de l'État. Le classement du Tchad selon l'indice de transparence de la Banque mondiale est très faible sur ce plan. Outre les réformes des marchés publics signalées plus haut, la transparence des recettes pétrolières constitue un autre dossier fondamental. Les opérations du Consortium Esso sont relativement faciles à suivre grâce aux mécanismes mis en place dans le cadre du Programme de gestion des revenus pétroliers élaboré conjointement avec la Banque mondiale au début des années 2000. Cependant, l'arrivée de nouvelles compagnies pétrolières (par exemple, CNPC et Griffiths/Caracal) fonctionnant selon des régimes financiers différents pose des difficultés au regard de la transparence des recettes pétrolières. Malgré de récents efforts, le Tchad n'est pas parvenu à se conformer à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et a été invité à appliquer des mesures correctives et à remplir les conditions manquantes (8 sur 20) d'ici à août 2014.

Point de vue des autorités**30. Les autorités reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer davantage le climat des affaires pour contribuer à diversifier l'économie et promouvoir une croissance plus inclusive.**

Elles ont signalé que le PND prévoit plusieurs initiatives proposées par le secteur privé pour améliorer le climat des affaires. Elles entendent les mettre en œuvre en concertation avec le secteur privé. Elles estiment que les initiatives de sécurité alimentaire adoptées après la sécheresse de 2011 constituent d'importantes politiques de promotion d'une croissance inclusive et que la reprise en 2014 de la publication des bulletins sur les marchés publics, qui est aussi un déclencheur du processus lié au point d'achèvement de l'initiative PPTE, aura un effet rapide sur l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques. Les autorités ont également souligné la stratégie nationale de protection sociale qui devrait bientôt être parachevée et qui vise à formuler des programmes plus concrets dans les domaines de la protection sociale, de l'emploi, de la sécurité alimentaire et de l'accès aux services d'éducation et de santé.

B. Inclusion financière

31. L'exclusion financière représente un grave obstacle pour la croissance et le développement au Tchad. Le secteur financier tchadien est sous-développé et l'accès financier se heurte à d'énormes obstacles. Les indicateurs d'intermédiation financière continuent certes de s'améliorer (119) mais ils restent nettement inférieurs à ceux des autres pays de la CEMAC. Les recommandations formulées par le PESF de 2011 pour combler le manque d'informations sur les emprunteurs et faciliter la résolution des contentieux commerciaux demeurent sans suite. Dans le même ordre d'idées, il reste à mettre au point un système adéquat de centrale des risques. Certains indicateurs révèlent un niveau très faible d'accès aux services financiers : moins de 22 déposants pour 1.000 adultes (contre 128 pour l'Afrique subsaharienne), moins de 3 emprunteurs pour 1.000 adultes (contre 21 pour l'Afrique subsaharienne) et moins de 1 agence de banque commerciale pour 100.000 adultes (contre 3,7 pour l'Afrique subsaharienne). Les institutions de microfinance — source vitale de financement pour les PME et les emprunteurs ruraux dans la plupart des pays — ne représentent toujours qu'une très faible partie du système financier (par exemple, moins de 3 pour cent du crédit total à l'économie en 2012). Il est nécessaire de mettre en place des infrastructures matérielles et immatérielles (institutions liées à la justice et à l'information) afin d'accroître la portée et l'efficacité des institutions de microfinance.

Point de vue des autorités

32. Les autorités signalent la plus grande stabilité du système bancaire et les efforts qu'elles consentent pour accroître l'accès aux services financiers. Elles sont satisfaites des mesures adoptées pour améliorer la situation des banques publiques après la récente restructuration et estiment que de manière générale le système bancaire s'est bien comporté. Elles reconnaissent que le secteur de la microfinance est encore sous-développé, mais il représente un volet important de la stratégie nationale d'inclusion financière. Plusieurs initiatives sont en cours pour renforcer l'intermédiation financière, mais il faudra redoubler d'efforts pour améliorer l'accès aux services financiers dans les régions éloignées.

PROGRAMME DE RÉFÉRENCE

33. Les résultats relatifs aux objectifs quantitatifs du programme de référence ont été inégaux : la plupart des objectifs ont été respectés mais les résultats budgétaires ont été affectés par un manque à percevoir de recettes pétrolières imprévu et par le recours à des avances sur ventes de pétrole. Quatre des sept indicateurs ont été respectés en juin et cinq sur sept en septembre.

- L'indicateur de politique budgétaire (DPHP) a été respecté en juin et septembre avec une marge relativement confortable. La performance des recettes non pétrolières a été bonne, notamment en termes de recouvrements des recettes fiscales sur le plan intérieur. S'agissant des dépenses, les autorités ont maîtrisé les dépenses globales dans les limites du programme, même si les transferts et subventions ont accéléré par rapport au premier semestre.
- Le plancher des dépenses sociales pour réduire la pauvreté a été amplement respecté et l'État n'a pas accumulé d'arriérés de paiements intérieurs ou extérieurs sur la période. Le plafond du financement intérieur net de l'État n'a pas été observé à fin juin mais l'a été en septembre, en dépit des retards dans l'émission de titres d'État sur le marché régional et d'un apurement des arriérés intérieurs des exercices précédents plus rapide que prévu grâce aux avances sur ventes de pétrole conclues avec Glencore Energy (116).
- L'opération d'avances sur ventes de pétrole a impliqué que le plafond continu sur les nouvelles dettes extérieures non concessionnelles contractées ou garanties par l'État et sur les nouvelles dettes extérieures garanties (gagées), contractées ou garanties par l'État ou les entreprises publiques non financières n'a pas été observé aux dates de référence de fin juin et fin décembre⁹. L'opération a en outre mis en évidence des carences dans la coordination de la gestion de la dette au sein de l'État, à l'origine des retards dans la communication des données aux fins de la formulation du budget et du suivi du programme de référence.

34. La plupart des repères structurels devraient être observés mais avec un certain retard.

- Le projet de loi de finances de 2014 déposé à l'Assemblée nationale en octobre 2013 (puis adopté début janvier 2014) était conforme à l'objectif d'une réduction graduelle du DPHP et aux informations fournies lors des entretiens de début septembre avec les services du FMI.
- Le rapprochement des données du Trésor et de la banque centrale relatives aux créances nettes du système bancaire sur l'État à fin 2012 devrait avoir été achevé à fin 2013 au lieu de la fin septembre 2013. Les comptes auprès des banques commerciales à l'origine des écarts entre Trésor et BEAC relatifs aux dépôts de l'administration centrale ont été identifiés, ce qui devrait faciliter l'établissement d'un compte unique du Trésor. Un travail complémentaire s'impose pour

⁹ Des informations sur la non observation de ces deux objectifs quantitatifs ont été portées à l'attention des services du FMI durant la mission en décembre 2013.

rapprocher les écarts relatifs aux engagements de l'administration centrale auprès des banques commerciales.

- L'évolution des dépenses d'urgence (DAO) jusqu'à la fin octobre a été conforme à l'objectif du programme de référence consistant à les maintenir en-dessous de 20 pour cent des dépenses financées sur ressources propres (hors salaires, service de la dette et dépenses de sécurité liées à la campagne au Mali). Des réglementations ont été adoptées pour limiter leur utilisation et un comité de suivi a été mis en place; celui-ci se réunit régulièrement. En outre, les autorités ont récemment établi une commission chargée d'assurer une régularisation rapide des DAO. Cette dernière initiative s'appuie sur une recommandation de l'assistance technique de FAD.
- La préparation et l'actualisation d'un plan de gestion de trésorerie mensuel (avec un horizon glissant à trois mois) ne se produiront vraisemblablement pas en 2013. Il s'agit là d'une réforme complexe qui exige certaines améliorations institutionnelles en matière de prévision des recettes pétrolières et pour tenir compte de la saisonnalité des recettes non pétrolières et des dépenses publiques. De manière plus précise, les autorités ont noté les difficultés à intégrer la planification de trésorerie aux plans des marchés publics.
- Il est peu probable que la condition exigeant que toutes les propositions de nouveaux prêts soient examinées par l'ETAVID et la CONAD soit remplie. La capacité de la CONAD et de l'ETAVID à émettre des avis contraignants sur toutes les propositions de nouveaux prêts devait être renforcée par un nouveau décret visant à consolider leurs rôles et leurs structures. Cette mesure est d'autant plus importante à la suite des avances sur ventes de pétrole.

35. L'évaluation finale des résultats enregistrés dans le cadre du programme de référence aura lieu au premier trimestre 2014. Les autorités entendent respecter l'objectif de DPHP pour 2013 en dépit des pressions que subissent les dépenses du fait de la situation sécuritaire régionale et des taux d'exécution élevés liés aux transferts et aux subventions. Elles ont signalé que la mise en œuvre des réformes de GFP connaissait une certaine dynamique après la mission d'assistance technique de FAD, notamment dans le suivi des DAO et l'application des systèmes informatisés de paiement et de comptabilité. Enfin, les autorités ont noté qu'elles avaient réussi à entretenir des taux élevés de croissance hors pétrole et à faire reculer l'inflation dans le cadre du programme de référence.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

36. La réalisation des objectifs de développement dépend d'une gestion prudente des recettes pétrolières, volatiles et épuisables, et d'un travail destiné à rendre la croissance économique plus inclusive. Le Tchad occupe en 2013 la 184^e position sur 186 pays au classement de l'indice de développement humain de l'ONU, malgré l'importance des recettes pétrolières de la dernière décennie. La croissance économique hors pétrole a été relativement élevée mais également volatile durant la décennie écoulée, en partie à cause d'une politique budgétaire procyclique par rapport aux recettes pétrolières, de la vulnérabilité de la production agricole aux aléas climatiques et

des conflits civils passés. Durant cette période les taux de pauvreté ont légèrement reculé, encore que le nombre total de pauvres ait augmenté en raison des taux élevés de croissance démographique. La pauvreté a diminué plus vite dans les zones urbaines que dans les zones rurales et les inégalités de revenu se sont légèrement creusées.

37. Les résultats macroéconomiques ont été relativement solides en dépit des problèmes sécuritaires régionaux. La croissance hors pétrole a été forte et l'inflation relativement modérée; ces tendances devraient se prolonger en 2014. Les autorités ont été en mesure de durcir progressivement la politique budgétaire malgré les tensions qui pèsent sur la dépense du fait de la difficile situation sécuritaire régionale. La situation budgétaire reste très vulnérable aux chocs issus des cours du pétrole.

38. Pour être en mesure de répondre à ses besoins de développement tout en maintenant un niveau d'endettement viable, le Tchad doit absolument accroître ses recettes non pétrolières et gérer de façon plus efficiente ses dépenses publiques. Le Tchad doit poursuivre la politique récemment engagée pour réduire de façon soutenue le DPHP (vers 12-13 pour cent du PIB non pétrolier à moyen terme) compte tenu de la baisse tendancielle que devraient accuser les recettes pétrolières et de la nécessité de constituer des marges de manœuvre budgétaires pour parer aux vulnérabilités liées à la volatilité des cours du pétrole et aux problèmes sécuritaires de la région. Les autorités peuvent dégager des marges de manœuvre budgétaires considérables en augmentant les recettes non pétrolières, dont le niveau actuel est faible même par rapport aux pays comparables de la région, et en améliorant la qualité des dépenses publiques. Les recettes non pétrolières peuvent être sensiblement augmentées en agissant sur la politique fiscale (par exemple, en rationalisant les exonérations) et l'administration fiscale et douanière, conformément aux recommandations de l'assistance technique de FAD. Les autorités peuvent améliorer la qualité des dépenses publiques en rationalisant les plans d'investissement, en augmentant les crédits pour l'exploitation et l'entretien et en recourant davantage aux appels à la concurrence pour les marchés publics.

39. La gestion de la dette doit être renforcée pour assurer la viabilité de la dette. Les services du FMI prennent note de la décision d'annuler la convention-cadre de financement conclue avec Eximbank China comme une mesure importante dans la démarche visant à assurer la viabilité de la dette. Une récente opération d'emprunt non concessionnel qui mettait en gage les ventes pétrolières futures a pour effet de maintenir un risque élevé de surendettement et rend d'autant plus nécessaires des réformes institutionnelles pour centraliser l'approbation des dettes et leur gestion opérationnelle, et pour renforcer les services du Ministère des Finances en charge de la dette. Les services du FMI encouragent les autorités à mettre effectivement en œuvre les récentes décisions adoptées en la matière, notamment la remise en marche d'un comité interministériel sur l'analyse de la dette.

40. Les réformes de GFP sont vitales pour assurer la discipline budgétaire et améliorer la qualité de la dépense. Les systèmes de GFP demeurent faibles. Par le passé, l'exécution du budget a été perturbée par un recours fréquent aux procédures de dépense d'urgence (DAO) et des difficultés de gestion de trésorerie. Par ailleurs, la comptabilité reste manuelle et l'information

budgétaire est limitée. Il convient de saluer la récente accélération de la mise en œuvre des réformes de GFP, encore qu'il reste à appliquer des volets d'importance cruciale. Il faut souligner l'importance de la suppression progressive de la période budgétaire complémentaire, de la rationalisation des DAO et de l'informatisation de l'ensemble de la chaîne de la dépense. Des progrès soutenus en la matière devraient contribuer à mobiliser une augmentation des concours des bailleurs de fonds.

41. Une plus grande diversification de l'économie permettra une croissance plus inclusive.

L'analyse des services du FMI fondée sur des paramètres empiriques standard fait ressortir que le Tchad a un taux de change surévalué (encadré 2). Le Tchad appartenant à une union monétaire, il doit pour assurer sa viabilité extérieure opérer des ajustements budgétaires soutenus et mener à bien des réformes structurelles à l'appui de sa compétitivité. Pour accroître son potentiel de production il est essentiel de promouvoir un environnement des affaires plus propice au secteur privé. À cette fin, les propositions concrètes contenues dans le livre blanc préparé par des employeurs privés continuent d'offrir des pistes d'actions utiles. Des progrès considérables ont été réalisés en matière d'infrastructure routière, mais la distribution d'électricité reste un grave goulet d'étranglement qui appelle des efforts soutenus à plus long terme. Une plus grande efficacité dans la qualité et la composition des dépenses publiques et un appui ciblé à l'agriculture et au monde rural aideraient à rendre la croissance plus inclusive. La diversification et la croissance inclusive devront également passer par un développement financier plus poussé et une augmentation de l'accès aux services financiers, notamment en mettant en place les institutions voulues en matière juridique et sur le plan de l'information afin d'étendre la portée et l'efficacité des institutions de microfinance.

42. Les résultats enregistrés dans le cadre du programme de référence ont subi les effets d'une chute inattendue des recettes pétrolières et du recours aux avances sur ventes de pétrole. Cinq des sept indicateurs ont été observés en septembre (quatre sur sept l'avaient été en juin). Les indicateurs relatifs à l'orientation sous-jacente de la politique budgétaire (DPHP), le niveau de dépenses de lutte contre la pauvreté et le rythme de l'apurement des arriérés ont tous été largement observés en juin et septembre. Cependant, en raison de l'opération d'avances sur ventes de pétrole les objectifs de dette n'ont pas été respectés, ce qui a abouti à une augmentation sensible des besoins de financement dans la loi de finances de 2014 adoptée. Ces besoins de financement sont supérieurs aux sources de financement intérieures et non concessionnelles potentielles, d'où un écart de financement important. Les services du FMI encouragent vivement les autorités à définir des mesures correctives pour combler cet écart, notamment par le biais d'un ajustement budgétaire supplémentaire (à savoir, réduction des investissements financés sur ressources propres et des transferts et subventions, et augmentation des recettes non pétrolières) et d'une accélération des réformes structurelles, y compris en matière de gestion de la dette (¶39). La plupart des repères structurels devraient être tenus.

43. La fourniture de données présente des carences liées à un manque de capacités, mais est globalement adéquate aux fins de la surveillance. Des améliorations sont souhaitables dans la qualité, la couverture et l'actualité des principales données macroéconomiques. Les autorités ont

récemment pris l'initiative d'améliorer les bases de données macroéconomiques, notamment les comptes nationaux. Les données sur la position extérieure globale (PEG) ne sont pas communiquées en raison d'un manque de capacité. Les services du FMI encouragent les autorités à solliciter une assistance technique pour surmonter ces difficultés.

44. Les services du FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV avec le Tchad se déroulent selon le cycle normal de 12 mois.

Tableau 1. Tchad : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2009–2018

	2009	2010	2011	2012	2013		2014	2015	2016	2017	2018
				Prel.	Prog. ¹	Proj.	Projections				
(Variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)											
Économie réelle											
PIB à prix constants	4.2	13.5	0.1	8.9	3.9	3.6	10.8	7.3	4.7	3.6	3.3
PIB pétrolier	-3.7	-1.1	-0.4	-4.0	3.5	-4.0	37.0	17.6	3.2	-3.1	-5.3
PIB non pétrolier	6.4	17.2	0.2	11.6	4.0	5.0	6.5	5.1	5.1	5.1	5.2
Indice des prix à la consommation (moyenne pour la période)	10.1	-2.1	1.9	7.7	2.6	0.4	3.8	3.0	3.0	3.0	3.0
Indice des prix à la consommation (fin de période)	4.7	-2.2	10.8	2.1	5.0	2.5	3.2	3.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole											
PEM (\$/baril) ²	61.8	79.0	104.0	105.0	102.5	104.1	99.3	94.2	89.7	86.5	84.4
Prix brut tchadien (\$/baril) ³	55.5	73.6	97.7	102.0	100.4	103.4	98.2	93.5	87.8	84.9	82.3
Production pétrolière (en millions de barils)	43.6	44.7	43.6	41.2	38.6	36.0	52.0	62.1	64.1	61.7	58.0
Taux de change FCFA pour 1\$ (moyenne pour la période)	471.0	494.4	471.4	510.2	497.0	493.9	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit⁴											
Avoirs extérieurs nets	-74.7	13.3	25.3	14.8	-10.2	-12.0	0.9	5.6	5.0	1.0	-5.9
Avoirs intérieurs nets	70.1	12.0	-11.0	-1.3	18.6	20.2	8.6	3.1	2.0	6.6	12.4
Dont: créances nettes sur l'administration centrale	67.7	7.2	-18.8	-13.1	9.9	0.9	-2.6	-6.8	-6.2	-1.9	5.2
Dont: crédit au secteur privé	5.9	10.7	9.0	12.9	8.9	9.2	8.4	9.9	8.3	8.6	7.2
Monnaie au sens large	-4.6	25.3	14.2	13.4	8.4	8.2	9.5	8.7	7.0	7.6	6.5
Vitesse de circulation revenu (PIB non pétrolier/monnaie au sens large)	7.3	6.6	5.9	5.9	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7
Secteur extérieur (en FCFA)											
Exportations de biens et de services, f.à.b.	-26.1	23.3	22.3	-4.1	-7.4	-8.2	26.7	11.3	-1.0	-5.0	-5.9
Importations de biens et de services, f.à.b.	4.5	18.1	11.3	3.8	-0.5	-6.4	18.6	10.7	-1.2	-5.5	-3.5
Volume d'exportations	0.3	-5.6	-2.8	-8.6	-5.3	-7.3	27.2	14.5	2.2	-2.9	-5.5
Volume d'importations	12.0	15.1	4.0	4.9	-0.2	-5.3	17.7	10.9	-1.6	-6.4	-4.5
Solde global balance des paiements (en pourcentage du PIB)	-8.0	0.1	2.9	1.6	-1.2	-1.5	-3.4	0.5	0.5	0.0	-0.9
Solde transactions courantes, transferts officiels compris (en % du PIB)	-9.2	-9.0	-5.6	-8.3	-5.4	-8.8	-6.5	-6.8	-6.0	-6.5	-6.2
Termes de l'échange	-21.1	27.2	17.6	6.0	-2.0	0.2	-1.2	-2.6	-3.4	-3.0	-1.4
Dettes extérieures (en pourcentage du PIB)	17.6	20.2	23.0	20.9	20.3	23.2	18.3	16.0	16.3	16.6	17.1
VAN de la dette extérieure (en % des exportations de biens et de services)	36.3	30.9	48.2	36.6	55.4	53.1	38.6	33.9	37.5	43.1	50.1
(En pourcentage du PIB non pétrolier sauf indication contraire)											
Finances de l'État											
Recettes et dons	18.6	26.7	34.6	33.4	27.7	25.5	28.7	30.4	28.3	26.6	24.5
Dont: hors pétrole	7.3	8.1	7.6	7.7	8.3	8.4	8.8	9.2	9.7	10.1	10.5
Dépenses	28.1	32.2	31.3	32.8	31.1	31.5	29.5	30.0	29.4	28.3	28.3
Courantes	18.0	19.2	17.9	15.7	17.0	17.4	16.6	15.9	15.6	15.0	15.1
D'investissement	10.0	13.1	13.3	17.0	14.1	14.1	12.9	14.0	13.8	13.3	13.2
Solde primaire hors pétrole (base engagements, dons excl.) ⁵	-17.1	-20.1	-19.6	-19.2	-18.1	-18.2	-16.1	-15.0	-14.0	-12.5	-12.0
Solde primaire global (dons incl., base engagements)	-9.4	-5.5	3.3	0.6	-3.3	-6.0	-0.8	0.5	-1.1	-1.7	-3.9
Solde budgétaire global (dons incl., base caisse)	-9.3	-4.2	0.6	1.7	-3.3	-6.0	-1.9	0.6	-1.0	-1.7	-3.7
Dettes totales (en pourcentage du PIB) ⁶	23.3	26.3	31.1	28.0	28.1	30.2	23.8	21.6	21.7	21.8	22.9
Dont: dette intérieure ⁵	5.7	6.1	8.1	7.0	7.8	6.9	5.5	5.5	5.5	5.3	5.8
Pour mémoire :											
PIB nominal (en milliards de FCFA) ⁷	4,369	5,279	5,736	6,579	6,753	6,627	7,602	8,313	8,603	8,876	9,095
Dont: PIB non pétrolier	3,515	3,999	4,108	4,614	4,833	4,812	5,296	5,756	6,161	6,629	7,060
PIB nominal (en milliards de \$) ⁷	9.3	10.7	12.2	12.9	13.6	13.4	15.9	17.7	18.7	19.6	20.4
Dont: PIB non pétrolier	7.5	8.1	8.7	9.0	9.7	9.7	11.1	12.3	13.4	14.6	15.8

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹FMI, Tchad - Rapport des services du FMI sur le programme de référence (EBS/13/103).²PEM 2014, production hiver.³Le prix du pétrole tchadien est le prix du Brent moins une décote pour la qualité.⁴Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.⁵À savoir, total recettes, dons et recettes pétr. exclus, moins total dépenses à l'excl. paiements nets d'intérêt et invest. financés sur ressources extérieures.⁶Administration centrale, y compris dette garantie par l'État.⁷PIB à l'aide des comptes nationaux, année de base 2005.

Tableau 2. Tchad : PIB réel par secteur, 2009–2018
(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Pondération ¹				Prél.			Projections			
Secteur primaire	44	-3,1	16,1	-7,6	11,8	-7,3	16,6	10,1	3,6	0,6	-0,2
Agriculture	12	-1,9	49,8	-25,3	46,9	-16,1	7,8	5,1	4,9	4,7	4,6
Cultures vivrières	11	-1,3	54,1	-27,4	50,6	-17,0	7,5	4,7	4,6	4,5	4,5
Cultures industrielles	1	-8,8	-7,2	20,6	-1,2	3,0	12,0	10,8	9,2	7,3	5,9
Bétail, foresterie et pêche	11	-4,6	1,9	3,9	1,2	3,0	2,8	2,5	2,2	2,2	2,2
Prod. mines et carrières	3	14,3	13,6	12,0	12,1	14,8	6,0	5,1	4,3	4,0	4,0
Extraction de pétrole et gaz	19	-5,0	3,3	-1,1	-6,5	-9,2	39,1	19,4	3,2	-3,8	-6,0
Secteur secondaire	12	13,1	10,2	9,0	8,5	23,3	4,1	-1,2	0,4	2,6	3,8
Industrie manuf. (hors pétrole)	1	8,9	9,9	11,3	12,2	24,0	14,4	11,9	10,1	8,1	6,5
Dont: traitement du coton	0	10,4	-51,6	51,1	31,4	16,5	11,0	5,5	5,0	4,5	4,0
Artisanat	5	8,8	9,7	9,0	4,3	13,4	4,8	5,2	5,2	4,6	4,6
Services publics	0	-13,4	10,1	10,1	14,3	27,2	10,9	8,7	7,0	6,3	5,6
BTP	6	18,2	10,0	2,0	7,7	29,9	-3,3	-11,2	-9,1	-3,0	1,5
Dont: lié au pétrole	2	13,1	-49,5	-31,8	20,8	73,0	0,5	-2,1	-3,9	-2,8	-6,6
Raffinage	...	...	...	...	79,2	52,8	45,5	6,8	8,4	7,6	4,8
Secteur tertiaire	41	10,4	11,5	4,9	6,5	8,8	8,5	7,7	7,1	6,6	6,1
Commerce, transport	22	8,1	16,5	1,7	6,2	10,7	10,2	9,0	7,9	7,3	6,7
Commerce	20	8,2	17,6	1,0	7,1	9,5	9,0	7,8	6,7	6,0	5,4
Transport	3	7,6	8,8	7,5	-0,8	20,3	18,7	17,2	15,8	14,5	13,4
Administrations publiques	7	23,1	-2,9	5,2	4,2	5,1	5,0	3,5	3,5	3,0	3,0
Autres	12	8,7	10,1	11,0	8,1	7,1	7,0	7,0	7,0	6,7	6,3
Droits et taxes importations	2	6,7	18,1	18,9	3,5	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,8
Total PIB	100	4,2	13,5	0,1	8,9	3,6	10,8	7,3	4,7	3,6	3,3
PIB pétrolier (invest. inclus)	20	-3,7	-1,1	-0,4	-4,0	-4,0	37,0	17,6	3,2	-3,1	-5,3
PIB non pétrolier	80	6,4	17,2	0,2	11,6	5,0	6,5	5,1	5,1	5,1	5,2

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹ Part moyenne du PIB de 2005-10.

Tableau 3a. Tchad : Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018
(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012		2013		2014		2015	2016	2017	2018
				Prél.	Prog.	Sept. pré.	Proj.	Budget	Proj.	Proj.			
Total recettes et dons	655	1.069	1.422	1.542	1.341	933	1.229	1.587	1.521	1.753	1.745	1.764	1.727
Recettes	540	1.000	1.331	1.375	1.224	864	1.107	1.444	1.379	1.605	1.588	1.594	1.547
Pétrolières	284	676	1.017	1.020	821	539	704	976	911	1.076	991	928	809
Non pétrolières	256	324	314	355	403	325	403	468	468	529	597	667	738
Fiscales	239	313	296	339	378	315	378	438	438	498	558	622	691
Non fiscales	16	11	18	16	25	10	25	30	30	32	39	44	47
Dons	115	69	91	167	117	69	122	142	142	147	158	170	181
Appui budgétaire	35	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0
Dons projets	80	69	91	167	117	69	117	142	142	147	158	170	181
Dépenses	987	1.289	1.284	1.512	1.501	1.093	1.517	1.541	1.563	1.726	1.813	1.877	2.000
Courantes	634	766	736	726	822	618	838	857	879	917	959	992	1.065
Traitements et salaires	201	216	250	283	343	241	343	356	356	383	394	401	427
Biens et services	110	111	87	123	128	82	128	139	139	173	185	199	212
Transferts et subventions	302	411	364	291	315	284	315	331	331	311	327	331	353
Subventions et transferts hors sécurité	109	191	163	197	253	...	253	281	281	...	...	...	...
Exceptionnels sécurité ¹	193	220	201	95	62	...	62	50	50	...	...	...	...
Intérêts	21	29	35	28	36	11	52	30	52	51	54	61	73
Intérieurs	5	14	25	16	18	5	21	14	26	28	28	27	29
Extérieurs	16	16	10	12	17,8	7	30	15	26	23	26	34	43
Investissements	353	522	548	787	679	474	679	684	684	809	853	885	935
Financés sur ressources intérieures	242	392	416	543	492	372	492	492	492	518	542	550	579
Financés sur ressources extérieures	111	130	132	243	187	103	187	192	192	291	311	335	356
Solde global (dons inclus, engagements)	-332	-220	137	30	-160	-160	-287	46	-41	27	-67	-113	-272
Solde primaire hors pétr. (dons exclus, engagements)	-601	-805	-804	-886	-875	-653	-875	-851	-851	-866	-864	-830	-848
Variations des soldes à payer ³	-83	-159	-166	-109	-247	-229	-247	...	-180	-120	-125	-132	-135
En instance ⁴	85	142	50	117	246	166	246	...	120	125	132	135	143
Erreurs et omissions	2	66	3	39	...	192	...	...	...	...	...	...	...
Solde global (dons inclus, caisse)	-329	-170	25	76	-161	-31	-289	46	-101	32	-61	-110	-265
Financement	329	170	-25	-76	161	31	289	...	-159	-32	61	110	265
Financement intérieur	327	58	-22	-119	169	22	35	...	-51	2	-29	1	142
Financement bancaire	328	48	-110	-97	76	15	5	...	-23	-64	-63	-21	60
Banque centrale (BEAC)	327	48	-106	-73	78	17	8	...	-22	-64	-63	-21	60
Dépôts	211	-23	-100	-48	80	37	30	...	0	-42	-42	0	81
Avances (net)	120	76	0	-21	0	-19	-21	...	-21	-21	-21	-21	-21
FMI (remboursement)	-4	-6	-5	-4	-2	-2	-2	...	-1	-1	0	0	0
Banques commerciales	0	0	-5	-25	-2	-2	-2	...	-1	0	0	0	0
Financement non bancaire (net)	-1	0	88	-25	93	7	30	...	-28	66	34	22	82
Privatisation	1	10	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	1	112	-3	43	-7	9	254	-34	-108	-34	89	109	122
Prêts (net)	1	112	-3	43	-7	9	227	-34	-136	-34	89	109	122
Décaissements	30	157	41	76	70	34	366	50	50	143	153	165	176
Emprunts budgétaires	0	141	0	0	0	0	296	0	0	0	0	0	0
Prêts projets	59	61	41	76	70	34	70	50	50	143	153	165	176
Amortissement	-29	-45	-44	-33	-77	-25	-139	-84	-185	-177	-64	-56	-53
Allègement/rééch. de dette	...	...	...	...	...	...	27	0	27	0	...	...	...
PPTTE	...	...	...	...	...	...	0	...	...	...	...	...	...
Autres ⁵	...	...	...	...	...	...	27	...	27	0	...	...	...
Écart de financement	...	...	...	...	0	...	0	96	260	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>													
PIB non pétrolier	3.515	3.999	4.108	4.614	4.833	4.812	4.812	5.318	5.296	5.756	6.161	6.629	7.060
Dépôts bancaires (principalement BEAC)	82	105	205	253	173	...	222	...	222	265	307	307	226
(en mois de dépenses fin. sur ress. intérieures)	1,1	1,1	2,1	2,4	1,6	...	2,0	...	1,9	2,2	2,5	2,4	1,6
Avances statutaires de la BEAC	142	209	209	188	188	...	167	...	146	125	104	83	63

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹Dépenses de sécurité opérationnelles de l'État, dont 30 milliards FCFA en 2013 au titre de la participation du Tchad à la campagne militaire malienne.

²Total recettes, moins dons et recettes pétrolières, moins total dépenses, moins paiements d'intérêts nets et investissement fin. sur ressources extérieures.

³Avant 2013, les montants qui dépassent les paiements en instance représentent l'apurement des arriérés accumulés au cours des exercices précédents.

⁴Différence entre les dépenses engagées et les dépenses caisse.

⁵En juin 2013 le Tchad et la Libye ont convenu dans un accord bilatéral de rééchelonner le service de la dette sur la dette non concessionnelle contractée en 2010-11.

Tableau 3b. Tchad : Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018¹

Recettes	655	1.069	1.422	1.542	1.341	1.229	1.587	1.521	1.753	1.745	1.764	1.727
Impôts et taxes	433	781	1.055	1.011	957	887	1.040	1.097	1.258	1.251	1.281	1.262
dont : impôt sur le revenu lié aux activités pétrolières	194	469	759	672	578	509	603	659	760	693	659	571
Dons	115	69	91	167	117	122	142	142	147	158	170	181
Autres recettes	107	219	276	364	267	220	404	282	347	337	313	285
dont : intérêts	1	0	0	0	0	0	0	0	11	13	15	15
dont : rente (recettes pétrolières)	90	208	258	348	242	195	374	252	316	297	269	238
Charges	987	1.289	1.284	1.512	1.501	1.517	1.541	1.563	1.726	1.813	1.877	2.000
Dépenses courantes	634	766	736	726	822	838	857	879	917	959	992	1.065
Rémunération des salariés	201	216	250	283	343	343	356	356	383	394	401	427
Utilisation de biens et services	110	111	87	123	128	128	139	139	173	185	199	212
Intérêts	21	29	35	28	36	52	30	52	51	54	61	73
Aux non résidents	16	16	10	12	18	30	15	26	23	26	34	43
Aux résidents hors administrations publiques	5	14	25	16	18	21	14	26	28	28	27	29
Subventions	66	115	98	118	152	152	169	169	142	148	159	169
Dons	44	76	65	79	101	101	113	113	94	99	106	113
Autres dépenses ²	193	220	201	95	62	62	50	50	75	80	66	71
Acquisition nette d'actifs non financiers	353	522	548	787	679	679	684	684	809	853	885	935
Financée sur ressources intérieures	242	392	416	543	492	492	492	492	518	542	550	579
Financée sur ressources extérieures	111	130	132	243	187	187	192	192	291	311	335	356
Capacité/besoin de financement	-332	-220	137	30	-160	-287	46	-41	27	-67	-113	-272
Capacité besoin de financement primaire hors pétrole ³	-596	-867	-845	-962	-945	-940	-901	-901	-998	-1.004	-980	-1.009
Actifs financiers	-212	13	100	44	-80	-30	...	0	42	42	0	-81
Intérieurs	-212	13	100	44	-80	-30	...	0	42	42	0	-81
Monnaie et dépôts ("+" = accumulation)	-211	23	100	48	-80	-30	...	0	42	42	0	-81
BEAC	-211	23	100	48	-80	-30	...	0	42	42	0	-81
banques commerciales	0	0	0	0	0	0	...	0	0	0	0	0
Participations et parts de fonds d'investissement	-1	-10	-1	-3	0	0	...	0	0	0	0	0
Extérieurs	0	0	0	0	0	0	...	0	0	0	0	0
Passifs	117	167	-41	-24	80	257	...	-219	16	109	113	191
Intérieurs	116	54	-38	-67	87	3	...	-111	49	20	4	69
Monnaie et dépôts	0	0	0	0	0	0	...	0	0	0	0	0
Crédits	115	71	78	-75	89	4	...	-51	44	13	1	61
dont : BEAC	116	70	-5	-25	0	-23	...	-22	-21	-21	-21	-21
dont : banques commerciales	0	0	-5	-25	-2	-2	...	-1	0	0	0	0
Autres comptes à payer	1	-17	-115	7	-1	-1	...	-60	5	6	3	8
Extérieurs	1	112	-3	43	-7	254	...	-108	-34	89	109	122
Crédits	1	112	-3	43	-7	227	...	-136	-34	89	109	122
Allègement/rééchelonnement de la dette ⁴	...	...	...	...	0	27	...	27	...	...	...	...
Discordance statistique/écart de financement	-2	-66	-3	-39	0	0	...	-260	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>												
PIB non pétrolier	3.515	3.999	4.108	4.614	4.833	4.812	5.296	5.296	5.756	6.161	6.629	7.060
Recettes pétrolières	284	676	1.017	1.020	821	704	976	911	1.076	991	928	809
Recettes non pétrolières	371	393	405	355	403	403	468	468	529	597	667	738
Dépôts bancaires (principalement BEAC)	82	105	205	253	173	222	...	222	265	307	307	226
(Mois de dépenses financées sur ress. intérieures)	1,1	1,1	2,1	2,4	1,6	2,0	...	1,9	2,2	2,5	2,4	1,6

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹ Présentation du tableau budgétaire selon le Manuel de statistiques de finances publiques, 2001.² Dépenses de sécurité opérationnelle par l'État, y compris 30 milliards FCFA en 2013 au titre de la participation du Tchad à la campagne militaire malienne.³ Total des recettes moins rente pétrolière et impôt sur le revenu lié aux activités pétrolières, moins dépenses totales, moins paiements d'intérêts.⁴ En juin 2013 le Tchad et la Libye ont convenu dans un accord bilatéral de rééchelonner le service de la dette sur la dette non concessionnelle contractée en 2010-11.

Tableau 4a. Tchad : Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018
(en pourcentage du PIB non pétrolier sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012	2013		2014		2015	2016	2017	2018	
					Prel.	Prog.	Budget	Proj.			Proj.		
Total recettes et dons	18,6	26,7	34,6	33,4	27,7	19,4	25,5	29,8	28,7	30,4	28,3	26,6	24,5
Recettes	15,3	25,0	32,4	29,8	25,3	18,0	23,0	27,2	26,0	27,9	25,8	24,1	21,9
Pétrolières	8,1	16,9	24,8	22,1	17,0	11,2	14,6	18,4	17,2	18,7	16,1	14,0	11,5
Non pétrolières	7,3	8,1	7,6	7,7	8,3	6,8	8,4	8,8	8,8	9,2	9,7	10,1	10,5
Fiscales	6,8	7,8	7,2	7,3	7,8	6,5	7,9	8,2	8,3	8,6	9,1	9,4	9,8
Non fiscales	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7
Dons	3,3	1,7	2,2	3,6	2,4	1,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6
Appui budgétaire	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets	2,3	1,7	2,2	3,6	2,4	1,4	2,4	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6
Dépenses	28,1	32,2	31,3	32,8	31,1	22,7	31,5	29,0	29,5	30,0	29,4	28,3	28,3
Courantes	18,0	19,2	17,9	15,7	17,0	12,8	17,4	16,1	16,6	15,9	15,6	15,0	15,1
Traitements et salaires	5,7	5,4	6,1	6,1	7,1	5,0	7,1	6,7	6,7	6,7	6,4	6,1	6,1
Biens et services	3,1	2,8	2,1	2,7	2,6	1,7	2,7	2,6	2,6	3,0	3,0	3,0	3,0
Transferts et subventions	8,6	10,3	8,9	6,3	6,5	5,9	6,5	6,2	6,3	5,4	5,3	5,0	5,0
Subventions et transferts non sécuritaires	3,1	4,8	4,0	4,3	5,2	...	5,3	5,3	5,3	...	...	...	...
Sécurité exceptionnelle ¹	5,5	5,5	4,9	2,1	1,3	...	1,3	0,9	0,9	...	...	...	...
Intérêts	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	0,2	1,1	0,6	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0
Intérieurs	0,1	0,3	0,6	0,3	0,4	0,1	0,4	0,3	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Extérieurs	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,1	0,6	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
Investissements	10,0	13,1	13,3	17,0	14,1	9,9	14,1	12,9	12,9	14,0	13,8	13,3	13,2
Financés sur ressources intérieures	6,9	9,8	10,1	11,8	10,2	7,7	10,2	9,3	9,3	9,0	8,8	8,3	8,2
Financés sur ressources extérieures	3,1	3,3	3,2	5,3	3,9	2,1	3,9	3,6	3,6	5,0	5,0	5,0	5,0
Solde global (dons inclus, engagements) ²	-9,4	-5,5	3,3	0,6	-3,3	-3,3	-6,0	0,9	-0,8	0,5	-1,1	-1,7	-3,9
Solde primaire non pétr.(dons excl., engagements) ²	-17,1	-20,1	-19,6	-19,2	-18,1	-13,6	-18,2	-16,0	-16,1	-15,0	-14,0	-12,5	-12,0
Variation des soldes à payer ³	-2,4	-4,0	-4,0	-2,4	-5,1	-4,7	-5,1	0,0	-3,4	-2,1	-2,0	-2,0	-1,9
En instance ⁴	2,4	3,6	1,2	2,5	5,1	3,4	5,1	0,0	2,3	2,2	2,1	2,0	2,0
Erreurs et omissions	0,0	1,7	0,1	0,8	...	4,0	...	...	...	...	...	...	...
Solde global (dons inclus, caisse)	-9,3	-4,2	0,6	1,7	-3,3	-0,6	-6,0	0,9	-1,9	0,6	-1,0	-1,7	-3,7
Financement	9,3	4,2	-0,6	-1,7	3,3	0,6	6,0	...	-3,0	-0,6	1,0	1,7	3,7
Financement sur ressources intérieures	9,3	1,4	-0,5	-2,6	3,5	0,5	0,7	...	-1,0	0,0	-0,5	0,0	2,0
Financement bancaire	9,3	1,2	-2,7	-2,1	1,6	0,3	0,1	...	-0,4	-1,1	-1,0	-0,3	0,9
Banque centrale (BEAC)	9,3	1,2	-2,6	-1,6	1,6	0,3	0,2	...	-0,4	-1,1	-1,0	-0,3	0,9
Dépôts	6,0	-0,6	-2,4	-1,0	1,7	0,8	0,6	...	0,0	-0,7	-0,7	0,0	1,1
Avances (net)	3,4	1,9	0,0	-0,5	0,0	-0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3
FMI (remboursement)	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques commerciales	0,0	0,0	-0,1	-0,5	0,0	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement non bancaire (net)	0,0	0,0	2,1	-0,5	1,9	0,1	0,6	...	-0,5	1,1	0,6	0,3	1,2
Privatisation	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement extérieur	0,0	2,8	-0,1	0,9	-0,2	0,2	5,3	-0,6	-2,0	-0,6	1,5	1,6	1,7
Prêts (net)	0,0	2,8	-0,1	0,9	-0,2	0,2	4,7	-0,6	-2,6	-0,6	1,5	1,6	1,7
Décaissements	0,9	3,9	1,0	1,6	1,4	0,7	7,6	0,9	0,9	2,5	2,5	2,5	2,5
Emprunts budgétaires	0,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets	1,7	1,5	1,0	1,6	1,4	0,7	1,4	0,9	0,9	2,5	2,5	2,5	2,5
Amortissement	-0,8	-1,1	-1,1	-0,7	-1,6	-0,5	-2,9	-1,6	-3,5	-3,1	-1,0	-0,8	-0,8
Allègement/rééchelonnement dette	...	...	...	...	...	...	0,6	0,0	0,5	0,0	...	...	...
PPTE	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autre ⁵	...	...	...	...	...	...	0,6	...	0,5	0,0	...	...	...
Écart de financement	...	...	...	...	...	...	0,0	1,8	4,9	0,0	...	...	...
<i>Pour mémoire :</i>													
PIB non pétrolier	3.515	3.999	4.108	4.614	4.833	4.812	4.812	5.318	5.296	5.756	6.161	6.629	7.060
Dépôts bancaires (principalement BEAC)	2,3	2,6	5,0	5,5	3,6	...	4,6	...	4,2	4,6	5,0	4,6	3,2
(en mois dépenses financées sur ress. intérieures)	1,1	1,1	2,1	2,4	1,6	...	2,0	...	1,9	2,2	2,5	2,4	1,6
Avances statutaires BEAC	4,0	5,2	5,1	4,1	3,9	...	3,5	...	2,8	2,2	1,7	1,3	0,9

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹Dépenses de sécurité opérationnelles de l'État, dont 30 milliards FCFA en 2013 au titre de la participation du Tchad à la campagne militaire malienne.

²Total recettes, moins dons et recettes pétrolières, moins total dépenses, moins paiements d'intérêts nets et investissement fin. sur ressources extérieures.

³Avant 2013, les montants qui dépassent les paiements en instance représentent l'apurement des arriérés accumulés au cours des exercices précédents.

⁴Différence entre les dépenses engagées et les dépenses caisse.

⁵En juin 2013 le Tchad et la Libye ont convenu dans un accord bilatéral de rééchelonner le service de la dette sur la dette non concessionnelle contractée en 2010-11.

Tableau 4b. Tchad : Opérations financières de l'administration centrale, 2009–2018¹

	2009	2010	2011	2012	2013		2014		2015	2016	2017	2018
				Prél.	Prog.	Proj.	Budget	Proj.	Projections			
Recettes	18,6	26,7	34,6	33,4	27,7	25,5	30,0	28,7	30,4	28,3	26,6	24,5
Impôts et taxes	12,3	19,5	25,7	21,9	19,8	18,4	19,6	20,7	21,9	20,3	19,3	17,9
dont : impôt sur le revenu lié aux activités pétrolières	5,5	11,7	18,5	14,6	12,0	10,6	11,4	12,4	13,2	11,3	9,9	8,1
Dons	3,3	1,7	2,2	3,6	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6
Autres recettes	3,0	5,5	6,7	7,9	5,5	4,6	7,6	5,3	6,0	5,5	4,7	4,0
dont : intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
dont : rente (recettes pétrolières)	2,6	5,2	6,3	7,5	5,0	4,0	7,1	4,8	5,5	4,8	4,1	3,4
Charges	28,1	32,2	31,3	32,8	31,1	31,5	29,1	29,5	30,0	29,4	28,3	28,3
Dépenses courantes	18,0	19,2	17,9	15,7	17,0	17,4	16,2	16,6	15,9	15,6	15,0	15,1
Rémunération des salariés	5,7	5,4	6,1	6,1	7,1	7,1	6,7	6,7	6,7	6,4	6,1	6,1
Utilisation de biens et services	3,1	2,8	2,1	2,7	2,6	2,7	2,6	2,6	3,0	3,0	3,0	3,0
Intérêts	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	1,1	0,6	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0
Aux non résidents	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,6	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
Aux résidents hors administrations publiques	0,1	0,3	0,6	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Subventions	1,9	2,9	2,4	2,6	3,1	3,2	3,2	3,2	2,5	2,4	2,4	2,4
Dons	1,2	1,9	1,6	1,7	2,1	2,1	2,1	2,1	1,6	1,6	1,6	1,6
Autres dépenses ²	5,5	5,5	4,9	2,1	1,3	1,3	0,9	0,9	1,3	1,3	1,0	1,0
Acquisition nette d'actifs non financiers	10,0	13,1	13,3	17,0	14,1	14,1	12,9	12,9	14,0	13,8	13,3	13,2
Financée sur ressources intérieures	6,9	9,8	10,1	11,8	10,2	10,2	9,3	9,3	9,0	8,8	8,3	8,2
Financée sur ressources extérieures	3,1	3,3	3,2	5,3	3,9	3,9	3,6	3,6	5,0	5,0	5,0	5,0
Capacité/besoin de financement	-9,4	-5,5	3,3	0,6	-3,3	-6,0	0,9	-0,8	0,5	-1,1	-1,7	-3,9
Capacité besoin de financement primaire hors pétrole ³	-16,9	-21,7	-20,6	-20,8	-19,5	-19,5	-17,0	-17,0	-17,3	-16,3	-14,8	-14,3
Actifs financiers	-6,0	0,3	2,4	1,0	-1,7	-0,6	...	0,0	0,7	0,7	0,0	-1,1
Intérieurs	-6,0	0,3	2,4	1,0	-1,7	-0,6	...	0,0	0,7	0,7	0,0	-1,1
Monnaie et dépôts ("+" = accumulation)	-6,0	0,6	2,4	1,0	-1,7	-0,6	...	0,0	0,7	0,7	0,0	-1,1
BEAC	-6,0	0,6	2,4	1,0	-1,7	-0,6	...	0,0	0,7	0,7	0,0	-1,1
Banques commerciales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Participations et parts de fonds d'investissement	0,0	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs	3,3	4,2	-1,0	-0,5	1,7	5,3	...	-4,1	0,3	1,8	1,7	2,7
Intérieurs	3,3	1,4	-0,9	-1,5	1,8	0,1	...	-2,1	0,9	0,3	0,1	1,0
Monnaie et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	3,3	1,8	1,9	-1,6	1,8	0,1	...	-1,0	0,8	0,2	0,0	0,9
dont : BEAC	3,3	1,8	-0,1	-0,5	0,0	-0,5	...	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3
dont : banques commerciales	0,0	0,0	-0,1	-0,5	0,0	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à payer	0,0	-0,4	-2,8	0,2	0,0	0,0	...	-1,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Extérieurs	0,0	2,8	-0,1	0,9	-0,2	5,3	...	-2,0	-0,6	1,5	1,6	1,7
Crédits	0,0	2,8	-0,1	0,9	-0,2	4,7	...	-2,6	-0,6	1,5	1,6	1,7
Allègement/rééchelonnement de la dette ⁴	...	...	...	...	0,0	0,6	...	0,5	...	...	...	...
Écart statistique/Écart de financement	0,0	-1,7	-0,1	0,0	0,0	0,0	...	-4,9	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Pour mémoire:</i>												
PIB non pétrolier	3.515	3.999	4.108	4.614	4.833	4.812	5.296	5.296	5.756	6.161	6.629	7.060
Recettes pétrolières	8,1	16,9	24,8	22,1	17,0	14,6	18,4	17,2	18,7	16,1	14,0	11,5
Recettes non pétrolières	10,6	9,8	9,9	7,7	8,3	8,4	8,8	8,8	9,2	9,7	10,1	10,5
Dépôts bancaires (principalement BEAC)	2,3	2,6	5,0	5,5	3,6	4,6	...	4,2	4,6	5,0	4,6	3,2
(mois de dépenses financées sur ress. intérieures)	1,1	1,1	2,1	2,4	1,6	2,0	...	1,9	2,2	2,5	2,4	1,6

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹ Situation établie à partir du Manuel de statistiques de finances publiques 2001.² Dépenses de sécurité opérationnelles de l'État, y compris 30 milliards FCFA en 2013 au titre de la participation du Tchad à la campagne militaire malienne.³ Total des recettes, moins rente pétrolière et impôt sur le revenu lié aux activités pétrolières, moins charges totales, moins paiements d'intérêts.⁴ En juin 2013 le Tchad et la Libye ont convenu dans un accord bilatéral de rééchelonner le service de la dette non concessionnelle contractée en 2010-11.

Tableau 5. Tchad : Balance des paiements, 2009–2018
(milliards de FCFA sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
			Est.	Prél.	Projections					
Compte courant	-401	-473	-323	-549	-584	-493	-568	-513	-581	-564
Balance commerciale, secteur pétrolier incl.	211	422	623	486	377	652	738	778	752	626
Exportations, f.à.b.	1.329	1.807	2.134	2.209	1.938	2.414	2.662	2.581	2.392	2.198
dont: pétrole	1.153	1.602	1.847	1.905	1.616	2.076	2.308	2.210	2.005	1.781
Importations, f.à.b.	-1.118	-1.385	-1.511	-1.723	-1.561	-1.762	-1.924	-1.803	-1.640	-1.572
Services (net)	-758	-1.017	-1.044	-1.160	-1.029	-1.231	-1.354	-1.368	-1.283	-1.193
Revenu (net)	-182	-176	-149	-153	-260	-222	-226	-205	-349	-317
Transferts (net)	328	298	247	277	328	308	273	283	299	320
Officiels (net)	35	22	17	57	141	94	73	78	85	90
Privés (net)	294	276	230	220	236	214	201	204	215	230
Compte financier et compte de capital	-97	-30	145	274	484	233	611	555	581	483
Transferts de capitaux	49	59	85	136	113	139	144	154	166	177
Investissements directs étrangers	177	155	133	175	266	376	377	375	248	248
Autres investissements à moyen long terme	27	65	99	49	217	-145	-43	79	99	112
Secteur public	36	74	108	59	227	-136	-34	89	109	122
Secteur privé	-9	-9	-9	-10	-10	-10	-10	-10	-10	-10
Capital à court terme	-351	-309	-172	-87	-112	-136	133	-54	68	-55
Erreurs et omissions	148	508	347	...	...	...	...	...	...	...
Solde global	-350	5	169	108	-100	-260	42	42	0	-81
Financement	350	-5	-169	-108	100	0	-42	-42	0	81
Avoirs extérieurs nets (BEAC)	350	-5	-169	-108	100	0	-42	-42	0	81
Écart de financement				0	0	260	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>										
Réserves officielles brutes (réserves imputées, milliards \$)	0,6	0,6	1,0	1,2	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0
(En mois d'importations de biens et de services)	1,4	1,3	1,9	2,4	1,7	1,5	1,7	2,0	2,0	1,7
(Idem, importations du secteur pétrolier exclues)	1,7	1,6	2,2	2,9	2,1	1,8	2,0	2,1	2,2	1,8

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 6. Tchad : Situation monétaire, 2009–2014

(Billions of CFA francs)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
				Prel.	Proj.	Proj.
Avoirs extérieurs nets	238,9	303,1	456,0	558,1	463,9	471,5
Banque centrale	227,4	262,0	430,5	538,6	438,6	438,6
Banques commerciales	11,4	41,1	25,5	19,4	25,2	32,8
Avoirs intérieurs nets	244,0	302,2	235,3	226,2	384,9	457,7
Crédit intérieur	313,9	403,6	349,6	347,6	474,0	521,8
Créances sur les administrations publiques (net)	141,4	176,0	62,4	-28,4	-21,1	-43,2
Trésor (net)	104,8	149,4	39,6	-40,9	-33,7	-55,7
Secteur bancaire	104,8	149,4	39,6	-40,9	-33,7	-55,7
Banque centrale	145,2	202,2	86,7	28,6	38,3	17,4
Créances sur les admin. publiques	217,4	289,8	278,9	279,8	259,0	238,1
Passifs envers des admin. publiques	-72,2	-87,6	-192,2	-251,2	-220,7	-220,7
Banques commerciales	-40,3	-52,8	-47,1	-69,5	-71,9	-73,1
Créances sur les admin. publiques	27,0	61,5	54,5	50,1	47,7	46,6
Passifs envers des admin. publiques	-67,3	-114,3	-101,5	-119,7	-119,7	-119,7
Position au FMI	38,3	8,3	5,9	2,5	0,0	0,0
Autres, hors trésor	36,5	26,6	22,8	12,5	12,5	12,5
Crédit à l'économie	171,8	223,6	278,1	367,3	439,8	511,0
Comptes de capital	-62,9	-64,8	-89,9	-104,7	-104,7	-104,7
Autres postes (net)	-2,9	-28,2	-12,1	-9,4	15,6	40,6
Monnaie et quasi-monnaie	482,9	605,3	691,3	784,3	848,8	929,2
Circulation fiduciaire hors banque	291,9	345,7	373,5	400,7	433,7	474,8
Dépôts à vue	158,0	223,0	258,9	326,0	352,8	386,2
Dépôts à terme et épargne	33,0	36,6	58,9	57,5	62,3	68,2
<i>Pour mémoire :</i>						
Monnaie au sens large (variation annuelle en %)	-4,6	25,3	14,2	13,4	8,2	9,5
Crédit à l'économie (variation annuelle en %)	21,0	30,2	24,4	32,1	19,7	16,2
Crédit à l'économie (% du PIB)	3,9	4,2	4,8	5,6	6,6	6,7
Crédit à l'économie (% du PIB non pétrolier)	4,9	5,6	6,8	8,0	9,1	9,6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétr.)	7,3	6,6	5,9	5,9	5,7	5,7
Vitesse de circulation (PIB total)	9,0	8,7	8,3	8,4	7,8	8,2

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 7. Tchad : Indicateurs de solidité financière, 2007–2012

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Fonds propres						
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés des risques	11,1	13,3	12,1	6,7	19,7	18,1
Qualité des actifs						
Créances improductives brutes/Crédit bancaire brut	11,2	8,0	10,4	12,1	9,8	8,7
Provisions/Créances improductives	84,4	70,2	64,6	73,5	75,6	57,4
Créances improductives nettes/Crédit bancaire brut	1,7	2,4	3,7	3,2	2,4	3,7
Rentabilité						
Rendement des actifs	2,7	3,9	1,3	3,7	2,4	2,8
Rendement des fonds propres	26,3	36,4	11,4	39,4	11,7	19,9
Liquidité						
Actifs liquides/total des actifs	28,3	19,6	17,9	18,2	29,9	33,5
Actifs liquides/dépôts à vue	66,3	82,4	85,2	73,8	75,2	79,7
Notation des banques (nombre de banques notées)						
Solide ou bonne	6	4	4	3	5	...
Fragile	0	1	1	1	2	...
Critique	0	1	1	2	0	...
Sans notation	1	1	2	2	1	...
Total	7	7	8	8	8	...

Sources : BEAC/COBAC.

Tableau 8. Tchad : Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990–2011¹

	1990	1995	2000	2005	2011
Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim					
Ratio emploi/population âgée d'au moins 15 ans, total (%)	67,7	67,8	67,6	67,5	67,5
Ratio emploi/population âgée de 15 à 24 ans, total (%)	51,1	51,0	50,9	51,0	50,7
Part des 20% les plus pauvres de la population dans le revenu	...	...	...	6,3	...
Malnutrition, insuffisance pondérale (% des enfants de moins de 5 ans)	...	34,3	29,4	33,9	...
Écart de pauvreté à 1,25 \$ par jour (PPA) (%)	...	...	...	25,6	16,5 ²
Ratio numérique de pauvreté à 1,25 \$ par jour (PPA) (% de la population)	...	...	...	61,9	46,7 ²
Emploi précaire, total (% du total des personnes ayant un emploi)	...	93,7	...	...	...
Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel					
Taux d'alphabétisation, jeunes femmes (% des femmes de 15 à 24 ans)	...	8,9	23,2	30,8	40,6
Taux d'alphabétisation, jeunes hommes (% des hommes de 15 à 24 ans)	...	26,2	55,7	53,7	53,5
Écoliers qui terminent l'école primaire, total (% de la cohorte)	25,5	20,9	46,9	30,1	49,3
Taux d'achèvement du cycle primaire, total (% de la tranche d'âge concernée)	16,5	14,4	22,9	32,4	38,2
Taux de scolarisation net ajusté (% des enfants en âge d'école primaire)	...	38,5	54,6	62,5	...
Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes					
Proportion de femmes siégeant au parlement national (%)	...	2,4	2,4	6,5	14,9
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement primaire	43,8	48,3	61,1	67,5	74,6
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement secondaire	21,9	23,5	28,4	34,5	43,6
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement supérieur	...	14,9	17,5	6,4	23,8
Proportion de femmes employées hors agriculture (% du total de l'emploi non agricole)	3,8	...	...	...	...
Objectif 4 : réduire la mortalité infantile					
Vaccination, rougeole (% des enfants de 12 à 23 mois)	32,0	26,0	28,0	27,0	28,0
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	113,2	109,0	105,0	101,4	97,1
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1.000)	208,3	198,1	188,5	179,6	169,0
Objectif 5 : améliorer la santé maternelle					
Adolescentes de 15 à 19 ans : taux de fécondité (naissances pour 1.000 femmes)	...	...	191,1	174,6	143,4
Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (% du total)	...	15,0	16,3	14,4	22,7
Recours à la contraception (% des femmes de 15 à 49 ans)	...	4,1	7,9	2,8	4,8
Taux de mortalité maternelle (est., pour 100.000 naissances vivantes)	920,0	1000,0	1100,0	1100,0	1100,0
Femmes enceintes recevant des soins prénatals (%)	...	23,4	41,6	38,9	53,1
Besoins de planification familiale non satisfaits (% des femmes mariées de 15 à 49 ans)	...	9,7	...	20,7	...
Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies					
Enfants atteints de fièvre recevant des médicaments antipaludéens (% des enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre)	...	...	53,0	53,0	35,7
Utilisation du préservatif, femmes de 15 à 24 ans (% des femmes de 15 à 24 ans)	...	...	...	2,4	...
Utilisation du préservatif, hommes de 15 à 24 ans (% des hommes de 15 à 24 ans)	...	...	...	18,4	...
Incidence de la tuberculose (pour 100.000 personnes)	94,0	128,0	151,0	150,0	151,0
Prévalence du VIH, femmes (% 15-24 ans)	...	...	...	...	2,1
Prévalence du VIH, hommes (% 15-24 ans)	...	...	...	...	0,9
Prévalence du VIH, total (% de la population de 15 à 49 ans)	2,3	3,4	3,7	3,4	3,1
Taux de détection des cas de tuberculose (toutes formes)	46,0	35,0	40,0	43,0	60,0
Objectif 7 : Préserver l'environnement					
Zones forestières (% de la superficie terrestre)	10,4	...	9,8	9,5	9,1
Installations sanitaires améliorées (% de la population y ayant accès)	7,8	8,8	9,7	10,6	11,7
Sources d'eau améliorées (% de la population y ayant accès)	39,8	42,3	44,7	47,2	50,2
Zones maritimes protégées (% total surface)	...	...	...	...	...
Objectif 8 : établir un partenariat mondial pour le développement					
Utilisateurs d'Internet (pour 100 habitants)	0,0	0,0	0,0	0,4	2,1
Abonnements téléphones mobiles (pour 100 habitants)	0,0	0,0	0,1	2,1	35,5
Lignes téléphoniques (pour 100 habitants)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

¹Les nombres en italiques correspondent aux périodes autres que celles spécifiées.

² À partir de l'enquête préliminaire auprès des ménages publiée en octobre 2012, en utilisant le seuil de pauvreté défini comme 2.400 kcal/jour (le besoin calorique journalier minimum). À partir de cette définition, les valeurs correspondantes de ratio d'écart de pauvreté et de nombre de pauvres en 2003/2004 étaient de 21,6% et 55%, respectivement.

Tableau 9. Tchad : Matrice d'évaluation des risques

Source de risque	Probabilité relative	Impact et riposte
Recul soutenu des prix des matières premières en raison du ralentissement de la demande mondiale et d'un excédent de capacité	Moyenne	<p><i>Impact</i> : élevé. Une baisse soutenue des cours du pétrole entraînerait un manque à percevoir de recettes pétrolières et creuserait le déficit courant. Le manque à percevoir budgétaire pourrait en outre retarder plusieurs projets d'investissement public, notamment dans l'agriculture et l'infrastructure.</p> <p><i>Riposte</i>. Lisser les dépenses publiques à moyen terme et constituer une marge de manœuvre budgétaire suffisante, renforcer la mobilisation de recettes non pétrolières.</p>
Détérioration de la situation sécuritaire, y compris retombées régionales (RCA, Mali)	Moyenne	<p><i>Impact</i> : élevé. Elle pourrait entraîner : 1) des déplacements de populations et une augmentation des besoins en aide humanitaire; 2) une augmentation des dépenses publiques liées à la sécurité qui pourrait évincer d'autres dépenses prioritaires, telles que sociales ou d'investissement.</p> <p><i>Riposte</i>. Reconstituer les marges de manœuvre budgétaires; budgétiser suffisamment de ressources pour les dépenses d'urgence sécuritaires.</p>
Aggravation de la crise de sécurité alimentaire au Tchad et dans la région du Sahel	Faible	<p><i>Impact</i> : moyen. Elle pourrait frapper les populations les plus vulnérables du fait d'une augmentation des prix alimentaires et d'une aggravation de la malnutrition. Elle pourrait entraîner des tensions sociopolitiques dans un environnement déjà fragile. Elle pourrait menacer la situation budgétaire en réagissant à la crise.</p> <p><i>Riposte</i>. Poursuivre la coordination avec les partenaires techniques et financiers pour renforcer la capacité de résistance du Tchad face aux chocs. Promouvoir des politiques de diversification de l'économie et une plus grande productivité de la main-d'œuvre, notamment dans l'agriculture. Renforcer les programmes de protection sociale, en les ciblant sur les couches pauvres et vulnérables de la population.</p>
Relâchement dans la mise en œuvre de la politique budgétaire.	Moyenne	<p><i>Impact</i> : élevé. Un déficit primaire hors pétrole (DPHP) supérieur aux prévisions provoquerait une accumulation d'arriérés et une augmentation des emprunts sur le marché obligataire, ce qui aurait des répercussions négatives pour le programme de référence, les concours futurs des bailleurs de fonds pour la mise en œuvre du PND, et les perspectives de point d'achèvement.</p> <p><i>Riposte</i>. Poursuivre le suivi rapproché de l'exécution du budget, y compris la mise en œuvre des engagements au titre du programme de référence; limiter le recours aux DAO</p>

Tableau 10. Tchad : Principales réformes et objectifs à réaliser avant le point d'achèvement

Indicateur	État d'avancement
Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)	
· Préparation d'un DSRP complet et mise en œuvre satisfaisante pendant au moins un an, sur la foi d'un rapport d'avancement annuel	<i>en cours</i>
Stabilité macroéconomique	
· Maintien de la stabilité macroéconomique sur la foi de résultats satisfaisants dans le cadre d'un programme appuyé par la FEC	<i>en cours</i>
Gouvernance	
· Renforcer la gestion des finances publiques par une meilleure maîtrise des dépenses afin de pouvoir identifier et suivre les dépenses liées à la pauvreté, ce que devra montrer l'application pendant au moins six mois du circuit simplifié et informatisé de la dépense et d'un système fonctionnel de suivi des dépenses d'éducation primaire.	<i>à réaliser</i>
· Adopter une nouvelle législation sur les marchés publics et publier un bulletin trimestriel des marchés publics; auditer les cinq plus importants marchés publics; adopter la loi de règlement avant l'adoption de la loi de finances; désigner les juges des tribunaux de commerce des cinq plus grandes villes.	<i>à réaliser</i>
· Adopter une stratégie de gouvernance et un plan d'action en consultation avec l'IDA et le FMI et les exécuter pendant au moins un an.	<i>en cours</i>
Secteurs prioritaires	
· <i>Éducation</i> — augmenter le taux de scolarisation et réduire les taux de redoublement	<i>en cours</i>
· <i>Santé et HIV/SIDA et MST</i> — augmenter le nombre de districts/centres de santé opérationnels et le taux de vaccination DCT3; accroître la couverture des vaccins et adopter une stratégie de prévention et traitement du VIH/SIDA; augmenter le traitement des MST.	<i>en cours</i>
· <i>Infrastructure de base</i> — faire en sorte que le réseau routier puisse être utilisé durant toute l'année, y compris la saison des pluies.	<i>en cours</i>
· <i>Développement rural</i> — accroître l'accès à l'eau potable et au matériel agricole et augmenter le nombre de points d'eau pour les éleveurs.	<i>en cours</i>

Source : Tchad: Document du point de décision de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPT) renforcée, 4 mai 2001

Tableau 11. Tchad : Indicateurs quantitatifs pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2013

	juin-13			sept.-13			déc.-13
	Prog.	Réel	État avan- cement	Prog.	Prél.	État avan- cement	Prog.
Plancher du solde budgétaire primaire hors pétrole	(468)	(455)	tenu	(672)	(652)	tenu	(876)
Plafond du financement intérieur net de l'État	96	125	non tenu	157	22	tenu	175
Plafond sur l'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs par l'État ²	0	0	tenu	0	0	tenu	0
Plafond sur l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs par l'État ou les entreprises publiques non financières ³	0	0	tenu	0	0	tenu	0
Plafond sur la nouvelle dette extérieure non concessionnelle contractée ou garantie par l'État ou les entreprises publiques non financières, hormis pour le financement ordinaire du commerce extérieur d'une échéance maximale d'un an (millions de dollars) ^{2 3 4}	12	312	non tenu	12	612	non tenu	12
Nouvelle dette extérieure garantie contractée ou garantie par l'État ou par les entreprises publiques non financières (millions de dollars) ³	0	300	non tenu	0	600	non tenu	0
Plancher des dépenses sociales de réduction de la pauvreté	140	173	tenu	220	258	tenu	330
Pour mémoire :							
Recettes pétrolières	443	353		631	539		821
Dons extérieurs d'appui budgétaire	0	0		0	0		0

Sources : autorités tchadiennes; prévisions des services du FMI.

1. Les indicateurs quantitatifs sont clairement définis dans le PAT.
2. Depuis fin mars 2013.
3. À respecter de manière continue.
4. Comprend environ 12 million de dollars d'un prêt de l'OPEP pour la construction d'une route entre Ngouri et Bol, signé en avril 2013.

Tableau 12. Tchad : Conditionnalité structurelle du programme de référence

Mesures	Échéance proposée	État avancement
Limiter les procédures de dépense d'urgence à un maximum de 20% des dépenses financées sur ressources intérieures (hors salaires, dette et sécurité).	fin déc. 2013	Vraisemblablement observé
Rapprocher les données du Trésor et de la banque centrale relatives aux créances nettes du système bancaire sur l'État à fin 2012 (à partir d'une définition cohérente du compte unique du Trésor).	fin sept. 2013	Non observé. Retardé. Devrait être achevé d'ici fin 2013
Préparer et actualiser un plan mensuel de gestion de trésorerie (avec un horizon glissant à trois mois).	fin déc. 2013	Vraisemblablement non observé. Réforme s'est révélé trop complexe.
À compter de septembre 2013, toutes les nouvelles propositions de prêt seront soumises à l'examen et à l'opinion de l'ETAVID (Equipe technique d'analyse de viabilité de la dette) et de la CONAD (Commission nationale d'analyse de la dette).	fin déc. 2013	Vraisemblablement non observé. Retardé, décrets d'application en préparation.
Déposer au parlement un projet de loi de finances 2014 conforme à l'objectif consistant à réduire progressivement le déficit primaire hors pétrole.	fin oct. 2013	Observé

Appendice I. Investissement public, ressources naturelles et viabilité de la dette¹

1. **L'économie tchadienne est très exposée à l'instabilité et au caractère épuisable des ressources pétrolières.** Le secteur pétrolier représente actuellement 70 pour cent des recettes budgétaires, 90 pour cent des exportations et 30 pour cent du PIB nominal. Cependant, selon les projections actuelles et faute de nouvelles découvertes, les recettes pétrolières devraient diminuer régulièrement et être relativement insignifiantes d'ici au début des années 2030. Donc, si le niveau élevé des recettes pétrolières a permis aux autorités d'accroître considérablement l'investissement public ces dernières années, on peut se demander comment cette tendance pourrait être maintenue à moyen et à long terme.
2. Le modèle DIGNAR (acronyme anglais pour "Dettes, investissement, croissance et ressources naturelles") permet d'analyser la faisabilité des plans ambitieux d'investissement public au Tchad. Le modèle est conçu pour analyser le lien entre la gestion des recettes tirées des ressources naturelles, l'investissement public et la dette publique. Son cadre analytique est fondé sur Buffie et al. (2012) Berg et al. (2013) et Melina et al. et intègre un secteur des ressources naturelles, l'efficacité des investissements, des capacités d'absorption limitées, le syndrome hollandais et un paramètre budgétaire détaillé qui représente la mise en œuvre des volants budgétaires. À partir d'un niveau donné de recettes des ressources naturelles et d'une politique donnée de l'investissement public, le modèle peut simuler les effets macroéconomiques de l'investissement de ces recettes, en tenant compte du lien investissement-croissance et de l'effet de retour sur les recettes hors ressources naturelles.
3. Le modèle DIGNAR fournit une représentation stylisée d'une économie correspondant à celle du Tchad.
 - Il comporte deux types de ménage. Les ménages « optimisateurs » ont accès aux marchés financiers et peuvent acquérir des obligations publiques nationales et des obligations internationales avec des coûts d'ajustement du portefeuille, ce qui limite le degré d'ouverture du compte de capital. Le secteur privé paye une prime sur la dette extérieure par rapport au taux d'intérêt que l'État paye sur sa propre dette extérieure. Les consommateurs « non optimisateurs

¹ Rédigé par Matteo Ghilardi (Département des études).

» ont des problèmes de liquidités et consomment tout leur revenu disponible pour chaque période.

- Le modèle comporte trois secteurs de production. Les biens échangés et non échangés sont produits selon une fonction de production Cobb-Douglas avec trois facteurs : travail, capital privé et capital public. La différence entre ces deux secteurs réside dans la modélisation du progrès technologique : il est supposé exogène dans le secteur des biens non échangés, alors que, dans le secteur des biens échangés, il est soumis à des effets externes d'apprentissage par la pratique et dépend de manière positive de la production de la période précédente. Intuitivement, une fois que la production du secteur des biens échangés commence à baisser, des connaissances et des qualifications peuvent être perdues. Le troisième secteur produit du pétrole et est supposé exogène, les prix et les quantités étant donnés.
- La formation de capital est exposée à l'insuffisance des capacités d'absorption et à l'inefficience des pouvoirs publics. En particulier, les investissements publics efficaces ne représentent qu'une fraction des dépenses publiques d'investissement. Par ailleurs, pour restituer l'idée de la hausse des coûts d'investissement due à l'insuffisance des capacités d'absorption, nous supposons que l'efficience de l'investissement diminue lorsque le niveau des dépenses dépasse un certain seuil. Pour rendre compte des effets d'un manque d'entretien du capital public, nous supposons un taux de dépréciation variable.
- L'État finance sa consommation et ses dépenses à l'aide d'impôts et de dettes. En particulier, les impôts sont recouverts dans les secteurs pétrolier et non pétrolier. La dette extérieure fait l'objet d'une prime de risque qui dépend de son encours. Pour chaque période, l'État peut choisir de combler le déficit budgétaire en augmentant les impôts, ou la dette, ou les deux. Par ailleurs, le modèle inclut un volant budgétaire pour se protéger contre l'instabilité des recettes pétrolières.

4. **Trois autres scénarios sont envisagés dans les simulations pour le Tchad :**

- a. Impôts non plafonnés. Dans ce scénario, le déficit budgétaire est comblé uniquement à l'aide des impôts.
- b. Impôts fortement plafonnés. Dans ce scénario, l'impôt sur le travail est plafonné à 25 pour cent et l'impôt sur la consommation à 18 pour cent. Ce scénario correspond plus ou moins au système fiscal actuel du Tchad, qui prévoit un taux d'imposition de 7,5 pour cent sur les salaires bruts et un taux de TVA de 18 pour cent.
- c. Impôts légèrement plafonnés. L'impôt sur le travail est plafonné à 25 pour cent et l'impôt sur la consommation à 21 pour cent.

5. **Deux autres approches de l'augmentation de l'investissement public sont explorées :**
- a. Approche graduelle. Le ratio investissement public/PIB est constant sur tout l'horizon des simulations, à 8 pour cent du PIB hors ressources de 2013 à 2030.
 - b. Approche agressive. Une concentration des investissements en début de période est envisagée et il est supposé que le ratio investissement public/PIB hors ressources monte à 13,3 pour cent et reste supérieur à 11 pour cent avant 2017.
6. **L'état d'équilibre initial de l'économie est essentiellement calibré sur les données du Tchad pour 2011.** Ce paramétrage conduit à un ratio capital public/PIB de 0,35².
7. **La concentration des investissements en début de période entraîne une accumulation plus rapide du capital public.** Toutefois, l'insuffisance des capacités d'absorption réduit l'efficacité des investissements de 0,5 (niveau d'équilibre initial) à moins de 0,4 initialement. Si des investissements suffisants ne sont pas effectués par la suite pour absorber les coûts récurrents, le capital public se déprécie au fil du temps. Si les investissements ne sont pas concentrés en début de période, le capital public augmente plus lentement. Un rythme d'investissement relativement stable pérennise le capital public (en d'autres termes, il ne diminue pas dans les années ultérieures). De plus, la non-concentration des investissements en début de période cadre davantage avec les capacités d'absorption, et l'efficacité des investissements ne tombe guère en deçà de 0,5.
8. **Le niveau de la dette publique varie considérablement dans les trois scénarios de politique budgétaire.** Dans le scénario sans plafonnement des impôts, où le déficit budgétaire est comblé uniquement par les impôts, le ratio dette/PIB augmente de façon modeste et se stabilise juste au-dessus de 50 pour cent d'ici 2035. Dans le scénario où les impôts sont fortement plafonnés, le plafonnement des impôts sur les salaires et sur la consommation suscite de graves inquiétudes quant à la viabilité de la dette dans les deux trajectoires, car le ratio dette/PIB dépasse 100 pour cent d'ici 2035. Dans le dernier scénario, un léger plafonnement des impôts empêche le ratio dette/PIB d'exploser.
9. **Dans les deux trajectoires de l'investissement, l'économie ne peut guère accumuler de volants budgétaires.** Comme les simulations l'indiquent, les volants budgétaires augmentent brièvement pour approcher 6 pour cent du PIB hors ressources. Cependant, à mesure que diminuent

² Pour avoir un ratio capital public/PIB relativement faible initialement, nous avons fixé le ratio investissements publics/PIB hors ressources à 0,7, niveau nettement inférieur à celui des dépenses en capital en 2011.

les recettes tirées des ressources, le fonds des ressources est ponctionné et tombe à un niveau minimum avant de finalement atteindre zéro.

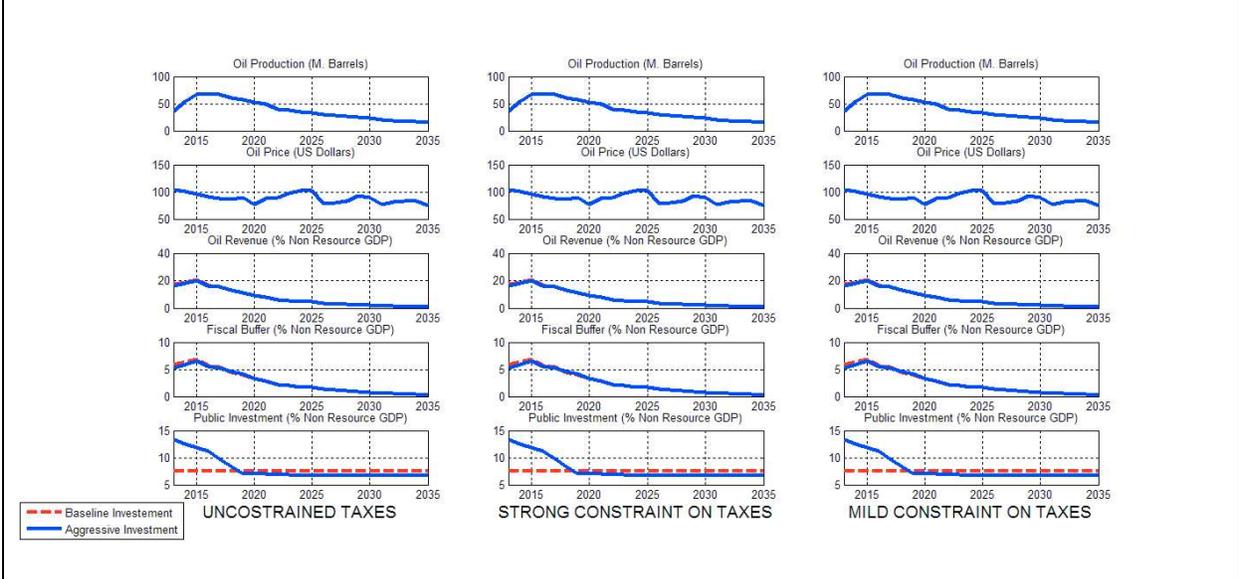
10. **Par rapport à la non-concentration des investissements en début de période, leur concentration entraîne une plus forte appréciation du taux de change et, partant, une réaction plus négative de la production des biens échangés au cours des premières années.**

Ultérieurement, la baisse considérable de la demande intérieure due à la hausse des impôts entraîne une dépréciation du taux de change réel et une réaction très positive de la production des biens échangés.

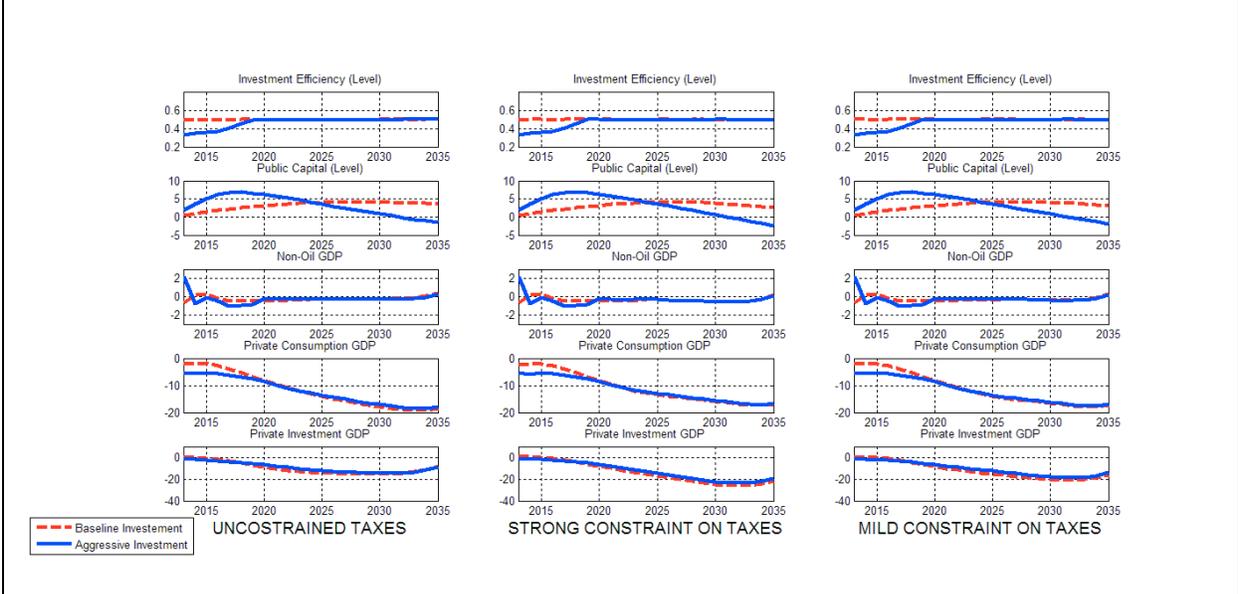
11. **En résumé, une augmentation graduelle de l'investissement public semble plus appropriée étant donné les contraintes de financement et les risques y afférents.**

La concentration des investissements en début de période entraîne une accumulation plus rapide du capital, mais menace la viabilité de la dette.

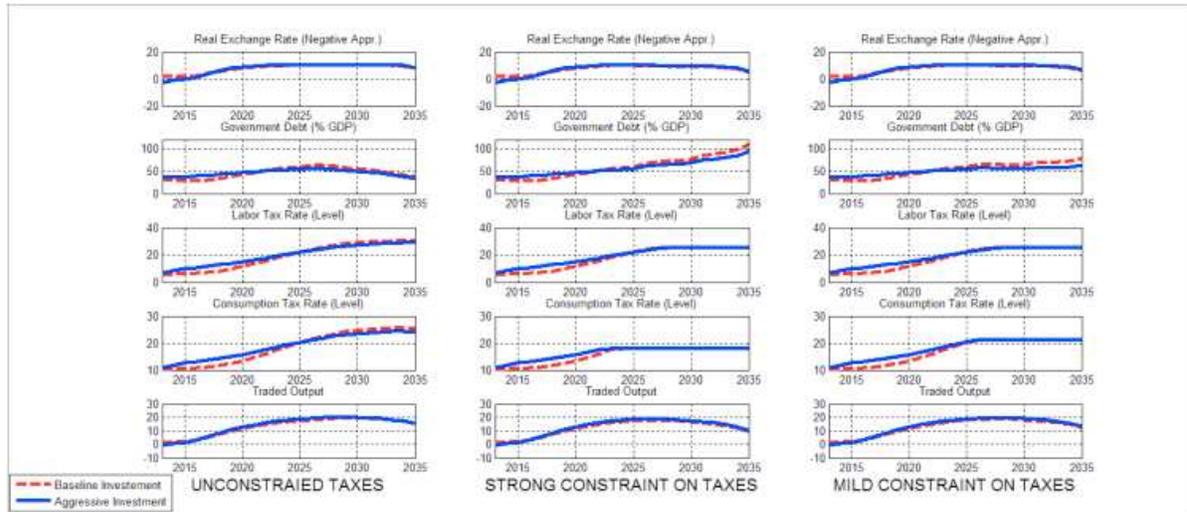
Graphique 1 - Résultats des simulations



Graphique 2 - Résultats des simulations



Graphique 3 - Résultats des simulations



Bibliographie

- Berg, A., Portillo, R. Yang, S.-C. S., Zanna, L.-F., 2013. Public Investment in Resource Abundant Developing Countries. IMF Economic Review 61 (1), 92-129.
- Buffie, E.F., Berg, A., Patillio, C., Portillo, R., Zanna, L.-F., 2012. Public Investment, Growth and Debt Sustainability: Putting Together the Pieces. IMF Working Paper WP/12/177, International Monetary Fund.
- Melina, G., Yang, S.-C. S., Zanna, L.F., 2013. Debt Sustainability, Investment and Natural Resources in Developing Countries. Manuscript, International Monetary Fund.

Appendice II. Recettes non pétrolières effectives et potentielles du Tchad¹

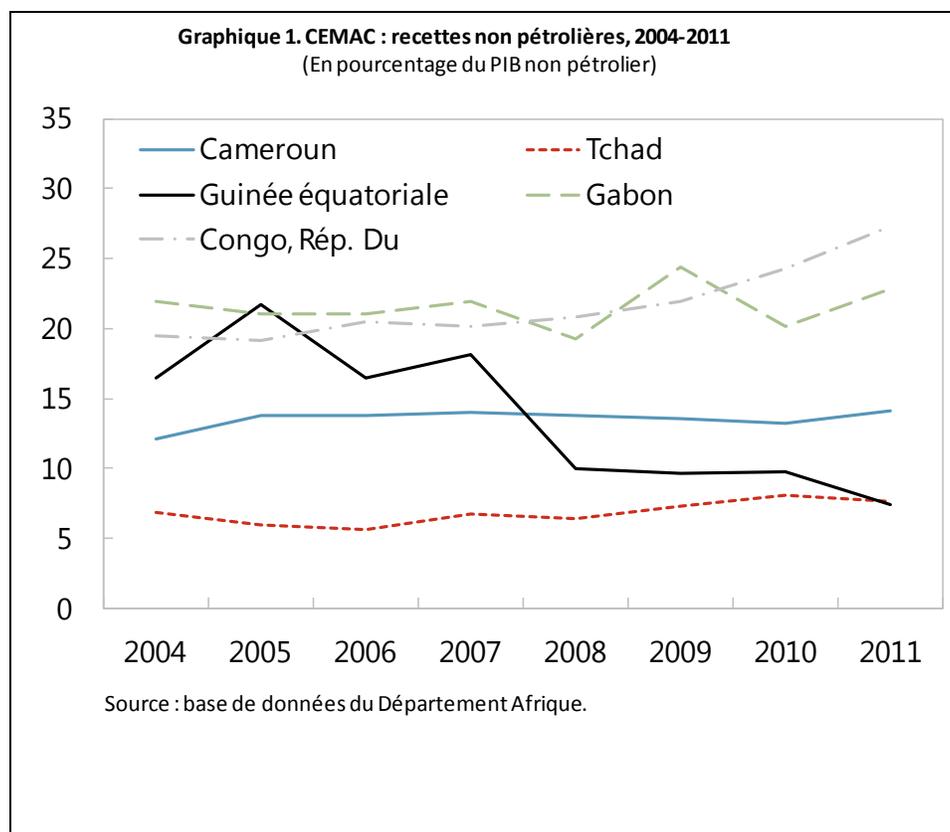
GÉNÉRALITÉS

1. **Le Tchad doit accroître ses recettes non pétrolières pour répondre à ses besoins de développement à long terme de manière durable.** Depuis 2003, le Tchad s'est servi principalement de ses recettes pétrolières pour financer ses dépenses publiques. Cependant, ces recettes se sont avérées instables, ce qui s'est traduit par une instabilité des dépenses publiques, et s'épuiseront dans un avenir prévisible. À moins que d'autres gisements pétroliers ne soient découverts, les recettes pétrolières devraient nettement diminuer, du niveau record de 25 pour cent du PIB non pétrolier en 2011 à moins de 5 pour cent d'ici 2030. D'autre part, la réalisation des objectifs de développement du Tchad dépend en partie d'un programme ambitieux d'investissements publics. Une base d'imposition non pétrolière bien diversifiée permettrait donc au Tchad de disposer des recettes nécessaires pour financer des programmes publics essentiels lorsque ses ressources pétrolières se tariront.

SITUATION DES RECETTES NON PETROLIERES DU TCHAD

2. **Les recettes non pétrolières du Tchad sont relativement faibles, même par rapport aux autres pays exportateurs de pétrole de la région.** Entre 2004 et 2011, les recettes non pétrolières du Tchad ont été systématiquement inférieures à celle des pays comparables : elles ont représenté moins de 8 pour cent du PIB hors pétrole en moyenne sur cette période, contre plus de 13 pour cent dans les autres pays producteurs de pétrole de la région de la CEMAC (graphique 1). De faibles recettes non pétrolières sont attendues étant donné le faible revenu par habitant, l'importance de l'agriculture de subsistance et des secteurs informels, et les carences de la politique et de l'administration fiscales.

¹ Rédigé par Samson Kwalingana.



3. **Le Tchad affiche également des résultats moins satisfaisants que les pays comparables de la région selon plusieurs autres indicateurs de mobilisation des recettes.** D'après l'indicateur de la CPIA de la Banque mondiale relatif à «l'efficacité de la mobilisation des recettes» pour 2013, la note du Tchad (2,5) est la plus faible attribuée aux pays membres de la CEMAC pour lesquels des données étaient disponibles, y compris le Cameroun (3,5), la République Centrafricaine (3,0), et la République du Congo (3,0)². Le Tchad est également classé à un niveau inférieur à la plupart des régions comparables, comme l'Afrique subsaharienne (3,4), ou les pays riches en ressources (3,3). Il arrive aussi en dernière position dans deux récents classements de la Banque mondiale sur la «facilité de payer les impôts» (tableau 1)³.

² Cet indicateur mesure la qualité du système fiscal d'un pays, y compris de sa politique et de son administration fiscales, avec une note allant de 1 (faible) à 6 (élevé).

³ Cet indicateur indique l'impôt qu'une entreprise de taille moyenne doit payer ou retenir pour une année donnée, ainsi que la charge administrative que représente le paiement de l'impôt. Il s'agit notamment du nombre de paiements qu'une entreprise doit effectuer, du nombre d'heures passées à préparer et à déposer les déclarations, ainsi qu'à régler l'impôt, et du pourcentage des bénéfices qu'elle doit payer en impôt.

Tableau 1 : Paiement des impôts au Tchad et dans la région de la CEMAC, 2013

Pays	Taux TVA	Taux IS	Position
Cameroun	19,25	38,50	180
République Centrafricaine	19,00	30,00	188
Tchad	18,00	40,00	189
Congo, République du	18,00	34,00	183
Guinée équatoriale	15,00	35,00	177
Gabon	18,00	35,00	152
Moyenne non pondérée pour la CEMAC	17,88	35,42	
Moyenne CEMAC hors Tchad	18,56	34,38	

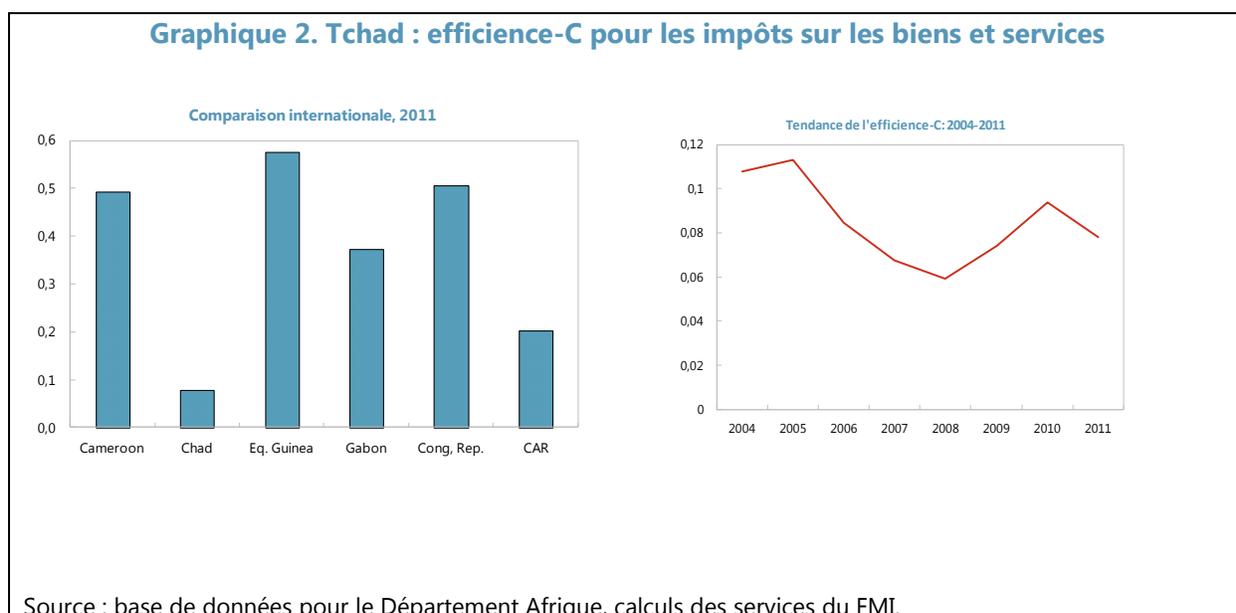
Source : Indicateurs de la réglementation des affaires de la Banque mondiale, 2014

4. En ce qui concerne l'élasticité du système fiscal, la progression des recettes fiscales non pétrolières du Tchad semble avoir suivi l'augmentation du PIB hors pétrole. L'élasticité estimée pour le Tchad est de 1,2 entre 2004 et 2011, ce qui signifie que les recettes fiscales non pétrolières ont augmenté plus rapidement que le PIB hors pétrole. Ce taux est plus élevé que celui de la Guinée équatoriale (0,3) et du Gabon (1,1), mais est inférieur à celui du Cameroun (1,6), de la République centrafricaine (1,8) et de la République du Congo (1,8).

5. **La faiblesse des recettes non pétrolières du Tchad par rapport aux pays comparables de la région peut être imputée à des différences dans la politique fiscale et aux carences de l'administration des recettes.** Les taux d'imposition du Tchad sont, pour l'essentiel, comparables à ceux des pays de la région. Par exemple, le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés non pétrolières tchadiennes (IS), qui est de 40 pour cent, est le plus élevé de la région, tandis que le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est comparable à celui de la plupart des pays membres de la CEMAC. Toutefois, la valeur estimée de l'efficience-C (qui est égale aux recettes de la TVA divisées par le produit du taux standard de la TVA par la consommation privée globale) est de loin⁴ le plus faible de la région. L'efficience-C du Tchad était de 5 pour cent en 2011, soit bien moins que le Cameroun (33 pour cent) et la Guinée Équatoriale (42 pour cent, le plus élevé de la région). Par ailleurs,

⁴ En raison de l'absence de données sur les recettes de TVA pour tous les pays de la CEMAC, nous avons estimé l'efficience-C de la TVA pour trois pays seulement, à savoir le Tchad, le Cameroun et la Guinée équatoriale. Cependant, les estimations de l'efficience-C effectuées pour tous les pays sur la base des impôts sur les biens et services (les recettes de la TVA en sont le poste le plus important) révèlent la même tendance, à savoir que le Tchad a l'efficience la plus faible de la région.

l'efficience-C a stagné autour de 5 pour cent entre 2007 et 2011 en raison des défaillances persistantes de la conception de la politique fiscale et de son administration.



ESTIMATION DES RECETTES NON PETROLIERES POTENTIELLES DU TCHAD⁵

6. **Cette section présente une estimation réalisée au moyen d'un modèle de frontière stochastique de la capacité fiscale et de l'effort fiscal non pétrolier du Tchad.** Une étude de la capacité fiscale vise à déterminer le niveau maximum de recettes qu'un pays peut recouvrer, compte tenu de ses caractéristiques économiques, sociales, institutionnelles et démographiques. Une analyse de frontière stochastique est donc réalisée dans le but d'estimer le niveau maximum de recettes qu'il est possible de recouvrer (c'est-à-dire le niveau frontière) en fonction des caractéristiques du pays. Le modèle explique les recettes obtenues par les pays au moyen d'indicateurs tels que le revenu par habitant, la distribution des revenus, le niveau d'instruction, la composition sectorielle de l'économie, et des facteurs institutionnels comme le degré de corruption et des indicateurs de gouvernance (les détails techniques du modèle sont présentés dans l'encadré 1).

⁵ Ricardo Fenochietto (Département des finances publiques) a fourni un soutien technique pour calculer le potentiel et l'effort fiscaux qui sont utilisés dans cette section.

7. Le ratio des recettes effectives et de la capacité fiscale fournit une estimation de l'effort fiscal. Plus l'effort fiscal est faible, moins le pays est en mesure d'atteindre le niveau maximum des recettes qu'il pourrait recouvrer par comparaison aux résultats internationaux.

Encadré 1. Modèles de frontière stochastique¹

Le modèle de frontière stochastique d'Aigner, Lovell et Schmidt (1977) est l'outil économétrique standard pour l'analyse effectuée dans le présent document. Une version panel de ce modèle peut se présenter comme suit :

$$y_{it} = \alpha + \beta' x_{it} + v_{it} - u_{it} \quad [1]$$

Où,

y_{it} représente le log du ratio recettes fiscale/PIB pour le pays i au moment t ;

x_{it} est le vecteur qui représente les variables qui influent sur les recettes fiscales pour le pays i au moment t ;

β est un vecteur de paramètres inconnus ;

u_{it} représente l'inefficience, l'incapacité de produire le niveau maximum relatif d'impôts ou de production ; C'est une variable aléatoire non négative liée à des facteurs nationaux qui font en sorte que le pays i n'atteigne pas sa capacité fiscale au moment t .

v_{it} est le bruit statistique (terme représentatif des écarts résiduels). C'est une variable aléatoire (stochastique) qui représente les variables indépendantes qui expliquent la variable dépendante mais ne sont pas prises en compte explicitement, ainsi que les erreurs de mesure et la forme fonctionnelle incorrecte ; v_{it} peut être positif ou négatif, et les productions de frontière stochastique varient donc pour la part déterministe du modèle. Comme d'habitude, il est supposé que :

v_{it} a une distribution normale,

v_i et u_i sont statistiquement indépendants l'un de l'autre,

u_{it} est plus grand que zéro, mais v_{it} peut avoir n'importe quelle valeur.

L'analyse a pour objectif de prévoir et de mesurer les effets d'inefficience. Nous utilisons l'effort fiscal, c'est-à-dire le ratio entre les recettes fiscales effectives et les recettes fiscales de frontière stochastique correspondantes (capacité fiscale). Cette mesure de l'effort fiscal a une valeur comprise entre zéro et 1.

$$TE_{it} = \frac{\tau_{it}}{\exp(\alpha + \beta' x_{it} + v_{it})} = \frac{\exp(\alpha + \beta' x_{it} + v_{it} - u_{it})}{\exp(\alpha + \beta' x_{it} + v_{it})} = \exp(-u_{it}) \quad [2]$$

¹ Adapté de Fenochietto, R. et de C. Pessino (2013).

8. Il ressort des estimations que le Tchad est le pays de la région qui dispose de la plus grande marge pour accroître ses recettes fiscales non pétrolières (tableau 2). Le Tchad est le pays de la région de la CEMAC qui affiche l'effort fiscal hors pétrole le plus faible. Étant donné ses caractéristiques économiques et sociales, le potentiel de recouvrement de recettes non pétrolières était égal, selon les estimations, à 24 pour cent du PIB hors pétrole en 2011, mais n'a en fait atteint

que 7,6 pour cent, ce qui correspond à un effort fiscal de 32 pour cent. En conséquence, pour la seule année 2011, le ratio des recettes fiscales effectives non pétrolières au PIB hors pétrole du Tchad était inférieur à son niveau potentiel de plus de 15 pour cent du PIB hors pétrole, ce qui signifie qu'il existe une large marge de manœuvre pour élargir la base d'imposition et renforcer l'administration fiscale. Par conséquent, si le Tchad portait son effort fiscal au niveau moyen de la région de la CEMAC, qui est de 0,67, abstraction faite du Tchad, les recettes non pétrolières de ce dernier augmenteraient de 8,5 pour cent du PIB.

	Recettes non pétrolières¹	PIB par habitant PPA 2005	Capacité fiscale	Effort fiscal
Cameroun	12,8	2 251,9	23,2	0,6
Central African Republic	10,8	715,6	14,5	0,7
Tchad	7,6	2 313,3	24,0	0,3
Congo, République du	27,2	3 884,9	36,0	0,8
Gabon	22,9	17 051,5	36,2	0,6
Moyenne non pondérée pour la CEMAC	16,3	5 243,4	26,8	0,6
Moyenne CEMAC hors Tchad	18,4	5 976,0	27,5	0,7

Source : base de données AFR, estimations des services du FMI.
¹ En pourcentage du PIB non pétrolier.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

9. **Le Tchad dispose d'une marge considérable pour accroître ses recettes non pétrolières de manière à pouvoir financer ses objectifs de développement à long terme.** L'analyse de plusieurs indicateurs montre clairement que le Tchad est en retard par rapport aux pays comparables de la région en ce qui concerne le recouvrement de recettes. Selon des données économétriques, l'effort fiscal non pétrolier du Tchad (32 pour cent) est le plus faible de tous les pays producteurs de pétrole de la CEMAC. Le pays a également le plus faible taux d'efficacité en matière de recouvrement des recettes fiscales de la région, comme en témoignent la faiblesse de l'efficience-C, le classement très bas qui lui est attribué par la Banque mondiale au titre de la «facilité de payer les impôts» et la note peu élevée de la CPIA au titre de « l'efficacité de la mobilisation de recettes».

10. **Pour accroître les recettes non pétrolières, il conviendra d'améliorer la politique fiscale et l'administration des recettes, dans le droit fil des recommandations antérieures du FMI.** Les

réformes de la politique fiscale pourraient viser à élargir la base d'imposition, notamment en révisant les incitations et les exemptions fiscales, à réduisant les possibilités de prendre des mesures discrétionnaires, et à simplifier la structure du régime fiscal de manière à éliminer les impôts qui produisent peu de recettes et qui sont extrêmement coûteux à respecter et à administrer. Des réformes précises, et leur échelonnement, pourraient être formulées sur la base des recommandations de la mission d'assistance technique de 2010 du Département des finances publiques consacrée à l'examen de la politique fiscale :

- limiter un grand nombre des préférences fiscales dans le cadre de la TVA, qui dégradent la base d'imposition, compromettent gravement la productivité de la TVA et favorisent l'évasion fiscale et la déperdition de recettes (court-moyen terme);
- harmoniser les exemptions fiscales avec celles qui sont en vigueur dans la région de la CEMAC (court terme);
- relever les taxes frappant le tabac et d'autres produits de luxe (à 25 pour cent);
- collaborer avec d'autres ministères sectoriels dans le but de réduire autant que possible le nombre d'impôts d'affectation spéciale (court terme);
- réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 40 à 35 pour cent et le taux de l'impôt minimum forfaitaire de 1,5 à 1 pour cent (long terme)⁶.

11. En ce qui concerne le renforcement des administrations fiscale et douanière, les autorités devraient prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les récentes recommandations du Département des finances publiques. Les réformes qui pourraient être opérées consistent, notamment, à renforcer les opérations du service chargé des gros contribuables; à améliorer les critères de sélection et la qualité des audits ; à simplifier et à automatiser les procédures douanières ; et à veiller à ce que les administrations fiscale et douanière aient les ressources humaines et financières nécessaires pour remplir leurs fonctions.

⁶ Une étude récente de la Banque africaine de développement offre aussi des recommandations plus ou moins similaires en vue d'accroître les ressources intérieures non pétrolières au Tchad.

Bibliographie

African Development Bank (AfDB), 2013, "Non-oil Domestic Revenue Mobilization in Chad," mimeo.

Aigner, D. J., Lovell, Knox, C.A. and Schmidt, P., 1977, "Formulation and Estimation of Stochastic Frontier Production Function Models", *Journal of Econometrics*, Vol. 6, 1977, pp. 21–37.

Fenochietto, R. and C. Pessino, 2013, "Understanding Countries' Tax Efforts." IMF Working Paper, forthcoming (Washington: International Monetary Fund).

International Monetary Fund, 2013, "Taxing Times," *Fiscal Monitor*, October 2013 (Washington: International Monetary Fund)

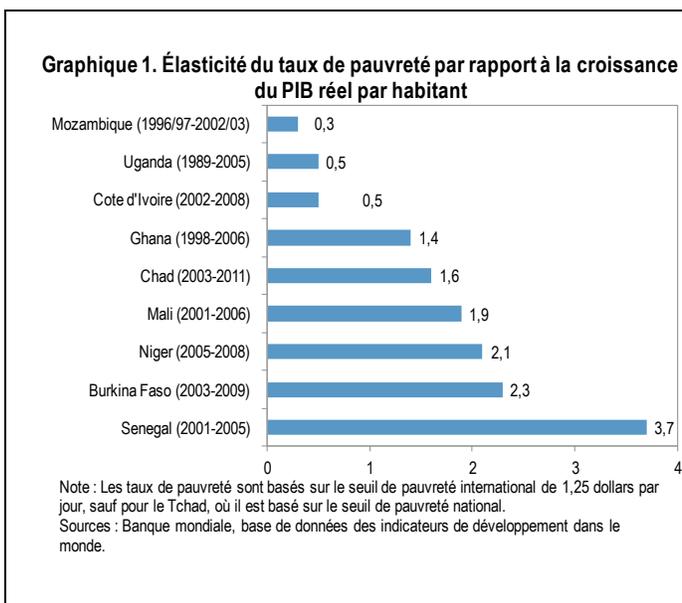
World Bank, 2013. *Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium Enterprises*, (Washington D.C.: The World Bank Group).

Appendice III. Croissance partagée au Tchad¹

APERÇU GÉNÉRAL

1. **Le Tchad reste l'un des pays les plus pauvres du monde bien qu'il ait connu une croissance économique rapide et instable depuis le début de la production pétrolière en 2002/03.** Les fruits de la croissance vigoureuse n'ont pas été bien partagés, comme en témoignent la réduction de la pauvreté modérée, mais inégale, l'augmentation des inégalités et une croissance déséquilibrée, essentiellement tirée par les secteurs pétrolier et associés au pétrole. Les principaux obstacles à un meilleur partage des fruits de la croissance sont la volatilité et le manque de productivité des dépenses publiques, le climat des affaires et la compétitivité structurelle, le manque d'accès aux services financiers, la faiblesse des infrastructures de base, le manque d'emplois décentes et la protection sociale.

2. **Le Tchad a réduit quelque peu la pauvreté grâce à l'accélération de la croissance après la découverte de pétrole².** Le taux de pauvreté (c'est-à-dire le pourcentage des Tchadiens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté national) est tombé de 54,8 pour cent en 2003 à 46,7 pour cent en 2011. L'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance du revenu par habitant au Tchad était inférieure à celle observée dans certains pays comparables de la région (graphique 1). En dépit de la baisse du taux de pauvreté, le nombre total de pauvres est passé de 4,1 million en 2003 à 4,7 millions en 2011, car le Tchad a l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde (3½ pour cent par an).



3. Les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté ont été inégaux : la pauvreté a diminué plus vite dans les zones urbaines que dans les zones rurales pendant la période 2003-2011. En 2011, la pauvreté est restée plus de deux

¹ Rédigé par Yanchun Zhang.

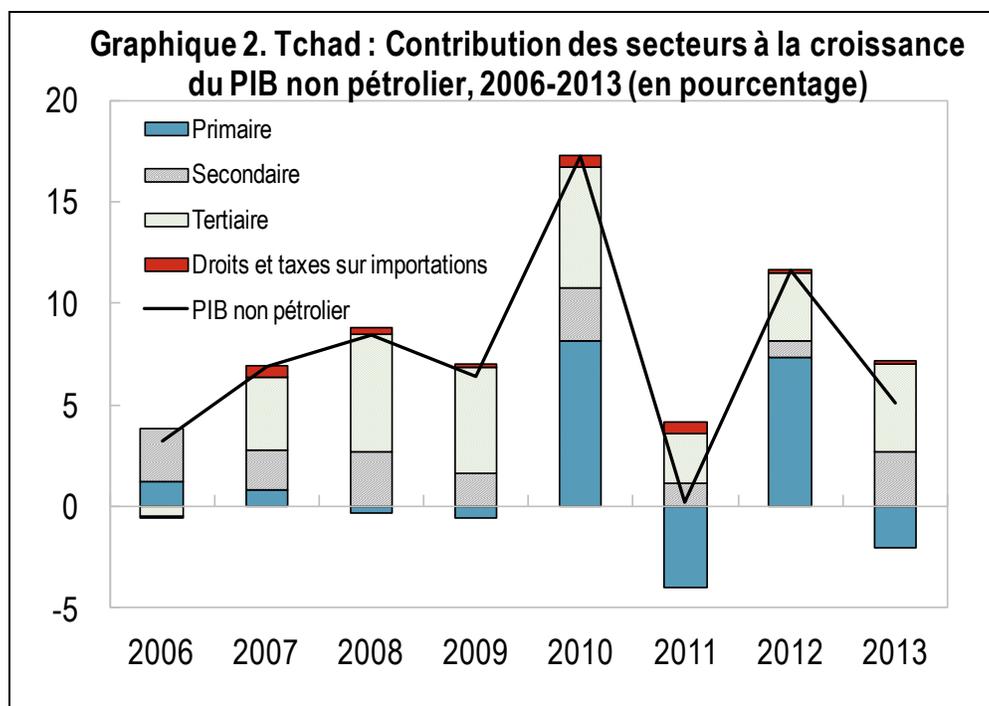
² Source : Banque mondiale (2013), qui repose sur les enquêtes de 2003 et de 2011 sur la consommation des ménages et le secteur informel au Tchad (ECOSIT2 et ECOSIT3).

fois plus répandue dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et l'écart de pauvreté était plus de trois fois plus élevé dans les zones rurales. Le taux de pauvreté le plus faible a été enregistré à N'Djamena (11 pour cent) en raison des activités du secteur public (construction, services, etc.) tandis que les taux les plus élevés ont été observés dans les régions essentiellement agricoles (Moyen-Chari/Mandoul, Logone Occidental, et Tandjile) en raison du recul généralisé de la production des cultures de rapport et, en particulier, du coton.

4. **Les inégalités s'accroissent au Tchad.** Le coefficient de Gini est passé de 39,4 pour cent en 2003 à 42,1 pour cent en 2011. Les inégalités sont plus marquées dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et cette disparité s'accroît au fil du temps. Les disparités au niveau de la consommation des couches les plus riches et les plus pauvres de la population se sont accrues aussi au fil du temps : les dépenses de consommation ont augmenté rapidement pour les quatre quintiles supérieurs alors qu'elles n'ont guère progressé pour le quintile inférieur. En 2011, le quintile le plus riche représentait 48 pour cent du total des dépenses de consommation alors que le quintile le plus pauvre n'en représentait, que 5 pour cent.

5. **L'économie tchadienne est dominée par le pétrole et sa croissance rapide au cours des 10 dernières années tient dans une large mesure à la croissance de son PIB pétrolier.** En 2012, le secteur pétrolier a contribué pour près de 30 pour cent au PIB du Tchad, pour plus de 70 pour cent à ses recettes budgétaires et pour presque 90 pour cent à ses exportations³. La croissance du PIB non pétrolier a été plus lente et assez instable ; en particulier, la croissance du secteur primaire a stagné dans une large mesure au cours des 10 dernières années et n'a commencé à se redresser que récemment (graphique 2).

³ Source : estimations des services du FMI.



PRINCIPAUX OBSTACLES

6. **La forte instabilité et l'inefficacité des dépenses publiques ont fortement limité les effets positifs de ces dépenses sur les indicateurs de développement.** Le Tchad n'a pas bien géré l'instabilité des recettes pétrolières : cela s'est traduit par des à-coups dans les dépenses publiques consacrées aux projets d'infrastructures, et les coûts unitaires de construction ont été largement supérieurs à la moyenne régionale⁴. En outre, les ressources publiques n'ont pas bénéficié aux populations pauvres au Tchad (par exemple, le quintile le plus pauvre n'a reçu que 6 pour cent du total des dépenses de santé publique, contre 46,5 pour cent pour le quintile le plus riche⁵). Par ailleurs, l'efficacité et l'impact des dépenses publiques ont été entravés par des crédits budgétaires inadéquats visant à répondre aux besoins de dépenses récurrentes résultant de l'augmentation du stock de biens d'équipement. En conséquence, de nombreuses infrastructures publiques ne sont pas opérationnelles et ne peuvent fournir des services d'éducation et de santé à ceux qui en ont besoin.

7. **Selon divers indicateurs du climat des affaires et de la compétitivité, le Tchad affiche des résultats médiocres par rapport aux pays comparables.** Le Tchad obtient la note la plus

⁴ Source: Banque mondiale (2013).

⁵ Source: Banque mondiale (2013).

basse dans presque toutes les catégories des indicateurs de la Banque mondiale concernant la pratique des affaires et la gouvernance (graphiques 3a et 3b)⁶. En outre, l'indice de transparence de la Banque mondiale classe le Tchad à un niveau très bas à cet égard. La publication du livre blanc du Conseil national des employeurs du Tchad a constitué une étape importante vers l'amélioration du climat des affaires. Mais peu de progrès ont été accomplis pour mettre en œuvre les recommandations de ce livre blanc.

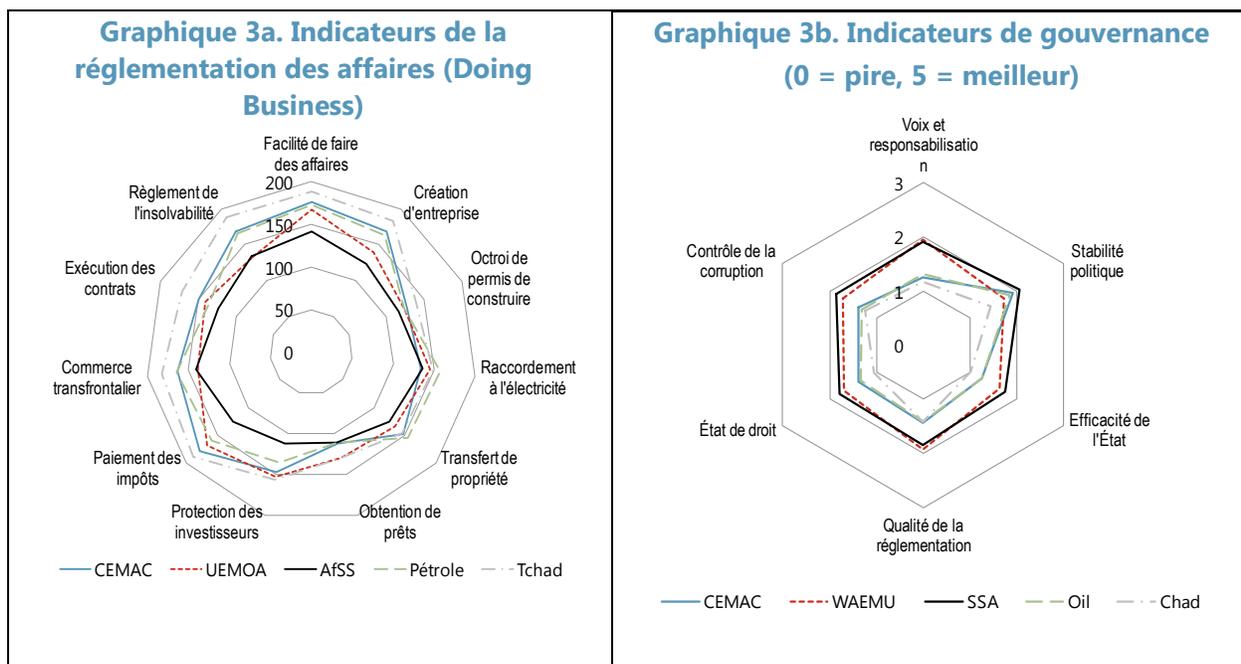
8. Le secteur financier du Tchad est sous-développé, et il est difficile d'élargir l'accès aux services financiers dans les zones rurales éloignées. Le Tchad rattrape lentement les autres pays membres de la CEMAC en ce qui concerne l'expansion du secteur financier et l'accès aux services financiers (graphiques 4a et 4b). Les indicateurs d'intermédiation financière se sont améliorés, mais restent largement en deçà de la moyenne régionale : moins de 22 déposants pour 1.000 adultes (contre 128 pour l'Afrique subsaharienne), moins de 3 emprunteurs pour 1.000 adultes (contre 21 pour l'Afrique subsaharienne) et moins de 1 succursale de banque commerciale pour 100.000 adultes (contre 3,7 pour l'Afrique subsaharienne). Les établissements de microfinance se sont développés lentement au cours des 20 dernières années et fournissent moins de 3 pour cent du crédit intérieur au secteur privé⁷; il y avait plus de 150 établissements de microfinance enregistrés auprès du Ministère des finances et du budget, ce qui indique que ce secteur est extrêmement fragmenté et que ses coûts doivent être très élevés par suite de l'absence d'économies d'échelle. Parmi les mesures en cours figurent l'exécution du projet de microfinance au Tchad (PROMIFIT) et le projet d'appui au financement inclusif au Tchad (PAFIT).

9. Les infrastructures de base (énergie, eau, transports et télécommunications) restent insuffisantes au Tchad. En dépit d'une forte augmentation de l'investissement public dans les infrastructures physiques au cours des 10 dernières années, l'accès à l'eau potable et les installations d'assainissement de base restent largement en deçà des OMD de 2015 et de la moyenne régionale. Étant donné que 30 pour cent des investissements publics sont consacrés aux transports, le kilométrage total des routes revêtues est passé de 557 km en 2002 à 1.602 km en 2011 et devrait atteindre presque 2.000 km à la fin de 2013. La majorité de la population tchadienne n'a toujours pas accès à l'électricité; 97 pour cent de la population continuent d'utiliser du bois ou du charbon de bois comme combustible pour la cuisson de leurs aliments et plus de la moitié de la population s'éclaire encore au moyen de lampes à huile, qui demeurent donc le principal mode d'éclairage. Le

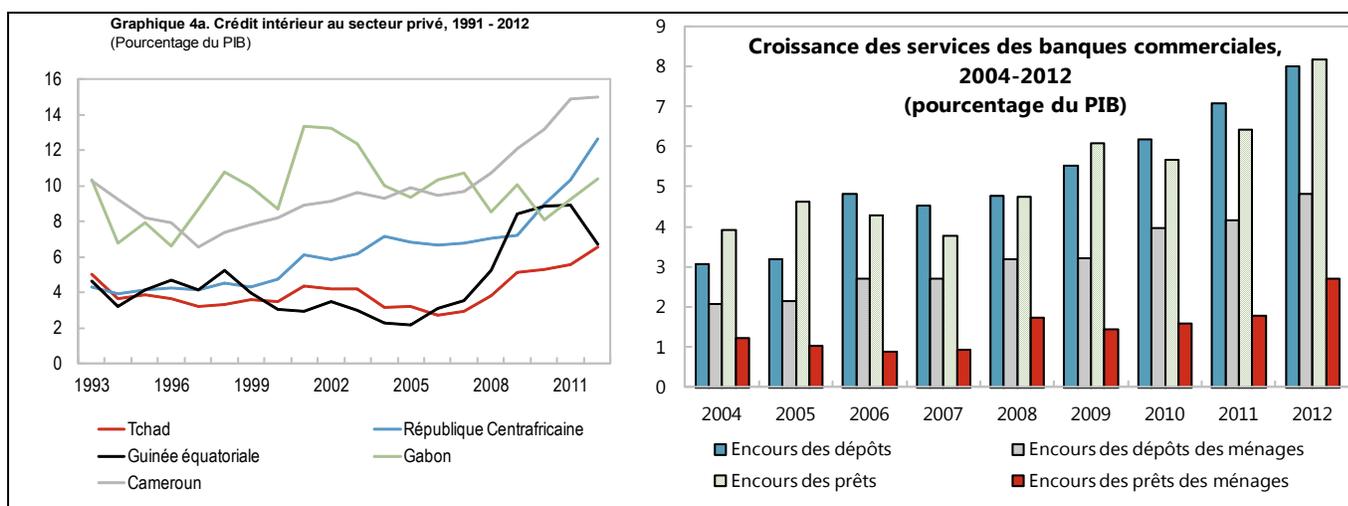
⁶ Il convient d'interpréter ces indicateurs avec prudence en raison du nombre limité de participants, d'une couverture géographique limitée et des hypothèses normalisées concernant les contraintes et la disponibilité d'informations.

⁷ Note de la cellule technique du Ministère des finances et du budget sur le secteur de la microfinance au Tchad.

taux de pénétration des téléphones fixes et des téléphones mobiles, considérés conjointement, est passé de 3,7 pour cent en 2005 à 31,1 pour cent en 2011. Mais les insuffisances de l'infrastructure des lignes fixes et du réseau à large bande ont limité la croissance des téléphones fixes et de l'usage d'Internet au Tchad.



Source : 1) Banque mondiale, indicateurs de la réglementation des affaires, 2014, 2) Indicateurs de la gouvernance, 2013.



10. **Le Tchad se doit de créer des emplois mieux rémunérés, assortis de conditions de travail décentes, pour une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse.** Selon les estimations du Plan national de développement 2013-2015, il sera nécessaire de créer 1,7 million d'emplois supplémentaires entre 2010 et 2020 et 2,5 millions d'emplois de plus entre 2020 et 2030. Le taux d'activité est assez élevé au Tchad : il atteignait 72 pour cent du total de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) en 2012. Mais la majorité de la population active est vulnérable : la plupart des travailleurs ont des revenus limités en raison de leur niveau d'éducation et de qualifications qui ne leur permettent pas d'obtenir des emplois décents.

11. **Faute de formation professionnelle et de protection sociale, le capital humain ne s'améliore pas et n'est pas protégé.** Dans leur projet de stratégie nationale de protection sociale 2014-2018, les autorités voient dans la protection sociale un investissement qui peut rompre la transmission de la pauvreté entre les générations et favoriser la croissance économique. Le budget de la Caisse nationale de protection sociale (CNPS) est passé de 17,5 milliards de francs CFA en 2011 à 22 milliards de francs CFA en 2013. Mais les dépenses de protection sociale restent faibles et ne représentent que 1 pour cent du budget 2013-2015 du PND.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES

12. **Face à l'instabilité et à l'inefficience des dépenses publiques, il pourrait être utile de lisser les dépenses publiques dans une optique à moyen terme, de rationaliser les plans d'investissements publics et d'améliorer l'efficience grâce à des réformes de la gestion des finances publiques.** Il convient de veiller à ce que des crédits budgétaires adéquats soient affectés à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures physiques publiques, et de renforcer la responsabilisation des entreprises publiques.

13. **La diversification des sources de croissance, en particulier la promotion de la croissance des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que le secteur rural, contribuera à créer des emplois et à pérenniser la croissance économique.** Il convient de continuer à chercher d'améliorer la fourniture des services publics d'éducation et de santé pour former une population active éduquée et en bonne santé. La mise en place d'une protection sociale de base contribuera à protéger le capital humain. En plus d'accroître les dépenses dans ces domaines, il est nécessaire aussi de prendre des mesures concrètes pour accroître l'efficience et l'efficacité de ces dépenses.

14. Il est essentiel **d'améliorer le climat des affaires, d'élargir l'accès aux services financiers et de créer des conditions propices au développement du secteur privé** pour mettre en place

une économie plus diversifiée et plus robuste et ainsi encourager une croissance dont les fruits seront mieux partagés.

Bibliographie

World Bank (WB). 2013. "Republic of Chad Poverty note: Dynamics of Poverty and Inequality following the Rise of the Oil Sector." World Bank, Washington D.C.



TCHAD

RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2013 AU TITRE DE L'ARTICLE IV ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE - ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

7 février 2014

Approuvé par
**Marcelo Giugale et
Jeffrey Lewis (AID),
David Robinson et Mark
Flanagan (FMI)**

Préparé par les services de l'Association internationale de
développement et du Fonds monétaire international

Les indicateurs de la dette publique intérieure et extérieure du Tchad sont restés relativement stables ces dernières années. Cependant, le risque de surendettement demeure élevé compte tenu de la décision d'annuler la convention-cadre de crédit non concessionnel signée avec l'Eximbank chinoise en août 2011 et d'un emprunt de 600 millions de dollars sous forme d'avances sur les ventes de pétrole, contracté à des conditions non concessionnelles pour couvrir le déficit de recettes pétrolières en 2013. La diminution régulière des exportations de pétrole et des recettes budgétaires qui en découlent, comme l'indiquent les projections (à moins que de nouveaux gisements ne soient découverts), constitue un défi à moyen terme, qui nécessitera un ajustement budgétaire progressif et une diversification de l'économie.

GÉNÉRALITÉS

Évolution récente de la dette publique extérieure

- 1. La dette publique extérieure du Tchad tourne autour de 20 pour cent du PIB depuis que le pays a commencé à produire du pétrole en 2003/04.** La dette envers les institutions multilatérales et les bailleurs de fonds bilatéraux traditionnels est restée à peu près constante en valeur nominale pendant toute cette période. Le Tchad s'est tourné plutôt vers des créanciers non traditionnels (par exemple, la Libye et la Chine) et les crédits aux conditions du marché pour couvrir ses besoins de financement, notamment pour remédier à son déficit d'infrastructures.
- 2. Les autorités tchadiennes ont pris des mesures pour répondre aux préoccupations concernant la viabilité de la dette formulées dans le cadre de l'AVD qui figurait dans le rapport sur les consultations 2012 au titre de l'Article IV.** En décembre 2013, les autorités ont informé officiellement Eximbank China de leur décision d'annuler la convention-cadre de crédit signée en août 2011, qui portait sur un montant de 2 milliards de dollars (14,9 pour cent du PIB de 2013), en faisant valoir que cette convention-cadre n'avait pas force exécutoire au Tchad puisqu'elle n'avait jamais été officiellement approuvée par l'Assemblée nationale et qu'aucun décaissement n'avait eu lieu au titre de cette convention.
- 3. Selon les estimations, le ratio dette publique extérieure/PIB est passé de 20,9 pour cent en 2012 à 24,1 pour cent en 2013, en raison surtout de l'emprunt extérieur contracté aux conditions du marché sous forme d'avances sur les ventes de pétrole.** Les autorités ont signé deux accords en mai et août 2013 portant au total sur 600 millions de dollars (4,5 pour cent du PIB) avec un partenaire commercial (Glencore Energy). Ces deux prêts non concessionnels sont assortis d'un taux d'intérêt annuel de 6,9 pour cent, en sus d'une commission d'engagement de 2,75 pour cent, versée d'emblée, et sont remboursables sur deux ans (en livraisons de pétrole brut)¹.

¹ La simulation de l'AVD postule que le prêt de 600 millions de dollars est amorti sur deux ans à compter de 2014 seulement.

**Tableau 1. Tchad : Encours de la dette extérieure en fin de période, 2001-2012
(Milliards de Francs CFA)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 Est.	2012 Est.
Total	794.3	786.3	736.6	797.2	898.9	896.2	794.0	782.3	781.8	1,066.8	1,317.1	1,326.7
(pourcentage du PIB)	...	...	...	...	...	23.1	19.2	16.9	17.9	20.2	23.0	20.2
Créanciers multilatéraux	678.1	687.7	652.5	715.3	810.2	805.5	718.6	706.6	677.7	757.7	742.2	724.3
FMI	65.3	67.3	57.0	47.7	47.5	37.4	25.4	19.0	12.9	8.3	5.2	2.4
Banque mondiale/AID	380.6	398.3	394.0	444.5	507.8	486.1	453.4	422.0	402.7	439.5	422.3	415.3
Fonds/BAfD	182.8	169.8	159.9	168.5	179.8	205.8	173.7	182.4	185.5	208.7	210.2	200.9
BEI	3.9	7.9	7.3	13.0	13.0	12.4	9.9	9.8	8.7	9.4	10.0	6.8
Autres	45.5	44.4	34.2	41.6	62.0	63.8	56.2	73.4	67.9	91.8	94.4	99.0
Créanciers bilatéraux	116.2	98.6	84.1	81.9	88.8	90.7	75.4	75.7	104.1	309.1	270.6	298.4
Dette publique Club de Paris	30.2	25.8	24.0	25.2	24.3	23.2	23.6	19.2	16.6	32.0	16.1	13.0
Dette publque hors Club de Paris	86.1	72.7	60.1	56.7	64.4	67.5	51.8	56.5	87.5	277.2	254.5	285.4
dont : Chine, République populaire	28.6	25.4	22.0	13.6	15.4	13.9	-	3.5	20.4	125.1	43.8	12.9
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	96.2	144.2	164.9
Inde	-	-	-	-	-	11.3	14.8	22.7	21.4	22.9	22.3	21.0
Dette garantie par l'État											304.4	304.0

Sources : Banque mondiale; autorités tchadiennes; principaux créanciers; et estimations des services du FMI.

Le concept de dette utilisé ici comprend la dette contractée ou garantie par l'État. L'encours de la dette publique extérieure fin 2011 a été estimé par les services de la Banque mondiale et du FMI sur la base des données suivantes : l'encours établi pour fin 2010 avec le système de communication des données de la dette de la Banque mondiale, une estimation des décaissements et amortissements de 2011 établie par le bureau de gestion de la dette du Tchad, et une estimation des décaissements des prêts-projets de 2011 établie par le Ministère de l'économie et de la planification. Les données officielles relatives à l'encours de la dette extérieure sous-estiment le niveau effectif de la dette extérieure. Tout particulièrement, le registre de la dette ne fait pas état des prêts de la Chine destinés à financer les participations de l'État dans la raffinerie et dans la cimenterie de Baoré, ni d'autres dettes garanties par l'État. En outre, les décaissements des prêts-projets ne sont pris en compte qu'avec un long retard. Les deux tableaux présentés ici comportent des écarts par rapport aux estimations correspondantes des flux budgétaires et de balance des paiements, qui apparaissent comme montants résiduels dans les analyses de viabilité.

État d'avancement des initiatives d'allègement de la dette

4. Les autorités sollicitent un allègement de dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Le Tchad a atteint le point de décision PPTE en 2001, mais les efforts qu'il a déployés à diverses reprises pour atteindre le point d'achèvement ont échoué en raison de l'instabilité politique, du manque de détermination à mener à bien les réformes et de l'insuffisance des capacités d'exécution, notamment des contrôles financiers. En mai 2013, les autorités ont approuvé une nouvelle Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) pour la période 2013–15 (une note consultative conjointe des services de l'IDA et du FMI a été remise au Conseil d'administration en juillet 2013 (EBD/13/50)). En juillet 2013, la direction du FMI a approuvé un programme de référence pour la période allant d'avril à décembre 2013, dont les résultats à ce jour sont contrastés². La

² Le programme de référence a pour objectif de consolider les améliorations récentes sur le plan macroéconomique tout en faisant avancer les réformes de la gestion des finances publiques et en mettant en œuvre la nouvelle stratégie du Tchad en matière de réduction de la pauvreté. La plupart des objectifs quantitatifs pour fin juin et fin septembre 2013 ont été atteints. Cependant, l'opération d'avance sur les ventes de pétrole impliquait le

(suite)

Banque mondiale et le FMI collaborent étroitement avec les autorités à l'évaluation du respect des conditions de passage au point d'achèvement flottant de l'Initiative PPTE.

5. L'obtention d'un allègement de dette au titre de l'Initiative PPTE renforcée et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) aiderait à réduire la dette extérieure du pays de moitié (en valeur nominale). L'allègement de la dette dans le cadre de l'IADM couvrirait la totalité de l'encours de la dette due à l'IDA et au Fonds africain de développement admissible à bénéficier de l'IADM et non remboursée à la date où le pays atteint le point d'achèvement. En valeur nominale, cet allègement pourrait atteindre au total environ 850 millions de dollars et impliquerait une réduction du service de la dette d'à peu près 40 millions de dollars par an sur les vingt prochaines années³. Un rapprochement détaillé des dettes à l'aide des données les plus récentes devrait être effectué pour confirmer ces estimations et inclure l'allègement de dette qui pourrait être consenti par les autres créanciers avant que ne soit atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Évolution récente de la dette intérieure publique

6. L'encours de la dette intérieure publique a augmenté et atteignait 7,3 pour cent du PIB à la fin de 2012 (et, selon les estimations, 6,9 pour cent du PIB en 2013). Cette progression est due aux tirages sur les avances statutaires de la banque centrale, à la vente (en 2011) de plus de 100 milliards de francs CFA de bons d'épargne à cinq ans, et à un prêt de 50 milliards de francs CFA consenti par la République du Congo (en 2012). Le stock de la dette intérieure publique comprend 50,3 milliards de francs CFA d'arriérés du Trésor. En 2013, les autorités ont placé 90,2 milliards de francs CFA de bons d'épargne à cinq ans avec un coupon de 6 pour cent sur le marché régional de la CEMAC, et elles ont contracté un prêt de 15 milliards de francs CFA auprès de la Guinée équatoriale. Les arriérés du Trésor sont tombés de 50,3 milliards de francs CFA fin décembre 2012 à 42,1 milliards de francs CFA fin octobre 2013.

dépassement des plafonds fixés pour la nouvelle dette extérieure non concessionnelle contractée ou garantie par l'État et pour la nouvelle dette extérieure garantie par l'État et/ou les sociétés publiques non financières.

³ Le Tchad a atteint le point de décision de l'Initiative PPTE en mai 2001. À cette date, le montant de l'aide du FMI dans le cadre de l'initiative PPTE était estimé à 14,3 millions de DTS en VA de fin 2000. L'allègement de dette consenti par le FMI durant la période intérimaire s'élève à 8,55 millions de DTS (60 pour cent de l'allègement total au titre de l'initiative PPTE). Tout allègement restant au titre de l'initiative PPTE sera accordé par le FMI lorsque le Tchad aura atteint le point d'achèvement; il est actuellement estimé à 8,5 millions de DTS, dont 2,8 millions de DTS (intérêts courus sur le montant engagé du fonds fiduciaire RPC-PPTE) et 0,01 million de DTS (intérêts courus sur le compte général pour les opérations PPTE). Ce montant pourrait être revu au point d'achèvement sur la base de la révision éventuelle du facteur commun de réduction (FCR) au cas où l'encours de la dette au point de décision et le cadre macroéconomique correspondant seraient révisés. Le Tchad n'a pas de dette envers le FMI qui pourrait bénéficier de l'initiative IADM; par conséquent, il n'y a aucun besoin de recourir aux ressources du compte IADM-I.

Tableau 2. Tchad : Encours de la dette intérieure en fin d'année, 2006-2012

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	122.3	123.1	142.7	238.6	286.9	464.1	483.6
(pourcentage du PIB)	3.2	3.0	3.1	5.5	5.4	8.1	7.3
Avances statutaires de la Banque centrale	-	17.0	21.6	141.6	208.6	208.6	187.7
Dettes rééchelonnées	71.8	48.6	56.8	58.2	67.9	52.9	44.8
Arriérés du Trésor	24.8	26.1	41.1	25.7	3.1	56.4	50.3
Engagements juridiques	13.2	12.5	10.8	10.1	4.6	21.2	49.8
Ordres de paiement permanents	11.5	18.1	11.5	2.1	1.8	3.1	
Émission de bons d'épargne	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Bons d'épargne 2011	-	-	-	-	-	121.0	100.0
République du Congo	-	-	-	-	-	-	50.0

Source : autorités tchadiennes.

Seuils d'endettement selon le cadre de viabilité de la dette

7. D'après les seuils d'endettement définis dans le cadre de viabilité de la dette (CVD), le Tchad se classe parmi les pays les moins performants. La note attribuée au Tchad par la Banque mondiale dans le cadre de son évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN) est de 2,5 pour l'exercice 2012 (sur une échelle de 1 à 6).

Tableau 3. Seuils d'endettement public extérieur pour les pays les moins performants dans le Cadre de viabilité de la dette

Valeur actualisée de la dette extérieure en pourcentage des agrégats suivants :	
PIB	30
Exportations	100
Recettes	200
Service de la dette extérieure en pourcentage des agrégats suivants :	
Exportations	15
Recettes	18

Source : IDA Country Performance ratings de 2011 (méthodologie et résultats).

HYPOTHÈSES DE L'AVD

8. Les hypothèses sur lesquelles repose l'AVD ont été révisées par rapport à l'année écoulée de manière à prendre en compte la récente adoption d'un taux d'actualisation uniforme de 5 pour cent, l'annulation de la convention-cadre de crédit portant sur 2 milliards de dollars et la signature d'un emprunt non concessionnel de 600 millions de dollars sous la forme d'avances sur les ventes de pétrole. Selon les projections macroéconomiques actuelles pour le Tchad, le déficit de financement

pour 2014 s'établit à 260 milliards de francs CFA. Au moment de l'établissement du présent rapport, le mode de financement de ce déficit était encore incertain. Étant donné que les possibilités de financement concessionnel sont limitées et que les autorités ont à cœur d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE, une forte proportion du déficit de financement pourrait être couverte par un ajustement budgétaire, mais aucune décision n'a été prise quant à l'ampleur et la nature de cet ajustement. Dans ce contexte, et à titre d'illustration, l'AVD repose sur l'hypothèse que le déficit de financement de 2014 est couvert par des emprunts extérieurs à des conditions concessionnelles et des emprunts intérieurs, [à proportions égales]. Même si l'on peut douter que le pays puisse avoir accès à des montants élevés de financements concessionnels et intérieurs, ce scénario fixe un plafond plus réaliste à la dynamique de la dette du Tchad à moyen terme et à long terme. A priori, un recours plus important à l'ajustement budgétaire réduirait le risque de surendettement extérieur, tandis que l'inverse serait vrai en cas de recours à l'emprunt extérieur non concessionnel.

9. Production et recettes pétrolières : Les perspectives macroéconomiques à moyen et long terme du Tchad se caractérisent par un accroissement, important, mais temporaire, de la production de pétrole durant la période 2014–16, puis par une diminution progressive au cours des seize années suivantes de la période de projections (encadré 1)⁴.

- La production de pétrole devrait augmenter pour passer de 113.000 barils par jour en 2012 à environ 173.000 barils par jour en 2015–16. Ce deuxième boom pétrolier sera probablement de courte durée; les réserves prouvées des nouveaux gisements sont beaucoup plus petites que celles du bassin initial de Doba et seront aussi, selon toute vraisemblance, presque épuisées aux environs de 2030. Les projections indiquent donc que la production et les exportations de pétrole diminueront régulièrement pour atteindre des niveaux négligeables après 2030. Naturellement, de nouvelles activités d'exploration pétrolière pourraient changer la donne.
- Le pétrole tchadien se négocie⁵ en dessous du prix de référence des PEM, en raison de sa qualité et des coûts de transport. Par hypothèse, à moyen terme (horizon à cinq ans), le prix du pétrole tchadien devrait tomber de 102,8 dollars le baril (tous rabais compris) en 2013 à environ 83,6 dollars le baril en 2017–18, suivant la tendance indiquée par les projections des

⁴ La production de pétrole au gisement de Doba (exploité par le consortium dirigé par Exxon), qui a commencé en 2003, a culminé à 63 millions de barils en 2005 et, si aucun nouveau gisement n'est découvert, va diminuer jusqu'à devenir, selon les projections, négligeable après 2030. En 2011, la production a commencé à un deuxième gisement, celui de Bongor, exploité par la CNPC (et dont la taille est environ un tiers de celle du gisement de Doba). À l'heure actuelle, le gisement de Bongor produit du pétrole brut au rythme d'environ 15 000 barils par jour, qui alimentent la raffinerie, ce qui permet au pays de remplacer presque complètement les importations de produits pétroliers. Les exportations de pétrole brut de Bongor devaient commencer en 2014 et atteindre 65 000 barils par jour en 2015. La production par un autre exploitant de plus petite taille (Caracal, anciennement Griffiths) a démarré fin 2013 et devrait culminer à 40 000 barils par jour en 2015.

⁵ Ce rabais est resté assez constant (environ 6,50 dollars) jusqu'à une date récente, lorsqu'il est tombé à environ 2,50 dollars en raison de la perturbation des exportations de pétrole en provenance du Soudan du Sud, qui a eu pour effet d'accroître la demande de pétrole tchadien (de qualité très voisine). Ce rabais devrait retrouver son niveau normal à court terme.

PEM du FMI. À partir de 2019, le prix en dollars augmenterait de 3 pour cent par an (conformément à l'hypothèse sur laquelle se fondent les projections à long terme du FMI pour les autres pays d'Afrique subsaharienne).

10. Politique budgétaire : L'analyse pose comme hypothèse que le Tchad procède de façon soutenue à un ajustement budgétaire pendant toute la période de projection, qui débouche sur l'ère post-pétrolière, le déficit primaire hors pétrole passant d'environ 16 pour cent du PIB hors pétrole en 2014 à 12 pour cent en 2018. L'augmentation de la production de pétrole devrait contribuer à maintenir les recettes pétrolières au-dessus de 15 pour cent du PIB hors pétrole jusqu'en 2016. À plus long terme, l'hypothèse est que la diminution progressive des recettes pétrolières sera compensée par une baisse régulière des dépenses primaires totales de l'État, qui passeraient de 30,4 pour cent du PIB hors pétrole en 2013 à 21,6 pour cent en 2033, et que le solde primaire sera progressivement ajusté pour devenir légèrement déficitaire, de 0,3 pour cent du PIB hors pétrole, en 2033. Ce résultat sera atteint essentiellement grâce à i) la hausse des recettes hors pétrole (qui passeraient d'environ 8,5 pour cent du PIB hors pétrole actuellement à environ 17 pour cent en 2033); ii) la réduction des dépenses totales d'investissement, qui passeraient de plus de 14 pour cent du PIB hors pétrole à moins de 10 pour cent; et iii) la réduction des dépenses ordinaires, notamment par la rationalisation des transferts de sécurité exceptionnels et des subventions aux entreprises publiques (qui actuellement absorbent ensemble environ 6,5 pour cent du PIB hors pétrole).

11. L'AVD est effectuée sur la base d'un scénario de référence (politiques en vigueur) qui prend en compte l'intention déclarée des autorités de poursuivre leurs efforts de rééquilibrage budgétaire, tout en maintenant les dépenses prioritaires et en procédant à des investissements adéquats dans les infrastructures physiques pour préparer le pays à la fin de l'ère pétrolière. Le scénario de référence est conforme au cadre budgétaire à moyen terme présenté dans le rapport des services du FMI pour les consultations de 2013 au titre de l'article IV, mais il repose sur l'hypothèse que le déficit de financement projeté pour 2014 est financé par des emprunts concessionnels extérieurs et des emprunts intérieurs. Cela dit, en 2013, en raison de l'opération Glencore, 81 pour cent des nouveaux emprunts extérieurs seront contractés aux conditions du marché. Par hypothèse, les emprunts aux conditions du marché tombent à 0 pour cent des nouveaux emprunts extérieurs à partir de 2014 et le plan de financement table sur la répartition suivante des emprunts bruts : 52 pour cent pour les emprunts multilatéraux et 48 pour cent pour les emprunts bilatéraux. En conséquence, l'élément de libéralité s'améliore rapidement en 2014-15 et s'établit en moyenne à 34-35 pour cent à moyen et long terme.

Encadré 1. Hypothèses macroéconomiques, 2013–2033

Scénario de référence :

La croissance du PIB réel est tirée par une forte augmentation de la production de pétrole au cours des trois prochaines années, suivie d'une diminution régulière au cours des dix-sept années suivantes. Une augmentation modérée des investissements financés par l'étranger (voir ci-dessous) rehausse la croissance du PIB hors pétrole à moyen terme (6,5 pour cent en 2014–18). Au-delà, la croissance du PIB hors pétrole se stabilise autour de 4,6 pour cent à long terme. L'inflation se stabilise à 3 pour cent, ce qui est conforme aux critères de convergence de la CEMAC. Le compte extérieur courant restera déficitaire pendant toute la période de prévision, mais le déficit diminuera légèrement en 2014–16 sous l'effet de l'augmentation des exportations de pétrole et de la baisse des importations rendue possible par la mise en exploitation des nouveaux gisements et de la raffinerie de pétrole, qui permettra la substitution des importations de produits pétroliers. Avec la diminution des exportations pétrolières à long terme, le déficit du compte extérieur courant augmente.

Les perspectives budgétaires sont caractérisées par une hausse temporaire des recettes pétrolières à moyen terme et leur baisse à long terme. Les autorités ramènent le déficit primaire hors pétrole à 12 pour cent du PIB hors pétrole en 2018. À moyen et long terme, les autorités procèdent à un ajustement en accentuant l'effort du côté des recettes non pétrolières, en rationalisant les dépenses exceptionnelles de sécurité et les subventions aux entreprises publiques, tout en maintenant un niveau suffisamment élevé d'investissement et de dépenses sociales afin d'assurer une croissance régulière de l'économie et la réduction de la pauvreté.

Financement extérieur : Les prêts-projets passent de 1,4 pour cent du PIB hors pétrole en 2013 à 2,5 pour cent entre 2015 et 2019, puis retombent à 2,1 pour cent à long terme. Les dons-projets passent de 2,4 pour cent du PIB hors pétrole en 2013 à 2,6 pour cent sur toute la période de prévision. Ces hypothèses reposent sur les moyennes historiques : 60 pour cent en dons et 40 pour cent en prêts des créanciers officiels multilatéraux et bilatéraux. Le scénario de référence ne tient pas compte de l'allègement de dette au titre de l'initiative PPTTE et de l'IADM auquel le Tchad peut prétendre.

Les hypothèses de financement intérieur incluent le remboursement des avances statutaires de la BEAC d'ici à 2015, la non-accumulation d'arriérés intérieurs et l'émission limitée de titres de créances intérieurs à partir de 2015.

Tableau. Tchad : projections à moyen terme

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moy. 2013–18	Moy. 2019–3
Croissance du PIB réel (pourcentage annuel)	3.6	10.8	7.3	4.7	3.6	3.3	5.6	3.6
Secteur pétrolier	-4.0	37.0	17.6	3.2	-3.1	-5.3	7.6	-6.6
Hors secteur pétrolier	5.0	6.5	5.1	5.1	5.1	5.2	5.3	4.6
Inflation des prix à la consommation (pourcentage annuel)	0.4	3.8	3.0	3.0	3.0	3.0	2.7	3.0
Solde extérieur courant (pourcentage du PIB)	-8.8	-6.5	-6.8	-5.9	-6.5	-6.1	-6.8	-4.9
Recettes et dons publics	25.6	28.7	30.4	28.3	26.6	24.5	27.4	21.1
<i>dont</i> : recettes pétrolières	14.6	17.2	18.7	16.1	14.0	11.5	15.3	4.7
<i>dont</i> : dons	2.5	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
Recettes publiques (base engagements)	31.5	29.6	29.9	29.2	28.0	27.9	29.4	23.3
Solde budgétaire global (dons inclus; base caisse)	-6.0	-2.0	0.6	-0.8	-1.4	-3.3	-2.1	-1.8
Solde primaire hors pétrole (dons non inclus; base engagements)	-18.2	-16.1	-15.1	-14.0	-12.5	-12.0	-14.6	-4.2
Solde primaire standard hors pétrole (base engagements)	-19.5	-17.0	-17.6	-16.5	-15.0	-14.5	-16.7	-6.3
<i>Postes pour mémoire :</i>								
Dépôts de l'État (pourcentage du PIB hors pétrole)	5.9	5.4	5.2	5.7	5.8	4.8	5.5	7.5
Prix du pétrole brut tchadien (dollars EU le baril)	103.4	98.2	93.5	87.8	84.9	82.3	91.7	96.4

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

AVD DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Scénario de référence (fondé sur les politiques actuelles)

12. L'évolution de la dette extérieure correspond à un volume raisonnable de prêts-projets et de soutien budgétaire consentis par les bailleurs de fonds traditionnels et non traditionnels. Il n'y a pas de dette privée extérieure au Tchad. À compter de 2014, les nouveaux emprunts sont contractés essentiellement à des conditions concessionnelles auprès de créanciers officiels du Club de Paris (20 pour cent) et de créanciers officiels hors Club de Paris (28 pour cent), ainsi qu'auprès de sources multilatérales (52 pour cent). Le degré moyen de concessionnalité des nouveaux emprunts (si l'on suppose que le taux d'actualisation est de 5 pour cent) devrait donc se rapprocher de 34–35 pour cent et s'y maintenir pendant toute la période de projection (graphique 1a).

13. La comparaison entre le scénario de référence actuel et le scénario de référence qui figurait dans l'AVD de 2012 révèle des différences qui tiennent au changement sensible intervenu dans la politique d'emprunt du Tchad (graphiques 5–7). Ce changement s'explique principalement par l'annulation d'une convention-cadre de crédit.

14. Dans le scénario de référence, tous les indicateurs d'endettement extérieur sauf un restent en dessous de leur seuil critique, ce qui dénote un risque élevé de surendettement extérieur. La valeur actuelle de la dette contractée et garantie par l'État tombe en dessous de 15 pour cent du PIB à compter de 2015 et reste bien inférieure au seuil équivalent à 30 pour cent du PIB jusqu'à la fin de la période de projection (graphique 1). Compte tenu de la diminution progressive des exportations de pétrole indiquée par les projections au-delà de l'horizon 2013–16, la VA de la dette devrait s'accroître par rapport aux exportations et, selon les projections, dépasser le seuil critique à partir de 2020 environ. La VA de la dette par rapport aux recettes et par rapport au PIB devrait rester inférieure aux seuils correspondants jusqu'à la fin de la période de projection. C'est également le cas pour le service de la dette exprimé en pourcentage des recettes et des exportations⁶.

Tests de résistance

15. Dans le scénario intégrant des chocs et postulant par ailleurs le maintien des variables macroéconomiques à leur valeur moyenne sur dix ans, les indicateurs d'endettement ne dépassent pas les seuils au-delà desquels la dette n'est plus viable. Cependant, les indicateurs d'endettement extérieur du Tchad sont extrêmement sensibles à un choc négatif sur les exportations (par exemple, une

⁶ Selon un autre scénario, dans lequel les autorités continuent d'avoir recours en partie (pour environ 45 pour cent du montant brut des emprunts extérieurs) à des prêts non concessionnels, tous les indicateurs de la dette extérieure sauf deux dépassent leurs seuils de viabilité respectifs. Le ratio service de la dette/recettes dépasse le seuil critique à partir de 2015 et se maintient au-dessus de ce seuil jusqu'à la fin de la décennie 2010–20. Tant le ratio VA de la dette/exportations que le ratio service de la dette/exportations dépassent les seuils critiques à partir de 2018–20 et restent au-dessus de ces seuils jusqu'à la fin de la période de projection. La VA de la dette par rapport aux recettes et par rapport au PIB devrait rester inférieure aux seuils correspondants jusqu'à la fin de la période de projection.

évolution défavorable des cours du pétrole). Si l'on considère l'ensemble des seuils indicatifs de la charge de la dette, le choc le plus extrême est constitué par un freinage de la croissance des exportations en 2014-15 (proportionnel à une chute de deux écarts types des prix du pétrole) : la dette se trouverait sur une trajectoire aboutissant au dépassement de tous les seuils indicatifs de la charge de la dette. Ce résultat fait clairement ressortir la nécessité d'une plus grande diversification de l'économie.

AVD DE LA DETTE PUBLIQUE

16. La prise en compte de la dette intérieure dans l'analyse ne modifie pas fondamentalement l'évaluation de la viabilité de la dette du Tchad. Compte tenu du montant modéré de la dette intérieure du Tchad, de l'ajustement du solde primaire hors pétrole prévu dans le scénario de référence et des recettes pétrolières anticipées, les indicateurs de la dette publique sont déterminés essentiellement par la composante extérieure de la dette. La composante intérieure de la dette tomberait de 7,3 pour cent du PIB en 2012 à 2,4 pour cent du PIB en 2018, mais augmenterait de façon continue par la suite jusqu'à atteindre environ 6,7 pour cent du PIB en 2033. Globalement, l'encours de la dette publique descend à environ 25 pour cent du PIB en 2017 avant de remonter de façon continue pour se stabiliser autour de 33 pour cent du PIB en 2031-33.

17. Bien que l'encours de la dette soit donc relativement faible, les tests standards de résistance font apparaître des risques importants pour la viabilité de la dette. En particulier, compte tenu de la base relativement restreinte que constitue une économie fortement tributaire des secteurs très volatils du pétrole et de l'agriculture, une évolution temporairement défavorable de la croissance du PIB réel en 2014-2015 compromettrait lourdement la viabilité de la dette publique (choc le plus extrême du graphique 2 et test paramétré B1 du tableau 2a).

POINT DE VUE DES AUTORITÉS

18. Les autorités estiment que la perspective d'une amélioration des recettes pétrolières et l'obtention d'un allègement de dette au titre de l'initiative PPTTE allégeraient considérablement les craintes concernant la viabilité de la dette. Elles reconnaissent que la viabilité de la dette peut susciter des préoccupations et elles soulignent la décision récente d'annuler la convention-cadre de crédit signée avec Eximbank China, qui témoigne selon elles de l'importance qu'elles attachent à cette question et à la nécessité d'obtenir des financements concessionnels à long terme. Pour ce qui est de ces financements, elles notent que l'opération de prêt conclue récemment avec Glencore Energy était une mesure extraordinaire, qui a été prise en réaction à un choc temporaire pour assurer le financement intégral de l'enveloppe budgétaire existante et qui n'a pas alourdi les dépenses budgétaires. Elles considèrent que les projections des services du FMI et de la Banque mondiale concernant les recettes pétrolières sont trop minimalistes en faisant valoir que des activités d'exploration sont en cours et que de nouvelles campagnes d'exploration pourraient être lancées après l'achèvement prochain de l'étude géologique. Elles insistent sur l'importance d'obtenir un allègement de dette afin de créer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour réaliser des dépenses de développement additionnelles (y compris des dépenses financées par

l'étranger). Enfin, elles estiment que les réformes en cours se traduiront par l'amélioration du score EPIN et un relèvement correspondant des seuils pour l'endettement extérieur.

RISQUE DE SURENDETTEMENT ET CONCLUSIONS

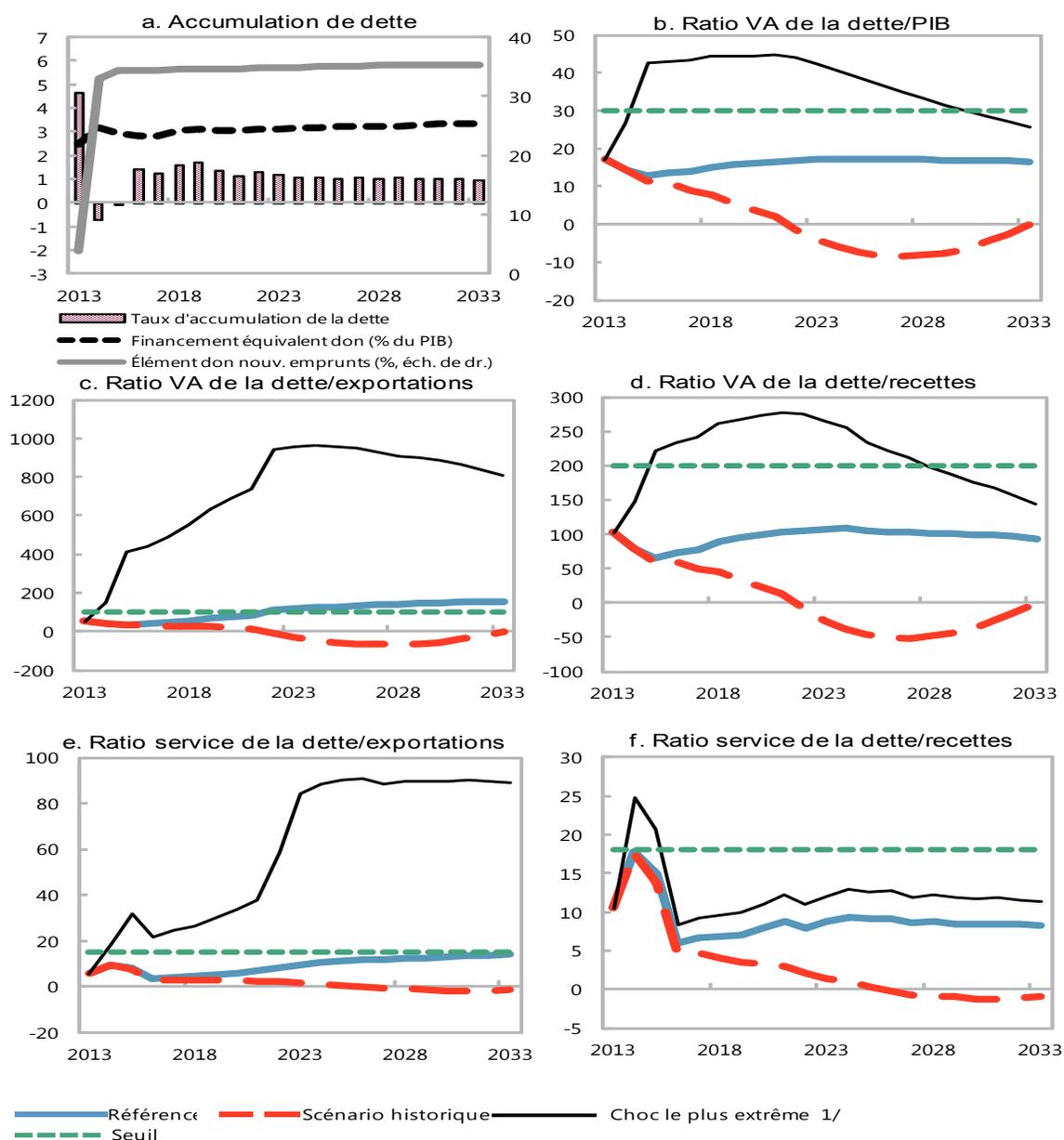
19. D'après l'évaluation des services du FMI et de la Banque mondiale, malgré l'amélioration de la production de pétrole et des perspectives de recettes au cours des quelques années à venir, le Tchad est exposé à un risque élevé de surendettement. Cette situation s'explique par le fait que les exportations et les recettes pétrolières diminueront fortement à moyen et à long terme. La décision prise par les autorités d'annuler la convention-cadre de crédit non concessionnel avec Eximbank China portant sur 2 milliards de dollars améliorerait sensiblement la classification du Tchad comme pays risquant le surendettement par rapport à l'AVD effectuée à l'occasion des consultations de 2012 au titre de l'Article IV, mais le Tchad n'en resterait pas moins exposé à un risque élevé de surendettement, et ce malgré un ajustement soutenu des finances publiques, à moins d'adopter une politique prudente en matière d'emprunts extérieurs. Un ajustement soutenu des finances publiques est une condition nécessaire mais non suffisante pour réduire le plus possible le risque de surendettement. Étant donné que les recettes pétrolières sont épuisables et volatiles, l'ajustement des finances publiques doit être accompagné d'une politique prudente en matière d'emprunts extérieurs et de la poursuite de la diversification de l'économie.

20. La réalisation de progrès sur la voie du point d'achèvement de l'initiative PPTE (notamment l'amélioration du score EPIN) réduirait considérablement le risque de surendettement du Tchad.

Outre la poursuite du rééquilibrage budgétaire et une politique prudente en matière d'emprunts extérieurs, des réformes des institutions et de la gouvernance ouvrirait la voie à un allègement de dette au titre de l'initiative PPTE et élargiraient l'accès aux sources de financement concessionnel, ce qui réduirait la vulnérabilité du pays du point de vue de l'endettement.

Scénario de référence

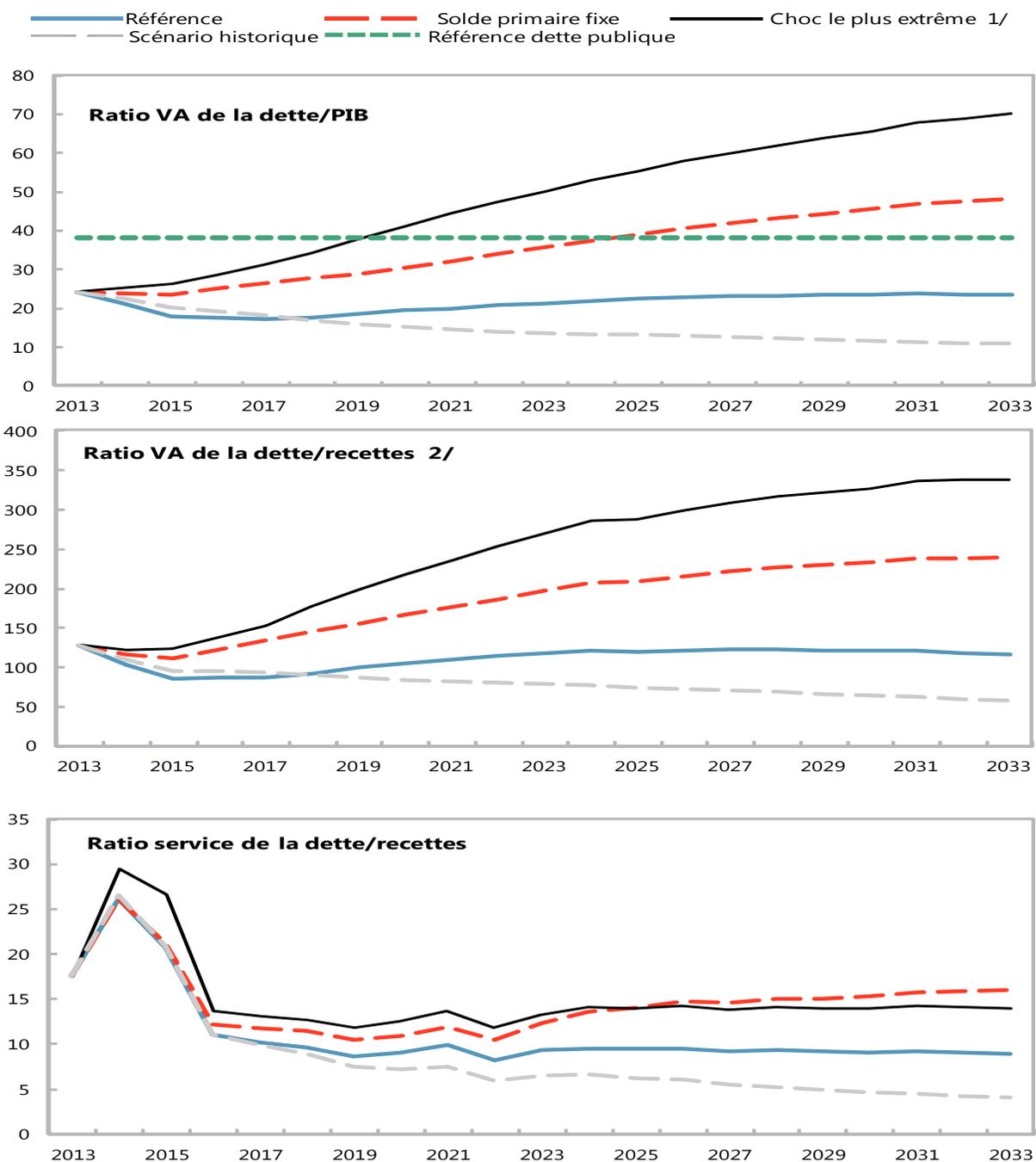
Graphique 1. Tchad : Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2013-2033 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2023 ou avant. Sur les graphiques b., c., d. et e., il correspond à un choc sur les exportations; sur le graphique e., à une dépréciation ponctuelle.

Graphique 2. Tchad : Indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2013-2033 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

1/ Le test le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2023 ou avant.

2/ Les recettes s'entendent donc compris.

Scénario de référence

Tableau 1a. Tchad : Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2010-2033

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Moyenne ^{5/}	Écart type ^{5/}	Estimation					Projections			
	2010	2011	2012			2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 2013-18	2023	2033
Dette du secteur public 1/	25.6	31.1	28.0			31.1	27.6	24.6	24.6	24.7	25.6		30.3	32.4
dont : libellée en devises	20.2	23.0	20.9			24.1	20.9	19.7	20.7	21.6	23.2		26.2	25.7
Variation de la dette du secteur public	2.6	5.5	-3.2			3.1	-3.4	-3.0	0.0	0.1	1.0		0.6	-0.3
Flux générateurs d'endettement identifiés	1.5	-4.4	-4.4			2.4	-4.3	-3.1	-0.5	0.0	1.8		-0.1	-0.9
Déficit primaire	4.0	-2.8	-1.5	0.7	4.2	3.0	-0.6	-1.0	0.1	0.5	2.1	0.7	0.9	0.5
Recettes et dons	20.2	24.8	23.4			19.0	20.4	21.1	20.3	19.9	19.0		18.1	20.2
<i>dont : dons</i>	1.3	1.6	2.5			2.3	2.2	1.8	1.8	1.9	2.0		2.2	2.5
Dépenses primaires (hors intérêts)	24.3	22.0	22.0			22.0	19.7	20.0	20.3	20.4	21.1		19.0	20.7
Dynamique automatique de la dette	-2.3	-1.6	-2.9			-0.2	-3.4	-2.0	-0.6	-0.5	-0.3		-1.0	-1.4
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-4.5	-0.7	-4.6			1.4	-2.3	-1.4	0.1	0.2	0.3		-1.0	-1.4
<i>dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen</i>	-1.8	-0.7	-2.0			2.4	0.7	0.5	1.2	1.0	1.1		0.0	0.0
<i>dont : contribution de la croissance du PIB réel</i>	-2.8	0.0	-2.5			-1.0	-3.0	-1.9	-1.1	-0.9	-0.8		-1.0	-1.3
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	2.2	-0.9	1.7			-1.6	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7	-0.6		...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-0.2	0.0	0.0			-0.4	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Produit des privatisations (négatif)	-0.2	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0			-0.4	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Résiduel, y compris variations des actifs	1.1	9.8	1.3			0.7	0.9	0.1	0.5	0.1	-0.8		0.7	0.6
Autres indicateurs de viabilité														
VA de la dette du secteur public	...	...	20.5			24.1	20.9	17.7	17.3	17.1	17.5		21.1	23.2
dont : libellée en devises	...	...	13.5			17.1	14.2	12.7	13.4	14.0	15.0		17.1	16.6
dont : extérieure	...	...	13.5			17.1	14.2	12.7	13.4	14.0	15.0		17.1	16.6
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du sect public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
Besoin de financement brut 2/	4.6	-1.9	0.9			6.3	4.7	3.3	2.3	2.5	3.9		2.5	2.3
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (en %)	...	...	87.5			126.9	102.7	84.1	85.4	85.8	91.8		116.9	115.0
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (en %)	...	...	98.1			144.0	115.4	91.8	93.9	94.9	102.5		133.2	130.9
dont : extérieure 3/	...	...	64.5			102.5	78.1	66.0	72.8	77.8	88.2		107.4	93.3
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 4/	2.9	3.6	10.2			17.5	26.1	20.7	11.0	10.2	9.6		9.2	8.9
Ratio service de la dette/recettes (en %) 4/	3.1	3.9	11.4			19.9	29.3	22.6	12.1	11.3	10.7		10.5	10.1
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	1.4	-8.3	1.7			-0.1	2.8	1.9	0.1	0.4	1.1		0.3	0.7
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires														
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	13.5	0.1	8.9	9.0	10.0	3.6	10.8	7.3	4.7	3.6	3.3	5.6	3.3	4.2
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	1.0	2.2	3.3	1.4	0.8	2.9	2.2	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2	1.9	1.9
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	...	...	-0.7	-0.7	...	7.8	3.1	2.8	5.8	4.7	4.9	4.9	3.3	2.7
Dépréciation du taux de change réel (en %, + indique une dépréciation)	15.9	-4.4	8.7	-4.4	14.7	-7.3	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	6.4	8.6	5.4	6.6	8.3	-2.9	3.5	1.9	-1.2	-0.4	-0.8	0.0	2.4	2.7
Croissance des dépenses primaires réelles (corrignée du déflateur du f)	0.1	-0.1	0.1	0.1	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage)	...	...	...	...	...	4.0	32.9	34.3	34.3	34.4	34.5	29.1	34.8	35.3

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services des deux institutions.

1/ Dette brute de l'administration centrale, y compris la dette extérieure garantie.

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Les recettes excluent les dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

5/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve que les données soient disponibles.

Scénario de référence

Tableau 2a. Tchad : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2013-2033

	Projections							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	2033
Ratio VA de la dette/PIB								
Scénario de référence	24	21	18	17	17	17	21	23
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	24	22	20	19	18	17	14	11
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013	24	24	23	25	26	27	36	48
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	24	22	19	20	21	24	42	98
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	24	25	26	29	31	34	50	70
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	24	25	26	25	25	25	29	28
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	24	25	25	26	27	28	37	47
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014	24	27	23	22	21	21	23	24
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014	24	28	25	24	24	24	27	28
Ratio VA de la dette/recettes 2/								
Scénario de référence	127	103	84	85	86	92	117	115
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	127	109	94	95	92	89	79	57
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013	127	116	110	123	133	145	197	238
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	127	106	91	99	107	123	223	456
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	127	121	122	138	153	176	269	337
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	127	123	123	125	126	134	158	140
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	127	121	117	126	133	148	205	230
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014	127	133	108	107	106	111	129	120
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014	127	139	117	119	120	127	151	136
Ratio service de la dette/recettes 2/								
Baseline	18	26	21	11	10	10	9	9
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	18	26	21	11	10	9	6	4
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013	18	26	21	12	12	11	12	16
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	18	27	22	12	11	11	14	26
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	18	29	25	14	14	13	15	22
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	18	26	21	13	12	11	12	11
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	18	28	23	13	12	12	13	16
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014	18	29	27	14	13	13	13	14
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014	18	26	22	13	11	11	12	11

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services des deux institutions.

1/ Suppose que la croissance du PIB réel est à son niveau de référence moins un écart-type, divisé par la racine carrée de la durée de la période de projection.

2/ Les recettes incluent les dons.

Scénario de référence

Tableau 3a. Tchad : Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2010-2033 1/
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Moyenne ^{6/} historique	Écart type ^{6/}	Projections						Moyenne 2013-2018	2023	2033	Moyenne Average	
	2010	2011	2012			2013	2014	2015	2016	2017	2018					
Dette extérieure (nominale) 1/	20.2	23.0	20.9			24.1	20.9	19.7	20.7	21.6	23.2		26.2	25.7		
dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)	20.2	23.0	20.9			24.1	20.9	19.7	20.7	21.6	23.2		26.2	25.7		
Variation de la dette extérieure	2.6	2.8	-2.1			3.2	-3.3	-1.2	1.1	0.9	1.6		0.3	-0.3		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	3.7	0.8	4.4			4.0	-0.7	0.9	0.7	3.0	2.7		5.8	-0.7		
Déficit extérieur courant hors intérêts	8.8	5.2	7.7	7.0	14.7	8.2	6.0	6.5	5.6	6.0	5.6		7.3	0.5	4.4	
Déficit de la balance des biens et services	11.3	7.3	10.2			9.8	7.6	7.4	6.9	6.0	6.2		9.3	4.2		
Exportations	37.9	40.7	36.8			32.5	34.6	34.7	32.6	29.5	26.7		14.7	10.6		
Importations	49.1	48.0	47.0			42.3	42.2	42.1	39.4	35.5	32.9		24.0	14.8		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-5.6	-4.3	-4.2	-4.9	1.5	-4.9	-4.1	-3.3	-3.3	-3.4	-3.5		-3.4	-3.3	-3.4	
dont : officiels	-0.4	-0.3	-0.9			-1.4	-1.2	-0.9	-0.9	-1.0	-1.0		-1.1	-1.3		
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	3.2	2.2	1.6			3.3	2.5	2.3	2.0	3.4	2.9		1.5	-0.4		
IDE nets (négatifs = entrées)	-2.9	-2.3	-2.7	-5.7	8.4	-4.0	-4.9	-4.5	-4.4	-2.8	-2.7		-1.2	-0.6	-0.8	
Dynamique endogène de la dette 2/	-2.2	-2.1	-0.6			-0.1	-1.8	-1.0	-0.5	-0.3	-0.3		-0.3	-0.6		
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.1	0.4	0.7			0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4		0.5	0.5		
Contribution de la croissance du PIB réel	-2.1	0.0	-1.9			-0.7	-2.2	-1.4	-0.9	-0.7	-0.7		-0.8	-1.0		
Contribution des variations de prix et de taux de change	-0.2	-2.5	0.6			-0.8	-2.6	-2.1	0.4	-2.1	-1.1		-5.5	0.4		
Résiduel (3-4) 3/	-1.1	1.9	-6.5			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0		
dont : financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0		
VA de la dette extérieure 4/	...	...	13.5			17.1	14.2	12.7	13.4	14.0	15.0		17.1	16.6	
En pourcentage des exportations	...	...	36.6			52.8	41.0	36.7	41.2	47.4	56.3		115.7	157.0	
VA de la dette extérieure CGE	...	...	13.5			17.1	14.2	12.7	13.4	14.0	15.0		17.1	16.6	
En pourcentage des exportations	...	...	36.6			52.8	41.0	36.7	41.2	47.4	56.3		115.7	157.0	
En pourcentage des recettes publiques	...	...	64.5			102.5	78.1	66.0	72.8	77.8	88.2		107.4	93.3	
Ratio service de la dette/exportations (en pourcentage)	1.5	2.2	3.2			5.4	9.4	8.3	3.4	4.0	4.4		9.4	13.8		
Ratio service de la dette CGE/exportations (en pourcentage)	1.5	2.2	3.2			5.4	9.4	8.3	3.4	4.0	4.4		9.4	13.8		
Ratio service de la dette CGE/recettes (en pourcentage)	3.1	3.9	5.7			10.5	17.8	14.9	6.0	6.6	6.9		8.7	8.2		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	0.7	0.5	0.8			0.8	0.7	0.9	0.4	0.9	0.8		2.0	0.7		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	6.2	2.5	9.7			5.0	9.3	7.7	4.5	5.2	4.0		7.0	0.8		
Principales hypothèses macroéconomiques																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	13.5	0.1	8.9	9.0	10.0	3.6	10.8	7.3	4.7	3.6	3.3	5.6	3.3	4.2	3.6	
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	1.4	13.9	-2.6	10.2	11.9	0.4	7.2	3.6	0.6	1.4	0.7	2.3	2.4	2.7	2.5	
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 5/	1.0	2.2	3.3	1.4	0.8	2.9	2.2	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2	1.9	1.9	1.9	
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	23.3	22.3	-4.1	49.6	84.7	-8.2	26.7	11.3	-1.0	-5.0	-5.9	3.0	0.3	4.6	0.0	
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	18.1	11.3	3.8	13.0	23.8	-6.4	18.6	10.7	-1.2	-5.5	-3.5	2.1	-0.3	3.8	0.7	
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	...	...	4.0	32.9	34.3	34.3	34.4	34.5	29.1	34.8	35.3	35.0
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	18.9	23.2	20.9			16.7	18.1	19.3	18.5	18.0	17.0		15.9	17.8	16.6	
Flux d'aide (en milliards de dollars) 7/	0.3	0.3	0.5			0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7		1.0	1.9		
dont : dons	0.1	0.2	0.3			0.3	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4		0.6	1.2		
dont : prêts concessionnels	0.1	0.1	0.1			0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3		0.4	0.7		
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 8/	...	...	...			2.5	3.2	2.9	2.8	2.8	3.1		3.1	3.3	3.2
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 8/	...	...	...			31.8	62.5	56.8	60.2	61.9	59.9		64.6	67.7	65.3
<i>Pour mémoire :</i>																
PIB nominal (milliards de dollars EU)	10.7	12.2	12.9			13.4	15.9	17.7	18.7	19.6	20.4		26.9	50.0		
Croissance du PIB nominal en dollars	15.1	14.0	6.0			4.0	18.8	11.2	5.3	5.1	4.0	8.1	5.8	7.0	6.2	
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	1.8			2.4	2.3	2.3	2.5	2.8	3.1		4.6	8.3	
(VA - VA-1)/PIB-1 (en pourcentage)	...	...	...			4.6	-0.7	0.0	1.4	1.2	1.6	1.4	1.2	1.0	1.1
Envois de fonds bruts des travailleurs (milliards de dollars EU)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
VA de la dette extérieure CGE (en % du PIB + envois de fonds)	...	...	13.5			17.1	14.2	12.7	13.4	14.0	15.0		17.1	16.6	
VA de la dette extérieure CGE (en % des exportations+envois de fonds)	...	...	36.6			52.8	41.0	36.7	41.2	47.4	56.3		115.7	157.0	
Service de la dette extérieure CGE (en % des exportations+envois de fonds)	...	...	3.2			5.4	9.4	8.3	3.4	4.0	4.4		9.4	13.8	

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services des deux institutions.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - \rho(1+g)] / (1+g + \rho + g \rho)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et ρ = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve que les données soient disponibles.

7/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

8/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

Scénario de référence

Tableau 3b. Tchad : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2013-2033
(en pourcentage)

	Projections							2033
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	
Ratio VA de la dette/PIB								
Scénario de référence	17	14	13	13	14	15	17	17
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/	17	14	11	11	9	8	-4	0
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-33 2/	17	16	15	16	18	20	25	30
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015	17	16	16	16	17	18	21	20
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 3/	17	27	43	43	43	44	42	26
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	17	16	15	16	16	17	20	19
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 4/	17	20	24	24	25	26	26	20
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	17	23	29	30	30	31	32	23
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/	17	20	18	19	20	21	24	23
Ratio VA de la dette/exportations								
Scénario de référence	53	41	37	41	47	56	116	157
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/	53	41	33	33	30	29	-27	-2
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-33 2/	53	45	43	51	60	73	171	283
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015	53	41	37	42	48	57	117	158
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 3/	53	151	411	441	491	556	957	809
B3. Déflateur du PIB en \$ à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	53	41	37	42	48	57	117	158
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 4/	53	59	69	75	84	97	179	189
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	53	72	92	100	112	129	234	239
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/	53	41	37	42	48	57	117	158
Ratio VA de la dette/recettes								
Scénario de référence	103	78	66	73	78	88	107	93
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/	103	78	59	59	49	45	-25	-1
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-33 2/	103	86	78	89	98	115	159	168
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015	103	88	81	89	95	108	131	114
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 3/	103	148	221	233	241	260	266	144
B3. Déflateur du PIB en \$ à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	103	86	77	84	90	102	124	108
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 4/	103	113	123	132	138	152	166	112
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	103	127	151	162	169	185	199	130
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/	103	109	92	102	109	123	150	130

Scénario de référence

Tableau 3b. Tchad : Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2013-2033 (suite et fin)
(en pourcentage)

	Projections							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	2033
Ratio service de la dette/exportations								
Scénario de référence	5	9	8	3	4	4	9	14
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/	5	9	8	3	3	3	2	-2
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-33 2/	5	9	6	6	6	7	10	20
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015	5	9	8	3	4	4	9	14
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 3/	5	18	32	21	24	26	84	89
B3. Déflateur du PIB en \$ à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	5	9	8	3	4	4	9	14
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 4/	5	9	9	5	5	6	15	19
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	5	11	11	6	7	7	20	24
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/	5	9	8	3	4	4	9	14
Ratio service de la dette/recettes								
Scénario de référence	10	18	15	6	7	7	9	8
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/	10	18	14	5	5	4	1	-1
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-33 2/	10	18	10	10	11	11	9	12
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015	10	20	18	7	8	8	11	10
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 3/	10	18	17	11	12	12	23	16
B3. Déflateur du PIB en \$ à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-15	10	19	17	7	8	8	10	9
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-15 4/	10	18	16	8	9	9	14	11
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	10	20	18	9	10	10	17	13
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/	10	25	21	8	9	10	12	11
<i>Pour mémoire :</i>								
Élément don supposé du financement résiduel (c-à-d en sus du scénario de référence) 6/	26	26	26	26	26	26	26	26

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services des deux institutions.

- 1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs
- 2/ On suppose que le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est de 2 points de pourcentage supérieur à celui retenu dans le scénario de référence, et que le différé d'amortissement et les échéances sont les mêmes que dans ce scénario.
- 3/ Par hypothèse, la valeur des exportations reste en permanence au niveau plus faible, mais le solde extérieur courant, en pourcentage du PIB, retourne à son niveau de référence après le choc (ce qui laisse implicitement supposer un ajustement compensatoire du niveau des importations).
- 4/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.
- 5/ Par dépréciation, on entend une baisse en pourcentage du taux dollar/monnaie nationale qui ne dépasse jamais 100%.
- 6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (conditions moins favorables), où les conditions de tous les nouveaux financements sont celles qui sont précisées à la note 2.



TCHAD

7 février 2014

**RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2013
AU TITRE DE L'ARTICLE IV ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS
ENREGISTRÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE —
ANNEXE D'INFORMATION**

Préparé par

Département Afrique
(en collaboration avec d'autres départements)

TABLE DES MATIÈRES

RELATIONS AVEC LE FMI	2
MATRICE DU PLAN D'ACTION CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI (JMAP)	6
QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE	8

RELATIONS AVEC LE FMI

Au 31 décembre 2013

Statut :	Date d'admission : 10 juillet 1963	
Compte des ressources générales :	Millions de DTS	% quote-part
Quote-part	66,60	100,00
Avoir du FMI en monnaie nationale	63,67	95,60
Position de réserve au FMI	2,93	4,40
Département des DTS :	Millions de DTS	% allocation
Allocation cumulative nette	53,62	100,00
Avoirs	0,06	0,11
Encours des avoirs et des prêts :	Millions de DTS	% quote-part
Accords au titre de la FEC	1,26	1,89

Accords financiers les plus récents :

Type	Date de l'accord	Date d'expiration	Montant approuvé (Millions de DTS)	Montant tiré (Millions de DTS)
FEC ¹	16 fév. 2005	31 mai 2008	25,20	4,20
FEC ¹	7 janv. 2000	6 janv. 2004	47,60	42,40
FEC ¹	1 ^{er} sept. 1995	30 avril 1999	49,56	49,56

¹ Anciennement FRPC.

Obligations prévues envers le FMI²

(millions de DTS; projections reposant sur les montants actuels des ressources utilisées et des avoirs en DTS) :

	Obligations futures			
	2014	2015	2016	2017
Principal	0,84	0,42		
Commissions/intérêts	0,05	0,05	0,05	0,05
Total	0,89	0,47	0,05	0,05

² Lorsqu'un pays membre a des arriérés au titre d'obligations financières de plus de trois mois, le montant de ces arriérés est indiqué dans la présente section.

Évaluation des sauvegardes

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) est la banque centrale régionale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Comme les autres banques centrales régionales, la BEAC fait l'objet d'une évaluation des sauvegardes à intervalle quadriennal.

L'évaluation de 2013, achevée le 14 novembre, couvre une période de profonds changements au sein de la BEAC et s'inscrit dans le contexte des vastes plans et mesures engagés pour traiter des problèmes de gouvernance et des défaillances de contrôle qui se sont manifestés en 2009. Une série de «mesures reconductibles» ont été convenues d'un commun accord par la BEAC et le FMI, pour permettre, à compter de 2009, de donner suite aux demandes de nouveaux programmes appuyés par le FMI et aux revues périodiques des programmes des pays membres de la BEAC faisant appel aux ressources du FMI. La BEAC a également lancé un plan d'action visant à réformer sa gouvernance, à consolider les principales sauvegardes et à renforcer les capacités. Il ressort de l'évaluation de 2013 que la BEAC a accompli des progrès en ce qui concerne le renforcement de son dispositif de sauvegardes, mais que les risques restent élevés et que d'autres réformes sont nécessaires pour rétablir pleinement une gouvernance et un contrôle solides. Les mécanismes d'audit interne et externe ont certes été améliorés avec la création d'une direction distincte et la plus grande interaction avec le comité d'audit, mais la mise en œuvre du plan de réforme et de modernisation de la BEAC, adopté initialement en 2011, se révèle plus lente que prévu et la date escomptée d'achèvement a été repoussée à 2014. La gouvernance de la BEAC reste affaiblie par un cadre juridique qui ne protège pas suffisamment l'autonomie institutionnelle et par les problèmes liés à l'adhésion partielle de plusieurs pays membres à l'obligation de mise en commun des réserves, essentielle au fonctionnement de l'union monétaire. L'évaluation a également signalé que les faiblesses persistantes en matière de gouvernance sont exacerbées par un certain nombre de risques, dont ceux liés à un environnement moins sécurisé pour les systèmes comptables et informatiques, lesquels soulèvent des doutes quant à la qualité de l'information et des contrôles financiers. L'évaluation a tracé des mesures nécessaires pour renforcer le dispositif de sauvegardes, notamment par un renforcement plus poussé des capacités, des amendements des statuts de la BEAC et une volonté et des efforts considérables pour mettre en œuvre le plan de réforme et de modernisation.

Régime de change

Le Tchad a un régime de change qui ne selon les informations fournies comporte aucune restriction ni pratique de changes multiples sur les paiements et les transferts au titre des transactions internationales courantes. La monnaie commune de la BEAC est le franc CFA, qui depuis le 1er janvier 1999 est rattaché à l'euro au taux de 1 EUR = 655,957.

Consultations au titre de l'article IV

Les consultations avec le Tchad se déroulent selon le cycle de 12 mois. Les prochaines consultations au titre de l'article IV devraient avoir lieu d'ici février 2015.

Assistance technique

Département	Objet	Date des prestations
FAD	Application directives CEMAC	Septembre 2013
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Avril-mai 2013
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Février 2013
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Avril 2013
FAD (AFRITAC)	Administration douanière	Mars 2013
MCM (AFRITAC)	Gestion de la dette	Mars 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Décembre 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Juillet 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Février 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Novembre 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Octobre 2012
FAD	Administration douanière	Octobre 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Septembre 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2012
FAD	Mission de suivi douanes	Juillet 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Juin 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Juin 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Mai-juin 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mai 2012
FAD	Gestion recettes des ress. naturelles	Avril-mai 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Mars-avril 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Février 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Novembre-décembre 2011
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Novembre 2011
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2011
FAD (AFRITAC)	Douanes	Septembre 2011
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2011
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2011
MCM	Vulnérabilités du système bancaire	Janvier 2011
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Février 2011
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Septembre-octobre 2010
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Juin-Juillet 2010
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2010
STA	Balance des paiements	Septembre 2010
MCM (AFRITAC)	Dette publique	Mai 2010
FAD	Revue de politique fiscale	Avril-mai 2010
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale et douanière	Mars-avril 2010
FAD (AFRITAC)	Administration douanière	Mars 2010

STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2010
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Janvier 2010

Participation au Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) et évaluation des centres financiers offshore

Une mission conjointe FMI-Banque mondiale a réalisé un PESF pour le Tchad du 25 mai au 10 juin 2011 en s'appuyant sur le travail effectué par la mission chargée du PESF régional pour les pays de la CEMAC entre le 30 janvier et le 9 mars 2006. Une mission chargée du module de données du RONC a séjourné au Tchad du 26 mai au 8 juin 2005.

Représentant résident

Le FMI n'a pas de Représentant résident à N'Djamena depuis octobre 2010.

MATRICE DU PLAN D'ACTION CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI (JMAP)

Titre	Produits	Calendrier des missions	Date prévue de prestation
Informations mutuelles sur les programmes de travail pertinents			
Programme de travail de la Banque mondiale au cours des 12 prochains mois	1. Rapport achèvement PPTTE	Mars 2014 Août 2014	3 ^e trimestre 2014
	2. Renforcement des capacités en gestion des dépenses publiques	Février 2014	2 ^e trimestre 2014
	3. Note sur les emprunts non concessionnels	Mars 2014	2 ^e trimestre 2014
	4. Cadre partenariat pays		3 ^e trimestre 2014
Programme de travail du FMI au cours des 12 prochains mois	1. Consultations de 2013 au titre de l'Article IV	Décembre 2013	Février 2014
	2. Évaluation du programme de référence et négociations pour éventuel accord FEC	Mars 2014	Mai 2014
	Assistance technique		
	FAD : gestion des finances publiques	Exercice 2014	Exercice 2014
	STA : comptabilité nationale	Exercice 2014	Exercice 2014
Demandes de contributions au programme de travail			
Demandes du FMI à la Banque mondiale	Bilan périodique du programme de travail de la Banque mondiale au Tchad		
Demandes de la Banque mondiale au FMI	1. Cadres macroéconomiques pour les analyses de viabilité de la dette	Continu	
	2. Informations sur le financement non concessionnel du budget ou	Continu	

Titre	Produits	Calendrier des missions	Date prévue de prestation
	de projets		

Accord sur produits et missions conjointes

Produits conjointes	1. Analyse conjointe de viabilité de la dette Banque mondiale/FMI		Février 2014 Mai 2014 Octobre 2014
	2. JSAN sur rapport annuel d'avancement du DSRP		Octobre 2014

QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance

Questions générales : La communication de données présente des lacunes liées aux capacités, mais elle est globalement adéquate aux fins de la surveillance. La qualité, la couverture et l'actualité de la plupart des séries de données macroéconomiques pourraient être améliorées. Les autorités ont récemment pris l'initiative d'améliorer la base de données macroéconomiques, et notamment les comptes nationaux. Le Rapport de 2007 sur l'observation des normes et des codes (RONC) a relevé que le système statistique était faible et qu'il souffrait d'un manque de ressources à la fois financières et humaines.

Comptabilité nationale : Les autorités ont révisé les estimations des comptes nationaux, passant du système de comptabilité nationale (SCN) de 1968 au SCN et adoptant 2005 comme année de base. Les comptes définitifs sont disponibles jusqu'en 2010 et ont fait l'objet d'une rétopolation sur 1995-2005. Des chiffres provisoires sont en outre disponibles pour 2011-2012. Cependant, l'établissement des données reste faible, faute de financement suffisant de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) et en raison d'une rotation élevée des effectifs. Par ailleurs, la diffusion des données et des métadonnées auprès du public pourrait être meilleure si les informations étaient plus détaillées, publiées dans de meilleurs délais et mieux diffusées sur internet.

Statistiques des prix : L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est d'une qualité plutôt bonne. Cependant, il ne couvre que la capitale et le décalage dans la communication des données dépasse parfois deux mois. Les autorités régionales s'emploient à améliorer la qualité de l'IPCH dans chaque pays membre de la CEMAC.

Statistiques de finances publiques : Les faiblesses en matière de données créent des incertitudes quant à la véritable situation budgétaire de l'État et nuisent à l'analyse de viabilité de la dette. Les services sont contraints de préparer des estimations des opérations financières de l'administration centrale à partir de sources administratives disparates qui ne coïncident pas nécessairement avec le financement bancaire intérieur ou les variations de l'endettement net.

Statistiques monétaires : La BEAC communique les principaux indicateurs monétaires et financiers attendus dans les délais prévus au moyen des formulaires types (SRF). L'une des principales carences des statistiques monétaires et financières tient à l'absence d'un rapprochement clair entre le crédit net à l'État du secteur bancaire intérieur et le financement implicite qui découle des comptes financiers fragiles de l'État. En outre, la situation des institutions de dépôts fait abstraction du grand nombre d'unités de microfinance dans le pays.

Balance des paiements : Les faiblesses qu'accusent les données de balance des paiements créent des incertitudes quant à la véritable position extérieure et nuisent aux analyses de viabilité de la dette. Les données préparées sur la base de déclarations douanière ne sont pas fiables et présentent des problèmes de couverture; elles ne sont pas jugées fiables pour les estimations des données de balance des paiements ou de revenu national. La BEAC prépare les données de balance des paiements et les soumet au siège pour validation avec un long délai. Les services doivent estimer les flux courants et les flux de capitaux à partir de sources administratives disparates comme appoint des données officielles de balance des paiements. À partir de chiffres récemment mis à jour par la BEAC, les services ont révisé certaines données historiques de balance des paiements mais il n'y a pas eu de changement de méthodologie ni de révision profonde des valeurs précédentes. Le Département des statistiques du FMI a recommandé une coordination plus étroite entre la CEMAC, l'INSEED et les autres organes afin d'améliorer la couverture des données. Le siège de la BEAC est en train de coordonner les réformes techniques pour améliorer la qualité et l'actualité des données.

II. Normes et qualités des données

Le Tchad participe au SGDD du FMI depuis le 24 septembre 2002. Les métadonnées du SGDD et les plans d'amélioration doivent être mis à jour.

Un RONC données a été publié en août 2007.

III. Communication des données au Département des statistiques (facultatif)

Seuls la liquidité internationale, les statistiques monétaires, le PIB et les prix sont actuellement communiqués au Département des statistiques pour publication dans les statistiques financières internationales (*International Finance Statistics* ou *IFS*). Le Tchad n'a pas encore pu reprendre la communication de données détaillées pour publication dans l'annuaire de statistiques de finances publiques (*Government Finance Statistics Yearbook*). Les données budgétaires annuelles jusqu'à fin 2001 ont été communiquées et figurent dans la base de données des *IFS*. The BEAC n'a pas encore fourni de statistiques monétaires et financières test en utilisant les formulaires de communication standard. Le Tchad doit encore présenter les données de BDP et de PEG au Département des statistiques.

Tchad : Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance							
	Date de la dernière observation	Date de réception	Fréquence des données ⁷	Fréquence de communication ⁷	Fréquence de publication ⁷	Pour mémoire :	
						Qualité des données – Solidité méthodologique ⁸	Qualité des données – Exactitude et fiabilité ⁹
Taux de change	Quotidien	Quotidien	Q	Q	Q		
Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires ¹	10/2013	12/2013	M	M	M		
Monnaie centrale	10/2013	12/2013	M	M	M	LO, LNO, LNO, LO	LO, O, O, LO, ND
Monnaie au sens large	10/2013	12/2013	M	TM	M		
Bilan de la Banque centrale	10/2013	12/2013	M	M	M		
Bilan consolidé du système bancaire	10/2013	12/2013	M	M	M		
Taux d'intérêt ²	10/2013	11/2013	MI	TM	M		
Indice des prix à la consommation	10/2013	11/2013	M	M	M		
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques ⁴	11/2013	12/2013	T	T	T	LO, LNO, LO, LO	O, LO, LO, LO, NO
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administration centrale	08/2013	12/2013	T	T	T		
Encours de la dette publique et garantie par l'État ⁵	08/2013	12/2013	T	T	T		
Solde des transactions courantes	2011	09/2012	A	A	A		

extérieures						O, O, O, LO	LO, LO, O, O, O
Exportations et importations de biens et de services	2011	09/2012	A	A	A		
PIB/PNB	2012	09/2013	A	A	A	LNO, LO, LNO, LO	LNO, LNO, LNO, LNO, LNO
Dette extérieure brute	12/ 2011	09/ 2012	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois		
Position extérieure globale ^{6, 10}	ND	ND	ND	ND	ND		

¹ Les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés doivent être indiqués séparément. De plus, les données doivent comprendre les engagements à court terme liés à une monnaie étrangère, mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des produits financiers dérivés à payer et à recevoir en monnaie étrangère, y compris ceux qui seraient liés à une monnaie étrangère, mais réglés par d'autres moyens.

² Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire et les taux des bons, obligations et titres du Trésor.

³ Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

⁴ Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

⁵ Y compris la composition par monnaie et par échéance.

⁶ Inclut les positions d'actifs et de passifs extérieurs financiers bruts vis-à-vis des non-résidents.

⁷ Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I); non disponible (ND).

⁸ Reflète l'évaluation fournie dans les données RONC (publiées le 31 août 2007) et reposant sur les conclusions de la mission qui s'est déroulée du 28 mai au 8 juin 2005 pour le jeu de données qui correspond à la variable de chaque rangée. L'évaluation indique si les normes internationales qui concernent les concepts et les définitions, la portée, la classification/sectorisation et la base d'enregistrement sont complètement observées (O), largement observées (LO), largement non observée (LNO), non observées (NO) et non disponibles (ND).

⁹ Idem note 8, à l'exception des normes internationales qui concernent (respectivement) les données sources, l'évaluation des données sources, les techniques statistiques, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques et les études de révision.

¹⁰ Les données sur la position extérieure globale (PEG) ne sont pas communiquées par manque de capacité. Les autorités devraient solliciter une assistance technique pour combler ces lacunes.



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Projet de communiqué de presse No. 14/136
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 27 mars 2014

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2013 au titre de l'article IV avec le Tchad

Le 21 février 2014, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV¹ avec le Tchad.

Sur le plan macroéconomique, les résultats sont restés stables en 2013, avec une certaine décélération de la croissance économique et de l'inflation. Selon les projections, le PIB réel a augmenté de 3,6 pour cent en 2013, contre 8,9 pour cent en 2012. Ce ralentissement s'explique par un repli du PIB pétrolier de 3,9 pour cent en 2013 en raison d'une diminution plus prononcée que prévu de la production de pétrole dans les gisements arrivés à maturité et par des retards dans les nouvelles productions. La croissance du PIB non pétrolier serait passée de 11,6 pour cent en 2012 à 5 pour cent en 2013, sous l'effet surtout du retour à la normale de la production agricole après la récolte exceptionnelle de 2012. L'inflation a fortement baissé en 2013, principalement en raison de la chute sensible des prix alimentaires à la suite de l'abondante récolte de 2012. Le taux moyen annuel d'inflation se serait ainsi établi aux alentours de 0,4 pour cent, contre 7,7 pour cent en 2012.

Le déficit courant a été en moyenne de 8 pour cent du PIB entre 2009 et 2012, et d'après les projections il aurait continué de se creuser pour s'établir à 8,8 pour cent du PIB en 2013, en raison de la baisse des exportations de pétrole. La balance des paiements globale aurait été déficitaire en 2013, pour la première fois depuis 2009, ce qui a fait tomber le ratio de couverture par les réserves internationales à 1,7 mois d'importations de biens et de services (contre 2,4 mois en 2012).

La politique budgétaire s'est progressivement durcie ces dernières années, axée sur la réduction du déficit primaire hors pétrole (DPHP). Celui-ci a diminué de 1 pour cent du PIB non pétrolier entre 2011 et 2012, et le budget 2013 se fondait sur une autre réduction de ce déficit de

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des renseignements économiques et financiers et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration.

1 pour cent du PIB non pétrolier, pour passer à 18,2 pour cent du PIB non pétrolier. Cependant, l'exécution du budget en 2013 a subi les effets d'un manque à percevoir imprévu de recettes pétrolières et des tensions en matière de dépenses issues des opérations destinées à préserver la sécurité au plan régional, d'où un déficit budgétaire global d'environ 6 pour cent du PIB non pétrolier (contre un excédent de 1,7 pour cent en 2012). Ce déficit a été en partie financé par un emprunt non concessionnel gagé sur les ventes de pétrole futures.

Les perspectives économiques à moyen terme sont déterminées par les fluctuations prévues de la production de pétrole et des recettes budgétaires qui en découlent. Le PIB réel devrait progresser d'environ 9 pour cent par an en 2014-15 grâce à la mise en exploitation complète de nouveaux gisements pétroliers. Le PIB pétrolier devrait culminer en 2016 puis diminuer régulièrement par la suite, à moins que de nouveaux gisements de pétrole ne soient découverts. Le PIB non pétrolier devrait s'accroître d'environ 5 pour cent par an à moyen terme, avec pour principaux moteurs l'agriculture, le commerce et les transports. Les principaux risques pesant sur les perspectives tiennent principalement à la volatilité des recettes budgétaires provenant du pétrole et à la situation difficile sur le plan de la sécurité régionale

Évaluation par le Conseil d'administration²

Les administrateurs s'associent à l'évaluation faite par les services du FMI dans ses grandes lignes. Ils saluent les résultats macroéconomiques relativement solides enregistrés par le Tchad sur fond d'une considérable insécurité au plan régional. Ces résultats se caractérisent par une solide croissance du PIB non pétrolier et un niveau d'inflation relativement modéré. Les administrateurs félicitent en outre les autorités pour leur contribution notable aux efforts sécuritaires régionaux. Notant qu'une décennie de croissance économique rapide n'avait pas permis de réduire sensiblement les taux de pauvreté, les administrateurs préconisent des mesures résolues pour parvenir à une croissance diversifiée et inclusive et une amélioration des indicateurs socioéconomiques.

Les administrateurs signalent qu'en dépit des perspectives positives à moyen terme, le Tchad doit relever les défis issus de la volatilité et du repli tendanciel des recettes pétrolières. Ils saluent certes l'amélioration de l'orientation budgétaire de ces dernières années, notamment dans le cadre du programme de référence, mais conseillent de constituer des marges budgétaires à moyen terme en renforçant la mobilisation des recettes intérieures, la gestion des finances publiques, l'efficacité du secteur public et la hiérarchisation des dépenses. Les administrateurs saluent le récent engagement des autorités à limiter le recours aux procédures extrabudgétaires de dépenses d'urgence, et recommandent un travail poussé de hiérarchisation des

² À l'issue des délibérations, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés du Conseil d'administration à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

investissements publics qui tiennent compte de la capacité d'absorption. Il sera essentiel d'engager des efforts pour réduire sensiblement le déficit de mobilisation de recettes fiscales intérieures hors pétrole, en s'appuyant sur les progrès enregistrés et en donnant suite aux recommandations de l'assistance technique du FMI en matière de politique fiscale et d'administration des recettes.

Les administrateurs préconisent une plus grande cohérence dans la stratégie de gestion de la dette et une politique prudente d'emprunt extérieur, compte tenu du risque élevé de surendettement que connaît le Tchad. Ils reconnaissent la détermination des autorités à veiller à la viabilité de la dette, comme en témoigne l'annulation de la convention-cadre conclue avec Eximbank China. Tout en reconnaissant les circonstances exceptionnelles qui ont conduit en 2013 aux avances sur ventes de pétrole à des conditions non concessionnelles, ils mettent en garde contre le recours à ce type d'avances à l'avenir et soulignent que des mesures correctives doivent être prises pour combler l'écart de financement qui en découle en 2014. Les administrateurs attendent avec intérêt la préparation en temps opportun de la nouvelle loi sur la gestion de la dette, et recommandent que soient centralisées l'approbation des emprunts et leur gestion opérationnelle. Ils appuient la détermination des autorités à parvenir au point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPT) renforcée. Ils se réjouissent de la poursuite des étroites relations de travail avec le FMI durant la période à venir, y compris dans le cadre de discussions en vue d'un accord sur un éventuel programme appuyé par la FEC.

Les administrateurs soulignent l'importance cruciale des réformes structurelles pour contribuer à renforcer la compétitivité extérieure et promouvoir une croissance diversifiée et inclusive. Ils préconisent la suppression des principaux goulets d'étranglement de l'offre et l'adoption de mesures propres à améliorer le climat des affaires. Les administrateurs félicitent les autorités des initiatives engagées dans le cadre du Plan national de développement pour relever la productivité agricole et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure. Ils recommandent en outre aux autorités de mettre en œuvre des réformes propices au développement du secteur financier et à l'inclusion financière.

Les prochaines consultations au titre de l'article IV avec le Tchad devraient se dérouler selon le cycle normal de 12 mois.

Tableau 1. Tchad : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2009–2014

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
				Prél.	Proj.	Proj.
(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)						
Économie réelle						
PIB à prix constants	4,2	13,5	0,1	8,9	3,6	10,8
PIB pétrolier	-3,7	-1,1	-0,4	-4,0	-4,0	37,0
PIB non pétrolier	6,4	17,2	0,2	11,6	5,0	6,5
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	10,1	-2,1	1,9	7,7	0,4	3,8
Indice des prix à la consommation (fin de période)	4,7	-2,2	10,8	2,1	2,5	3,2
Prix du pétrole						
PEM (/baril) ²	61,8	79,0	104,0	105,0	104,1	99,3
Prix brut tchadien (\$/baril) ³	55,5	73,6	97,7	102,0	103,4	98,2
Production de pétrole (millions de barils)	43,6	44,7	43,6	41,2	36,0	52,0
Taux de change FCFA/\$ (moyenne période)	471,0	494, 4	471,4	510,2	493,9	...
Monnaie et crédit⁴						
Avoirs extérieurs nets	-74,7	13,3	25,3	14,8	-12,0	0,9
Avoirs intérieurs nets	70,1	12,0	-11,0	-1,3	20,2	8,6
<i>Dont</i> : créances nettes sur l'administration centrale	67,7	7,2	-18,8	-13,1	0,9	-2,6
<i>Dont</i> : crédit au secteur privé	5,9	10,7	9,0	12,9	9,2	8,4
Monnaie au sens large	-4,6	25,3	14,2	13,4	8,2	9,5
Vitesse circ. revenu (PIB non pétrolier/monnaie sens large)	7,3	6,6	5,9	5,9	5,7	5,7
Secteur extérieur (en FCFA)						
Exportations biens et services, f.à.b.	-26,1	23,3	22,3	-4,1	-8,2	26,7
Importations biens et services, f.à.b.	4,5	18,1	11,3	3,8	-6,4	18,6
Exportations en volume	0,3	-5,6	-2,8	-8,6	-7,3	27,2
Importations en volume	12,0	15,1	4,0	4,9	-5,3	17,7
Balance des paiements globale (en pourcentage du PIB)	-8,0	0,1	2,9	1,6	-1,5	-3,4
Solde des transactions courantes, transferts officiels compris (% PIB)	-9,2	-9,0	-5,6	-8,3	-8,8	-6,5
Termes de l'échange	-21,1	27,2	17,6	6,0	0,2	-1,2

Tableau 1. Tchad : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2009–2014
(suite et fin)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
				Prél.	Proj.	Proj.
Dette extérieure (% PIB)	17,6	20,2	23,0	20,9	23,2	18,3
VAN de la dette extérieure (% exportations de biens et services)	36,3	30,9	48,2	36,6	53,1	38,6
(en pourcentage du PIB non pétrolier sauf indication contraire)						
Finances publiques						
Recettes et dons	18,6	26,7	34,6	33,4	25,5	28,7
<i>Dont</i> : hors pétrole	7,3	8,1	7,6	7,7	8,4	8,8
Dépenses	28,1	32,2	31,3	32,8	31,5	29,5
Courantes	18,0	19,2	17,9	15,7	17,4	16,6
Capital	10,0	13,1	13,3	17,0	14,1	12,9
Solde primaire hors pétrole (base engagements, hors dons) ⁵	-17,1	-20,1	-19,6	-19,2	-18,2	-16,1
Solde budgétaire global (dons compris, base engagements)	-9,4	-5,5	3,3	0,6	-6,0	-0,8
Solde budgétaire global (dons compris, base caisse)	-9,3	-4,2	0,6	1,7	-6,0	-1,9
Dette totale (% PIB) ⁶	23,1	25,6	31,1	28,0	30,2	23,8
<i>Dont</i> : dette intérieure ⁶	5,5	5,4	8,1	7,0	6,9	5,5
Pour mémoire :						
PIB nominal (milliards FCFA) ⁷	4,369	5,279	5,736	6,579	6,627	7,602
<i>Dont</i> : PIB non pétrolier	3,515	3,999	4,108	4,614	4,812	5,296
PIB nominal (milliards \$) ⁷	9,3	10,7	12,2	12,9	13,4	15,9
<i>Dont</i> : PIB non pétrolier	7,5	8,1	8,7	9,0	9,7	11,1

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

¹FMI, Tchad - Rapport des services du FMI sur le programme de référence (EBS/13/103).

²PEM 2014, production hiver.

³Le prix du pétrole tchadien est le prix du Brent moins une décote pour la qualité.

⁴Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

⁵À savoir, total recettes, dons et recettes pétrolières exclus, moins total dépenses à l'exclusion des paiements nets d'intérêt et investissements financés sur ressources extérieures.

⁶Administration centrale, y compris dette garantie par l'État.

⁷PIB à l'aide des comptes nationaux, année de base 2005.

**Déclaration de Kossi Assimaidou, Administrateur, et Ngueto Tiraina Yambaye,
Administrateur suppléant pour le Tchad**

21 février 2014

Au nom des autorités tchadiennes, nous remercions le Conseil d'administration et la Direction du soutien qu'ils ont apporté à la mise en œuvre de leurs politiques dans un environnement très difficile. Les autorités tchadiennes tiennent à dire leur profonde reconnaissance pour les conseils fournis par les services du FMI en matière de politique économique et de réforme.

Malgré un environnement régional difficile, les indicateurs macroéconomiques du Tchad ont continué de s'améliorer en 2013. Selon les estimations, la croissance du PIB réel aurait dépassé 3,5 pour cent, grâce à la solide progression du secteur non pétrolier. L'inflation est restée modérée. Les autorités ont continué de durcir la politique budgétaire en dépit des fortes demandes de dépenses liées à la situation sécuritaire régionale. Il importe de noter à cet égard que le Tchad a contribué de manière active aux efforts internationaux déployés pour rétablir l'ordre au Mali, et qu'il prend en charge des dépenses récurrentes pour assurer la sécurité aux frontières et l'assistance aux réfugiés provenant de pays voisins. La communauté internationale a promis une assistance au Tchad pour prendre en charge ces coûts, mais cette aide n'a pas encore été reçue.

Par ailleurs les autorités ont mis en œuvre avec succès un programme de référence approuvé par la Direction du FMI en juillet 2013. L'orientation sous-jacente de la politique budgétaire pour 2013, mesurée à partir du déficit primaire hors pétrole (DPHP), est conforme à l'objectif programmé. Les autorités ont assuré l'ajustement budgétaire dans un contextes caractérisé par ces dépenses sécuritaires imprévues et une révision à la baisse des projections de recettes pétrolières et non pétrolières.

Malgré la discipline manifestée par les autorités dans la mise en œuvre de leurs politiques, plusieurs événements imprévus se sont conjugués en 2013, qui ont créé des besoins de financement relativement importants. Premièrement, les recettes pétrolières n'ont pas été à la hauteur des projections initiales en raison de plusieurs chocs temporaires. Deuxièmement, le gouvernement a dû réagir rapidement à la situation sécuritaire régionale de diverses manières : i) participation du Tchad à la campagne militaire internationale au Mali; ii) assistance humanitaire aux réfugiés de République centrafricaine; et iii) augmentation des dépenses sécuritaires sur le territoire national et aux frontières pour faire face aux menaces terroristes. À cela sont venues s'ajouter les incertitudes liées au calendrier des financements envisagés, notamment dans le cas des émissions obligataires sur le marché régional. Tout ceci a contraint les autorités tchadiennes à recourir aux avances sur ventes futures de pétrole. Les autorités sont conscientes de leur impact sur les perspectives budgétaires pour 2014 et elles sont déterminées à prendre des mesures correctives pour l'atténuer, notamment en adoptant un budget rectificatif pour 2014 et en améliorant la coordination de la gestion de la dette au sein des structures gouvernementales.

Mise en œuvre du programme de référence

Les résultats enregistrés à fin septembre au regard des indicateurs quantitatifs prévus par le programme de référence étaient encourageants. Cinq des sept objectifs quantitatifs ont été observés, dans la plupart des cas avec une ample marge. Les autorités ont en outre adopté des mesures énergiques pour le recouvrement de l'impôt — d'où une amélioration des recettes non pétrolières — et elles ont maîtrisé les dépenses globales dans les limites du programme.

Les deux objectifs qui n'ont pas été observés (plafond des nouvelles dettes extérieures non concessionnelles contractées ou garanties par l'État et des nouvelles dettes extérieures garanties contractées ou garanties par l'État ou par des entreprises publiques non financières) s'expliquent par le recours aux avances sur ventes de pétrole futures en raison de circonstances exceptionnelles qui, selon les autorités, ne justifiaient pas une révision de l'orientation sous-jacente de la politique mise en œuvre.

Sur le plan structurel, la plupart des repères pour 2013 devraient être observés, mais avec un retard dans certains cas. Ces repères comprennent : i) le rapprochement des données du Trésor et de la banque centrale relatives aux créances nettes du système bancaire sur l'État à la fin 2012; ii) le dépôt au Parlement du projet de loi de finances de 2014 conforme à l'objectif d'une réduction graduelle du DPHP; et iii) la limitation du recours aux procédures de dépenses d'urgence (dépenses avant ordonnancement ou DAO). S'agissant de ce dernier point, il importe de noter que des règles ont été adoptées pour limiter strictement leur utilisation; un comité de suivi a été mis en place et siège désormais à intervalles réguliers; et une commission a été mise sur pied pour assurer la régularisation rapide des DAO, conformément aux recommandations de l'assistance technique du FMI. Les difficultés institutionnelles et techniques d'une mesure structurelle en suspens — la préparation et la mise à jour d'un plan de gestion de trésorerie mensuel — compliquent l'intégration de la planification de trésorerie dans les plans des marchés publics et, gênent l'observation du repère durant la période couverte par le programme de référence.

Le gouvernement reconnaît qu'il est important d'améliorer la gestion de la dette et il est déterminé à renforcer les capacités des deux structures chargées d'émettre des opinions contraignantes sur toutes les nouvelles propositions d'emprunt (la Commission nationale d'analyse de la dette, ou CONAD, et l'Équipe technique d'analyse de viabilité de la dette, ou ETAVID), dernier repère structurel. Les autorités s'efforcent également de renforcer la communication au sein des structures gouvernementales, et entre le gouvernement et le FMI sur les questions relatives à la dette. À cet égard, le gouvernement reçoit et continuera de recevoir une assistance technique de la Banque mondiale et de l'AFRITAC Centre pour améliorer la gestion de la dette.

Encouragées par les résultats de leur action dans la consolidation de la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques, y compris au regard des DAO et des systèmes informatisés de paiement et de comptabilité, les autorités tchadiennes attachent une très grande importance à la mise en œuvre satisfaisante de

leur programme de référence jusqu'à la fin 2013 et attendent avec grand intérêt l'évaluation finale des résultats au titre du programme.

Défis des politiques à moyen terme

Les autorités tchadiennes sont encouragées par les résultats de leurs politiques et par les perspectives de croissance à moyen terme. Elles ont l'intention de s'appuyer sur ces progrès et de mettre en œuvre des politiques qui permettront d'assurer une stabilité macroéconomique durable, de faire reculer sensiblement la pauvreté et de faciliter la transformation structurelle de l'économie tchadienne, en dépit d'un environnement difficile.

S'agissant de la dépendance à l'égard du secteur pétrolier, les autorités tchadiennes sont convaincues de la nécessité de diversifier l'économie et les sources de recettes, mais elles estiment que les activités d'exploration pétrolière en cours et potentielles sur de nouveaux gisements devraient leur offrir une certaine marge de manœuvre est dans la réalisation des réformes structurelles nécessaires, tout en dégagant un espace budgétaire pour financer les investissements publics dans le cadre d'un plan d'ajustement budgétaire graduel mais résolu. Les autorités tchadiennes estiment que ce type de stratégie devrait s'appuyer sur un programme à moyen terme avec le FMI qui tienne compte des objectifs énoncés dans le Plan national de développement.

Politique et réformes budgétaires

Les autorités tchadiennes sont conscientes de la nécessité d'accroître les recettes non pétrolières. Elles sont reconnaissantes de l'analyse que font les services du FMI du potentiel fiscal non pétrolier et sont conscientes de la nécessité de combler l'écart de financement en agissant sur les réformes de la politique et de l'administration fiscales. Elles entendent s'appuyer sur les progrès récemment réalisés pour faire avancer les réformes budgétaires conformément aux recommandations du FMI. Les mesures déjà adoptées ou engagées comprennent notamment des réductions sensibles des exonérations fiscales, l'alignement du code des impôts sur les exigences de la CEMAC et les efforts en cours pour informatiser les principaux bureaux douaniers.

S'agissant des dépenses, les autorités tchadiennes s'emploient à limiter le recours aux DAO aux situations véritablement urgentes, et à les régulariser de manière systématique. Elles ont entrepris de rationaliser les comptes de l'État auprès des banques commerciales afin de mieux maîtriser la gestion de trésorerie et, dans le même ordre d'idées, elles mettront en place cette année un système comptable informatisé pour accroître la fiabilité des opérations comptables. En ce qui concerne les marchés publics, les autorités ont confirmé leur intention de rétablir la publication des bulletins sur les marchés publics au début de 2014 et d'accroître la part des contrats adjugés par appel à la concurrence. De manière plus générale, elles partagent l'avis qu'il est vital de corriger les faiblesses de gestion des finances publiques pour améliorer leur contrôle et pour accroître l'efficacité de la dépense publique.

Viabilité de la dette

Outre qu'elles ont rétabli les deux structures chargées de recommander, d'approuver et de suivre les opérations liées à la dette, les autorités tchadiennes agissent sur plusieurs fronts pour préserver la viabilité de la dette. Elles sont en train d'élaborer une loi sur la gestion de la dette publique qui vise à définir les responsabilités relatives aux diverses étapes du processus d'endettement, et à mieux coordonner les interventions.

La décision d'annuler la convention-cadre de crédit signée avec Eximbank China, qui aurait servi à financer des projets d'infrastructures, en dit long sur la détermination du Tchad à assurer la viabilité de sa dette. Les autorités tchadiennes restent déterminées à obtenir des ressources concessionnelles — qui demeurent rares — pour financer les infrastructures de base et structurante dont le pays a tant besoin. Cette démarche et l'allégement escompté au titre de l'initiative PPTE contribueront à réduire le risque de surendettement. Il est donc crucial que le Tchad parvienne au point d'achèvement de l'initiative PPTE dans les plus brefs délais. Les autorités tchadiennes estiment toujours que ce jalon est prioritaire et elles ne ménagent aucun effort pour remplir toutes ses conditions préalables.

Transformation et compétitivité structurelle

Le Tchad s'efforce de transformer son économie en diversifiant ses sources de croissance et en privilégiant l'agriculture et l'élevage qui renferment d'énormes possibilités pour rendre la croissance plus inclusive. Les autorités sont déterminées à améliorer davantage le climat des affaires. Elles entendent agir en concertation avec le secteur privé, conformément à leur stratégie de développement à long terme. La mise à niveau des infrastructures et des services publics, notamment l'électricité, les routes et l'adduction d'eau, et les mesures nécessaires pour réduire les coûts élevés de transaction, restent des priorités du travail de réforme structurelle dans l'objectif de renforcer la compétitivité.

S'appuyant sur la stabilité renforcée du système bancaire grâce à la récente restructuration des banques publiques, les activités à venir dans le secteur financier viseront à accroître l'accès aux services financiers, notamment dans les régions rurales, et à développer le secteur de la microfinance.

Conclusion

Les contraintes institutionnelles et financières demeurent d'importants obstacles sur la voie de la réalisation des objectifs de développement du Tchad. Le FMI peut jouer un rôle crucial en fournissant l'assistance technique nécessaire, notamment dans le domaine budgétaire, et en aidant à mobiliser les ressources des bailleurs de fonds tout en accompagnant les efforts destinés à remplir les conditions pour obtenir un allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE. Comme le montre l'expérience des États fragiles, une forte implication du FMI revêt une importance cruciale pour réduire les contraintes de capacité institutionnelle et opérationnelle et pour aider à mobiliser les appuis financiers nécessaires. Le Tchad a un besoin

urgent de ce type d'assistance pour avancer vers la mobilisation des ressources (recettes intérieures, allègement de la dette, appuis extérieurs) nécessaires pour relever les défis du développement à long terme tout en préservant la viabilité de la dette. Les autorités tchadiennes ont élaboré une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté de deuxième génération incarnée par leur Plan national de développement (PND) 2013-2015, lequel guidera leur action. Elles cherchent à obtenir des ressources suffisantes pour mettre en application le PND et, dans cette perspective, elles entendent organiser une table ronde de bailleurs de fonds durant le premier semestre 2014, et elles espèrent qu'elle comptera sur le soutien total de la communauté internationale. Les autorités sont persuadées que les solides résultats enregistrés ces dernières années au titre du programme de référence devraient être reconnus sous la forme d'un accord financier avec le FMI qui puisse servir de cadre à l'organisation rapide de la table ronde de bailleur de fonds et à l'obtention d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE. Nous espérons donc que les administrateurs apporteront tout leur soutien à un programme ultérieur à moyen terme dans le cadre de la FEC.